

BULLETIN OFFICIEL

du
Département
de
l'Isère

2016
Mai
N° 313



BULLETIN OFFICIEL DU DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

SOMMAIRE

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Service des assemblées

Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail : désignation des représentants de l'assemblée départementale

Arrêté n° 2016-3066 du 3 mai 2016 7

Politique : - Administration générale

Représentation du Département au sein de l'OPAC

Extrait des décisions de la commission permanente du 27 mai 2016, dossier N° 2016 C05 F 32 22 8

DIRECTION DES RELATIONS EXTERIEURES

Service ressources relations extérieures

Politique : - Administration générale

Constitution d'une régie d'avances auprès de la mission Vie des élus

Politique : - Administration générale

Constitution d'une régie d'avances auprès du service de la communication

Extrait des décisions de la commission permanente du 27 mai 2016, dossier N° 2016 C05 F 32 20 9

DIRECTION DES MOBILITES

Politique : - Transports

Programme : Fonctionnement du réseau Transisère

Opération : Fonctionnement du réseau Transisère

Evolution annuelle de la tarification du réseau Transisère au 1er juillet 2016

Extrait des décisions de la commission permanente du 27 mai 2016, dossier N° 2016 C05 C 10 47 11

Service action territoriale

Réglementation de la circulation sur la RD 531 entre les P.R. 23+800 et 28+000 sur le territoire de la commune de Villard-de-Lans hors agglomération.

Arrêté n° 2016-3492 du 3 mai 2016 17

Interdiction de tourner à gauche sur la R.D 519 au P.R. 35+240 à l'intersection avec le « chemin du Gros Chêne » sur le territoire de la commune de Châtenay hors agglomération

Arrêté n°2016-3684 du 13 mai 2016 19

Réglementation de la circulation sur la R.D. 3 classée à grande circulation entre les P.R. 0+000 et 1+800 sur le territoire de la commune de Voreppe hors agglomération.

Arrêté n° 2016-4117 du 25 mai 2016 20

Service expertise transports

Politique : - Transports

Programme : Transport scolaire hors *Transisère*

Opération : Compensation transport scolaire

Protocole d'accord entre le Département de l'Isère et le Département de l'Ardèche relatif au transport des élèves isérois sur les lignes régulières et les services de transports scolaires du Département de l'Ardèche

Extrait des décisions de la commission permanente du 27 mai 2016, dossier N° 2016 C05 C 10 51 22

DIRECTION DES SOLIDARITES

Cellule logement

Politique : - Logement

Programme : logement social

Règlement d'intervention du Département en matière de soutien au logement social

Extrait des décisions de la commission permanente du 27 mai 2016, dossier N° 2016 C05 C 11 52..... 22

Service action sociale et insertion

Politique : - Cohésion sociale

Programme(s) : Revenu de solidarité active

Programme départemental d'insertion vers l'emploi 2017 – 2021

Extrait des délibérations du 25 mars 2016, dossier N° 2016 SO 1 A 02 03 30

DIRECTION DE L'AUTONOMIE

Service des établissements et services pour personnes âgées

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Belle Vallée » à Froges

Arrêté n° 2016-3003 du 6 mai 2016 51

Tarifs hébergement de l'EHPA de Seyssinet-Pariset (Les Saulnes)

Arrêté n° 2016-3480 du 2 mai 2016 53

Arrêté complémentaire relatif aux tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Villa du Rozat » à Saint Ismier

Arrêté n° 2016-3512 du 3 mai 2016 54

Tarifs dépendance de l'EHPAD « Résidence l'Argentière » à Vienne

Arrêté n° 2016-3515 du 3 mai 2016 55

Arrêté relatif aux tarifs hébergement de l'EHPA de Goncelin (Maison des anciens)

Arrêté n° 2016-3537 du 3 mai 2016 57

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD d'Aoste- Résidence « Les Volubilis »

Arrêté n° 2016- 3566 du 6 mai 2016 58

Tarifs hébergement de l'E.H.P.A. d'Aoste- Résidence « Les Volubilis »

Arrêté n° 2016- 3567 du 6 mai 2016 60

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Bellefontaine » de Le Péage de Roussillon

Arrêté n° 2016- 3577 du 6 mai 2016 62

Tarifs hébergement et dépendance de l'accueil de jour rattaché à l'EHPAD « Bellefontaine » de Le Péage de Roussillon

Arrêté n° 2016- 3578 du 6 mai 2016 64

Tarifs hébergement et dépendance du centre d'hébergement temporaire « La Pierre Percée » à La Motte d'Aveillans

Arrêté n° 2016- 3582 du 6 mai 2016 65

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Les Tournelles » de Virieu sur Bourbre

Arrêté n° 2016-3603 du 6 mai 2016 68

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Les Edelweiss » à Voiron

Arrêté n° 2016-3627 du 4 mai 2016 69

Tarifs hébergement du foyer logement pour personnes âgées « La Berjallière » de Bourgoin-Jallieu.

Arrêté n° 2016-3629 du 4 mai 2016 71

Service des établissements et services pour personnes handicapées

Tarifification 2016 du foyer d'accueil médicalisé « les Nalettes », du service d'activités de jour et du foyer logement de l'Etablissement social de Travail et d'Hébergement Isérois (ESTHI)

Arrêté n° 2016-3325 du 2 mai 2016 73

Tarifification 2016 des foyers Centre Isère - association familiale de l'Isère pour enfants et adultes handicapés intellectuels (AFIPaeim)

Arrêté n° 2016-3469 du 9 mai 2016	75
Tarification 2016 des foyers Nord Isère - association familiale de l'Isère pour enfants et adultes handicapés intellectuels (AFIPaeim) Arrêté n° 2016-3470 du 9 mai 2016	77
Tarification 2016 des foyers Sud Isère et Grésivaudan - association familiale de l'Isère pour enfants et adultes handicapés intellectuels (AFIPaeim) Arrêté n° 2016-3471 du 9 mai 2016	78
Tarification 2016 des foyers de l'Isère rhodanienne - association familiale de l'Isère pour enfants et adultes handicapés intellectuels (AFIPaeim) Arrêté n° 2016-3472 du 9 mai 2016	80
Tarification 2016 des foyers de l'agglomération grenobloise - association familiale de l'Isère pour enfants et adultes handicapés intellectuels (AFIPaeim) Arrêté n° 2016-3473 du 9 mai 2016	82
Tarification 2016 du foyer Le Tréry à Vinay- association familiale de l'Isère pour enfants et adultes handicapés intellectuels (AFIPaeim) Arrêté n° 2016-3474 du 9 mai 2016	83
Tarification 2016 du foyer Bernard Quéting à La Tour du Pin - association familiale de l'Isère pour enfants et adultes handicapés intellectuels (AFIPaeim) Arrêté n° 2016-3475 du 9 mai 2016	84
Tarification 2016 du foyer La Monta à Saint Egrève - association familiale de l'Isère pour enfants et adultes handicapés intellectuels (AFIPaeim) Arrêté n° 2016-3477 du 9 mai 2016	85
Tarification 2016 du foyer Grand Ouest à Beaurepaire - association familiale de l'Isère pour enfants et adultes handicapés intellectuels (AFIPaeim) Arrêté n° 2016-3478 du 9 mai 2016	87
Tarification 2016 du service d'accompagnement à la vie sociale (SAVS) - association familiale de l'Isère pour enfants et adultes handicapés intellectuels (AFIPaeim) Arrêté n° 2016-3479 du 9 mai 2016	88
Capacité des foyers de l'agglomération grenobloise gérés par l'association familiale de l'Isère pour enfants et adultes handicapés intellectuels (AFIPaeim) Arrêté n° 2016-3590 du 9 mai 2016	89

DIRECTION DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE

Pôle ressources culture-patrimoine

Politique : - Culture et citoyenneté

Programme : Equipements patrimoniaux, Patrimoine protégé, Patrimoine non protégé,

Valorisation des sites patrimoniaux, Mémoire et droits de l'Homme

Opération : Equipements patrimoniaux, Monuments classés, Monuments inscrits, Sites et abords,

Objets protégés, Pnp des communes, Pnp des particuliers, Patrimoine, Mémoire-droits de l'Homme

Subventions de fonctionnement et d'investissement en faveur du patrimoine et des actions de mémoire et droits de l'Homme

Extrait des décisions de la commission permanente, du 27 mai 2016, dossier N° 2016 C05 E 24 03

91

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Politique : - Ressources humaines

Adaptation des emplois

Extrait des décisions de la commission permanente du 27 mai 2016, dossier N° 2016 C05 F 31 18

113

Service gestion du personnel

Délégation de signature pour la direction territoriale des Vals du Dauphiné

Arrêté n° 2016-2836 du 17 mai 2016

114

Délégation de signature pour la direction territoriale du Haut-Rhône dauphinois Arrêté n° 2016-2837 du 17 mai 2016	116
Attributions de la direction des finances Arrêté n° 2016-3187 du 3 mai 2016	117
Organisation des services du Département Arrêté n° 2016-3215 du 17/05/2016	118
Attributions de la direction territoriale de l'Agglomération grenobloise Arrêté n° 2016-3216 du 17 mai 2016	125
Délégation de signature pour la direction territoriale de Voironnais Chartreuse Arrêté n° 2016-3218 du 9 mai 2016	128
Délégation de signature pour la direction territoriale de la Porte des Alpes Arrêté n° 2016-3604 du 19 mai 2016	130
Délégation de signature pour la direction des systèmes d'information Arrêté n° 2016-3618 du 19 mai 2016	132
Délégation de signature pour la direction territoriale de Bièvre Valloire Arrêté n° 2016-3668 du 19 mai 2016	133
DIRECTION DES SYSTEMES D'INFORMATION	
Désignation de l'autorité d'homologation de sécurité des échanges dématérialisés dans le cadre du comité d'homologation RGS. Arrêté n° 2016/3418 du 11 mai 2016	135

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

SERVICE DES ASSEMBLEES

Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail : désignation des représentants de l'assemblée départementale

Arrêté n° 2016-3066 du 3 mai 2016

Dépôt en Préfecture le 9 mai 2016

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL DE L'ISERE

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques paritaires des collectivités territoriales,

Vu l'élection du Président du Conseil départemental, lors de la séance de l'assemblée départementale du 2 avril 2015,

Vu la délibération du Conseil départemental du 30 avril 2015 portant sur la désignation des représentants de l'assemblée départementale et de la collectivité au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail,

Vu la délibération du Conseil départemental du 29 avril 2016 portant sur la désignation des représentants de l'assemblée départementale et de la collectivité au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail,

Arrête :

Article 1 :

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2016-1919 portant désignation des représentants de l'assemblée départementale et de la collectivité au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

Article 2 :

Les représentants de la collectivité territoriale au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail sont désignés ainsi qu'il suit :

En tant que membres titulaires :

- Monsieur André Gillet, représentant du Président,
- Monsieur Fabien Rajon,
- Madame Martine Kohly,
- Madame Annie Pourtier,
- Madame Sylviane Colussi.

En tant que membres suppléants :

- Monsieur Vincent Roberti,
- Madame Bernadette Luppi,
- Monsieur Erik Malibeaux,
- Monsieur Laurent Lambert,
- Monsieur Alexis Baron.

Article 3 :

Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

**

Politique : - Administration générale

Représentation du Département au sein de l'OPAC

Extrait des décisions de la commission permanente du 27 mai 2016,
dossier N° 2016 C05 F 32 22

Dépôt en Préfecture le : 01 juin 2016

LA COMMISSION PERMANENTE,

Vu le rapport du Président N° 2016 C05 F 32 22,

Vu l'avis de la commission des finances, des ressources humaines et des moyens généraux,

DECIDE

de désigner Pierre Gimel en qualité de titulaire en remplacement de Christian Rival et Christophe Desvignes, représentant de la Caisse d'Épargne, en qualité de personnalité qualifiée en remplacement de Géraldine Rolland pour siéger au sein de l'Office public de l'habitat de l'Isère-OPAC 38.

**

DIRECTION DES RELATIONS EXTERIEURES

SERVICE RESSOURCES RELATIONS EXTERIEURES

Politique : - Administration générale

Constitution d'une régie d'avances auprès de la mission Vie des élus

*Extrait des décisions de la commission permanente du 27 mai 2016,
dossier N° 2016 C05 F 32 19*

Dépôt en Préfecture le : 01 juin 2016

LA COMMISSION PERMANENTE,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale en date du 02 avril 2015 autorisant la Commission permanente à décider de la création de régies d'avances et de recettes et de leurs modalités d'organisation en application de l'article L.3211-2 du CGCT ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 08 avril 2016 ;

Vu le rapport du Président N° 2016 C05 F 32 19,

Vu l'avis de la commission des finances, des ressources humaines et des moyens généraux,

DECIDE

Article 1

Il est institué une régie d'avances auprès de la Mission vie des élus de la Direction Générale des Services du Département de l'Isère pour permettre :

- d'optimiser la gestion des approvisionnements,

- de privilégier en cuisine l'utilisation de produits frais, de saison, en provenance de circuits courts et de filières locales.

Article 2 –

Cette régie est installée à l'Hôtel du Département, 7 rue Fantin Latour, BP 1096, 38022 Grenoble Cedex.

Article 3

La régie paie les dépenses suivantes qui relèvent des fonctions et compétences de la Mission vie des élus :

1° : Acquisition de toutes fournitures à caractère alimentaire ;

2° : Achat de denrées alimentaires périssables ;

Article 4

Les dépenses désignées à l'article 3 1° 2° sont payées selon les modes de règlement suivants :

1° : en numéraire ;

2° : en carte bancaire.

Article 5

Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.

Article 6

L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 7

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 1 500 €.

Article 8

Le régisseur verse auprès du comptable public la totalité des pièces justificatives de dépenses au minimum une fois par mois.

Article 9

Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 10

Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11

Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**

Politique : - Administration générale

Constitution d'une régie d'avances auprès du service de la communication

Extrait des décisions de la commission permanente du 27 mai 2016, dossier N° 2016 C05 F 32 20

Dépôt en Préfecture le : 01 juin 2016

LA COMMISSION PERMANENTE,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre,

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu la délibération de l'assemblée départementale en date du 02 avril 2015 autorisant la Commission permanente à décider de la création de régies d'avances et de recettes et de leurs modalités d'organisation en application de l'article L.3211-2 du CGCT,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 08 avril 2016,

Vu le rapport du Président N° 2016 C05 F 32 20,

Vu l'avis de la commission des finances, des ressources humaines et des moyens généraux,

DECIDE

Article 1

Il est institué une régie d'avances auprès du Service communication de la Direction des relations extérieures du Département de l'Isère.

Article 2

Cette régie est installée à l'Hôtel du Département, 7 rue Fantin Latour, BP 1096, 38022 Grenoble Cedex.

Article 3

La régie paie les dépenses suivantes :

Achat de prestations de communication en ligne

Article 4

Les dépenses désignées à l'article 3 1° sont payées selon les modes de règlement suivants :
en carte bancaire

Article 5

Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.

Article 6

L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 7

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 3 000 €

Article 8

Le régisseur verse auprès du comptable public la totalité des pièces justificatives de dépenses au minimum une fois par mois.

Article 9

Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 10

Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11

Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

DIRECTION DES MOBILITES

Politique : - Transports

Programme : Fonctionnement du réseau Transisère

Opération : Fonctionnement du réseau Transisère

Evolution annuelle de la tarification du réseau Transisère au 1er juillet 2016

*Extrait des décisions de la commission permanente du 27 mai 2016,
dossier N° 2016 C05 C 10 47*

Dépôt en Préfecture le : 01 juin 2016

LA COMMISSION PERMANENTE,

Vu le rapport du Président N° 2016 C05 C 10 47,

Vu l'avis de la commission des déplacements, des routes, de l'habitat, de l'environnement, de l'équipement des territoires, du numérique,

DECIDE

de valider les nouvelles grilles tarifaires du réseau *Transisère* applicables à partir du 1^{er} juillet 2016, jointes en annexe.

Abstentions : 5 (Groupe Communistes et Gauche Unie-Solidaire)

Pour : le reste des Conseillers départementaux

Annexe :

Tarification du réseau *Transisère*

à partir du 1^{er} juillet 2016

Gammes disponibles

La tarification *Transisère* se compose des quatre principales gammes suivantes :

- Une gamme classique, gamme de référence accessible à tous les publics,
- Une gamme scolaire à destination des élèves relevant de la compétence transports du Département,
- Deux gammes de tarification sociale :
 - o Une gamme Eco, accessible aux mêmes catégories de personnes qu'en 2015, à savoir :
Les jeunes de moins de 26 ans, les demandeurs d'emploi, les personnes à faibles ressources, les familles nombreuses, les personnes handicapées (+ un accompagnateur), les demandeurs d'asile et tout porteur de profil Micro souhaitant utiliser un billet 1 trajet et une carte 6 trajets.
 - o Une gamme Micro, accessible aux mêmes catégories de personnes qu'en 2015, à savoir :
Les jeunes de moins de 19 ans (les élèves dépendants de la compétence transports scolaires du Département bénéficient quant à eux de la gratuité sur le trajet domicile-établissement scolaire), les personnes sous contrat de professionnalisation âgées de moins de 26 ans, et les demandeurs d'emploi dont l'indemnité est inférieure ou égale aux minima sociaux.

Pour information, le réseau *Transisère* est gratuit pour les enfants de moins de 5 ans ; ceux-ci doivent cependant être accompagnés par un adulte ayant payé son titre de transport.

Description des titres disponibles au sein des gammes tarifaires

Conformément à la logique déjà adoptée sur le réseau *Transisère*, les types de titres sont définis au sein des gammes afin d'inciter les voyageurs à utiliser le moins possible les titres mono-trajets.

Le tableau suivant récapitule les titres disponibles au sein des gammes tarifaires

type de titre	Billet simple classique	Billet 1 trajet	Carte 6 trajets	Pass 1 jour	Pass mensuel	Pass annuel
gamme tarifaire						
Classique						
Eco						
Micro						

NB : les cases grisées correspondent aux titres disponibles dans chaque gamme.

Les disponibilités de titres sont conformes au système actuel.

Pour mémoire :

- le billet simple classique, vendu uniquement à bord, est plus cher que le billet 1 trajet ;
- le billet 1 trajet est disponible à tous les usagers possesseurs d'une carte OÙRA ! ;
- l'ensemble des titres permettent une libre accession à tous les réseaux urbains isérois situés à l'intérieur de la zone achetée, à l'exception du réseau Semitag ; sur ce dernier, les titres PASS sont acceptés.

Evolution des tarifs au 1^{er} juillet 2016

Conformément aux délibérations des 9 et 10 juin 2011 et du 24 février 2012, la tarification plein tarif du réseau *Transisère* est fonction de l'offre de transport de la zone concernée pour les Pass 1 jour, Pass mensuel et Pass annuel.

Gamme classique

La Gamme classique du PASS mensuel est la gamme de référence dans le calcul des tarifs du réseau *Transisère*.

Elle se compose :

- d'un droit d'entrée fixe,
- et d'un prix d'accès par zone, dépendant du type de zone achetée :
 - o zone urbaine (zones A et Rh),
 - o zone périurbaine (zones B et E),
 - o zone rurale (zones C, D, S, HT1 et HT2).

Les tarifs qui seront mis en place à partir du 1^{er} juillet 2016, afficheront une évolution d'environ + 2% par rapport aux tarifs de l'année 2015-2016, ce qui correspond à la hausse de l'inflation sur l'année 2015 pour le secteur des transports routiers de voyageurs (données INSEE). Ces prix seront arrondis à la décimale près respectivement sur le coût du droit d'entrée et le coût de chacune des zones.

Le prix d'un abonnement PASS mensuel classique, se composera :

- d'un droit d'entrée fixé à 32,3 €,
- et d'un prix d'accès par zone, dépendant du type de zone :
 - o zone urbaine (zones A et Rh) : 27,9 €/ zone,
 - o zone périurbaine (zones B et E) : 20,2 €/ zone,
 - o zone rurale (zones C, D, S, HT1 et HT2) : 14,3 €/ zone

Ainsi, un abonnement PASS mensuel 2 zones (1 zone urbaine et 1 zone périurbaine) au tarif classique sera vendu au prix de 80,40 € (soit 32,3 € + 27,9 € pour la zone urbaine + 20,2 € pour la zone périurbaine) à partir du 1^{er} juillet 2016 au lieu de 78,9 € en 2015.

Gamme scolaire

Conformément à la délibération du 29 mai 2015, le principe de gratuité s'applique pour le transport scolaire des élèves relevant de la compétence du Département, c'est-à-dire les élèves pour lesquels leur domicile et leur établissement ne sont pas situés dans un même ressort territorial d'une autorité organisatrice de mobilité.

Taux de réduction accordés sur les gammes sociales

1) Gamme Eco

Le taux de réduction accordé sur la gamme Eco reste constant à 30%.

2) Gamme Micro

Le taux de réduction accordé sur la gamme Micro reste constant à 70%.

Tarifification intégrée TCL-Transisère

Les usagers titulaires d'un PASS mensuel plein tarif ou tarif Eco (incluant la zone Rh) ont la possibilité d'utiliser en libre-circulation le réseau de transport départemental isérois et le réseau de transport urbain de l'agglomération lyonnaise dans la limite des zones tarifaires choisies.

Il est proposé par conséquent de prendre en compte dans la nouvelle tarification qui sera mise en place en 2016 une augmentation de 2% du tarif 2015, avec un arrondi à l'euro le plus proche, pour le total de l'abonnement intégré plein tarif.

Par exemple, un abonnement Pass mensuel plein tarif 2 zones (zones Rh + E) sera vendu :

- En 2015 :
 - o Part TCL : 48,30 €
 - o Part **Transisère**: 32,70 €
 - o Soit au total pour l'abonnement intégré plein tarif : 81 €
- Au 1^{er} juillet 2016 :
 - o Part TCL au 1^{er} janvier 2016 : 49,52 €
 - o Part **Transisère**: 33,48 €
 - o Soit au total pour l'abonnement intégré plein tarif : 83 €

Tarifification des cartes « pro »

La carte « pro » s'adresse aux salariés en activité, exerçant dans les entreprises du réseau **Transisère** ; le grand public n'a pas accès à ce tarif.

Conformément à la délibération du 29 mai 2015, à partir du 1^{er} juillet 2016, les bénéficiaires de la carte « pro » payeront cette dernière au tarif éco mensuel ou annuel. Ils jouissent donc d'une réduction de 30 % par rapport au tarif classique.

Grilles tarifaires à partir du 1^{er} juillet 2016

Tableau de synthèse pour le Pass mensuel

		Tarif Pass'mensuel		
		Classique	Eco	Micro
1 zone	1 zone urbaine (U)	60,20 €	42,10 €	18,10 €
	1 zone périurbaine (PU)	52,50 €	36,70 €	15,80 €
	1 zone rurale (R)	46,60 €	32,60 €	14,00 €
2 Zones	1 zone U + 1 zone PU	80,40 €	56,20 €	24,20 €
	1 zone PU + 1 zone R	66,80 €	46,70 €	20,10 €
	2 zones R	60,90 €	42,60 €	18,30 €
3 zones	1 zone U + 1 zone PU + 1 zone R	94,70 €	66,20 €	28,50 €
	1 zone PU + 2 zones R	81,10 €	56,70 €	24,40 €
	3 zones R	75,20 €	52,60 €	22,60 €
4 zones	1 zone U + 1 zone PU + 2 zones R	109,00 €	76,20 €	32,80 €
	2 zones PU + 2 zones R	101,30 €	70,80 €	30,50 €
	1 zone PU + 3 zones R	95,40 €	66,70 €	28,70 €
5 zones	1 zone U + 2 zones PU + 2 zones R	129,20 €	90,30 €	38,90 €
	1 zone U + 1 zone PU + 3 zones R	123,30 €	86,20 €	37,10 €
	2 zones PU + 3 zones R	115,60 €	80,80 €	34,80 €
	1 zone PU + 4 zones R	109,70 €	76,70 €	33,00 €
6 zones	2 zones U + 2 zones PU + 2 zones R	157,10 €	109,80 €	47,30 €
	1 zone U + 2 zones PU + 3 zones R	143,50 €	100,30 €	43,20 €
	1 zone U + 1 zone PU + 4 zones R	137,60 €	96,20 €	41,40 €

Le Pass annuel

Les tarifs du Pass annuel sont obtenus en multipliant tous les tarifs décomposés (c'est-à-dire droit d'entrée et tarifs par type de zone achetée) du Pass mensuel par 10, et en arrondissant à l'euro le plus proche.

		Tarif Pass'annuel		
		Classique	Eco	Micro
1 zone	1 zone urbaine (U)	602,00 €	421,00 €	181,00 €
	1 zone périurbaine (PU)	525,00 €	367,00 €	158,00 €
	1 zone rurale (R)	466,00 €	326,00 €	140,00 €
2 Zones	1 zone U + 1 zone PU	804,00 €	562,00 €	242,00 €
	1 zone PU + 1 zone R	668,00 €	467,00 €	201,00 €
	2 zones R	609,00 €	426,00 €	183,00 €
3 zones	1 zone U + 1 zone PU + 1 zone R	947,00 €	662,00 €	285,00 €
	1 zone PU + 2 zones R	811,00 €	567,00 €	244,00 €
	3 zones R	752,00 €	526,00 €	226,00 €
4 zones	1 zone U + 1 zone PU + 2 zones R	1 090,00 €	762,00 €	328,00 €
	2 zones PU + 2 zones R	1 013,00 €	708,00 €	305,00 €
	1 zone PU + 3 zones R	954,00 €	667,00 €	287,00 €
5 zones	1 zone U + 2 zones PU + 2 zones R	1 292,00 €	903,00 €	389,00 €
	1 zone U + 1 zone PU + 3 zones R	1 233,00 €	862,00 €	371,00 €
	2 zones PU + 3 zones R	1 156,00 €	808,00 €	348,00 €
	1 zone PU + 4 zones R	1 097,00 €	767,00 €	330,00 €
6 zones	2 zones U + 2 zones PU + 2 zones R	1 571,00 €	1 098,00 €	473,00 €
	1 zone U + 2 zones PU + 3 zones R	1 435,00 €	1 003,00 €	432,00 €
	1 zone U + 1 zone PU + 4 zones R	1 376,00 €	962,00 €	414,00 €

Le Pass 1 jour

Les tarifs du Pass 1 jour sont obtenus en divisant tous les tarifs décomposés (c'est-à-dire droit d'entrée et tarif par type de zone) du Pass mensuel par 10, et en arrondissant à la dizaine de centimes la plus proche.

		Tarif Pass' 1 jour		
		Classique	Eco	Micro
1 zone	1 zone urbaine (U)	6,00 €	4,20 €	1,80 €
	1 zone périurbaine (PU)	5,20 €	3,60 €	1,60 €
	1 zone rurale (R)	4,60 €	3,20 €	1,40 €
2 Zones	1 zone U + 1 zone PU	8,00 €	5,60 €	2,40 €
	1 zone PU + 1 zone R	6,60 €	4,60 €	2,00 €
	2 zones R	6,00 €	4,20 €	1,80 €
3 zones	1 zone U + 1 zone PU + 1 zone R	9,40 €	6,60 €	2,80 €
	1 zone PU + 2 zones R	8,00 €	5,60 €	2,40 €
	3 zones R	7,40 €	5,20 €	2,20 €
4 zones	1 zone U + 1 zone PU + 2 zones R	10,80 €	7,60 €	3,20 €
	2 zones PU + 2 zones R	10,00 €	7,00 €	3,00 €
	1 zone PU + 3 zones R	9,40 €	6,60 €	2,80 €
5 zones	1 zone U + 2 zones PU + 2 zones R	12,80 €	9,00 €	3,80 €
	1 zone U + 1 zone PU + 3 zones R	12,20 €	8,60 €	3,60 €
	2 zones PU + 3 zones R	11,40 €	8,00 €	3,40 €
	1 zone PU + 4 zones R	10,80 €	7,60 €	3,20 €
6 zones	2 zones U + 2 zones PU + 2 zones R	15,60 €	11,00 €	4,60 €
	1 zone U + 2 zones PU + 3 zones R	14,20 €	10,00 €	4,20 €
	1 zone U + 1 zone PU + 4 zones R	13,60 €	9,60 €	4,00 €

Les titres intégrés « TCL-Transisère »

Il est proposé de prendre en compte la hausse de l'inflation sur le combiné, à hauteur de 2%, la part TCL étant fixée à 49,52 € pour l'abonnement au prix classique

On a ainsi le tableau suivant :

Tarifs 2016-2017		Prix total de vente
Abonnement 2 zones (E + RH)	Classique	83,00 €
	Eco / Campus	58,00 €
Abonnement 3 zones (D + E + RH)	Classique	96,00 €
	Eco / Campus	67,00 €

A noter, que les titres intégrés « TCL- Transisère » ne sont vendus que sous la forme de titres mensuels.

Les autres titres

Pour les autres titres et afin de garder le système le plus simple possible pour les voyageurs occasionnels, le prix par zone est un prix unique, quel que soit le type de zone achetée.

L'augmentation appliquée par rapport à 2015, correspond à 2% comme pour le tarif Pass mensuel.

On a ainsi le tableau suivant :

		1 zone	2 zones	3 zones	4 zones	5 zones	6 zones
Billet simple classique		3,50 €	4,70 €	5,90 €	7,10 €	8,30 €	9,50 €
Billet 1 trajet	Classique	2,90 €	4,10 €	5,30 €	6,50 €	7,70 €	8,90 €
	Eco	2,20 €	3,10 €	4,00 €	4,90 €	5,80 €	6,70 €
Carte 6 trajets	Classique	10,60 €	15,90 €	21,20 €	26,50 €	31,80 €	37,10 €
	Eco	8,00 €	12,00 €	16,00 €	20,00 €	24,00 €	28,00 €

**

SERVICE ACTION TERRITORIALE

Réglementation de la circulation sur la RD 531 entre les P.R. 23+800 et 28+000 sur le territoire de la commune de Villard-de-Lans hors agglomération.

Arrêté n° 2016-3492 du 3 mai 2016

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n° 2015-3783 du 2 juin 2015 portant délégation de signature ;

Vu l'avis favorable de Monsieur le Maire de la commune de Choranche en date du 21 avril 2016 ;

Vu l'avis favorable de Monsieur le Maire de la commune de Rencurel en date du 21 avril 2016 ;

Vu l'avis favorable du Département de la Drôme en date du 21 avril 2016 ;

Vu les avis réputés favorables de Mesdames, Messieurs les Maires des communes de Sainte-Eulalie-en-Royans, Echevis, Saint-Martin-en-Vercors, Saint-Julien-en-Vercors, La-Chapelle-en-Vercors, Pont-en-Royans, Saint-Just-de-Claix, Saint-Romans, Izeron, Cognin-les-Gorges, Rovon, Saint-Gervais, Saint-Quentin-sur-Isère, Veurey-Voroize, Noyarey, Sassenage, Engins, Lans-en-Vercors, Villard-de-Lans ;

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier pendant les travaux de démolition et reconstruction d'un parapet, réalisés par l'entreprise Eiffage pour le compte du service aménagement de la direction territoriale du Vercors du Département de l'Isère, maître d'ouvrage, il y a lieu de réglementer la circulation sur la RD 531 selon les dispositions indiquées dans les articles suivants.

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1

La circulation sera temporairement règlementée sur la R.D. 531 entre les P.R 23+800 et 28+000, dans les conditions définies ci-après.

Cette réglementation sera applicable du 9 mai 2016 à 8H30 au 17 juin 2016 à 17H30.

Le choix du mode d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le maître d'œuvre des travaux. Le mode d'exploitation du chantier est proposé par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation.

Dans le cadre de cet arrêté, le mode d'exploitation du chantier retenu est

Pour les véhicules légers :

- Alternat de circulation.

L'entreprise devra respecter les principes suivants :

- Dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectuera par voie unique à sens alterné. En phase d'activité du chantier, l'alternat pourra être réglé au choix de l'entreprise soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11 (j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18
- Le choix du type d'alternat devra être adapté en permanence à la configuration des lieux, et au trafic. De manière générale, tout alternat de circulation devra être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats. La vitesse sera limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation sera en place.

Pour les poids lourds de plus de 19 tonnes, une déviation est mise en place :

- par la RD 531 via Villard-de-Lans. Lans-en-Vercors, Engins, Sassenage, puis par la RD 1532 via Noyarey, Veurey-Voroize, Saint-Quentin-sur-Isère, Saint-Gervais, Rovon, Cognin-les-Gorges, Izeron, Saint-Romans, Saint-Just-de-Claix, Pont-en-Royans.

Pour les véhicules de moins de 19 tonnes mais supérieurs à 2.6m de largeur et à 2.6m de hauteur (notamment les camping-cars) une déviation est mise en place :

- depuis Villard-de-Lans par la RD 215C, route communale d'Herbouilly, RD 221, RD 103, RD 103A et RD 518 via Saint-Martin-en-Vercors, Echevis et Sainte-Eulalie-en-Royans.

Article 2

La signalisation temporaire sera mise en œuvre conformément à la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière traduit par :

- le volume 1 du manuel du chef de chantier relatif aux routes bidirectionnelles (édition de 2000)
- le volume 5 du guide technique du SETRA relatif à la conception et mise en œuvre des déviations (édition 2000)

La signalisation temporaire du chantier est à la charge financière et sous la responsabilité du maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle sera fournie, mise en place, remplacée et déposée par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage.

La surveillance et la maintenance de cette signalisation seront assurées par l'entreprise désignée par le maître d'ouvrage. A cet effet, le numéro de téléphone d'astreinte de l'entreprise est le 06 72 91 54 74. La signalisation temporaire du chantier est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation, à savoir la direction territoriale du Vercors

La signalisation temporaire directionnelle de la déviation est à la charge du Département, le reste de la signalisation étant à charge de l'entreprise.

Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 4

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

Le Responsable de l'entreprise réalisant des travaux,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise par messagerie électronique, télécopie ou courrier aux services destinataires suivants:

- Les Communes de Rencurel, Choranche Sainte-Eulalie-en-Royans, Echevis, Saint-Martin-en-Vercors, Saint-Julien-en-Vercors, La-Chapelle-en-Vercors, Pont-en-Royans, Saint-Just-de-Claix, Saint-Romans, Izeron, Cognin-les-Gorges, Rovon, Saint-Gervais, Saint-Quentin-sur-Isère, Veurey-Voroize, Noyarey, Sassenage, Engins, Lans-en-Vercors, Villard-de-Lans ;
- Le service d'aide médical urgente de l'Isère (SAMU38)
- Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Isère (SDIS 38) ;
- La Préfecture de l'Isère (SIDPC) ;
- Le bureau de Poste de Rencurel .
- Le service départemental d'incendie et de secours de la Drôme (SDIS26)
- Le service d'aide médical urgente de la Drôme (SAMU26)
- Le groupement de gendarmerie de la Drôme
- La Préfecture de la Drôme
- Le Département de la Drôme

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

**

Interdiction de tourner à gauche sur la R.D 519 au P.R. 35+240 à l'intersection avec le « chemin du Gros Chêne » sur le territoire de la commune de Châtenay hors agglomération

Arrêté n°2016-3684 du 13 mai 2016

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-3, R. 411-5, R.411-8, R.411-25 à R.411-28 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'instruction interministérielle modifiée portant sur le même objet ;

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n° 2015-3783 du 2 juin 2015 portant délégation de signature ;

Vu la demande du Maire de Châtenay en date du 12 avril 2016 ;

Vu l'avis favorable du Préfet de l'Isère en date du 10 mai 2016 ;

Considérant que les caractéristiques géométriques défavorables de la RD 519 rendent nécessaire la mise en place d'une interdiction de tourner à gauche (dans le sens Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs, Marcillolles) pour accéder au chemin du Gros Chêne, afin d'assurer une meilleure sécurité des usagers ;

BODI N° 313 de mai 2016

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

Toutes dispositions contraires aux règles imposées au lieu concerné par le présent arrêté et prises par des arrêtés antérieurs sont abrogées.

Article 2 :

Une interdiction de tourner à gauche est mise en place sur la RD 519 (dans le sens Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs, Marcilloles) au P.R. 35+240 à l'intersection avec le « chemin du Gros chêne » sur le territoire de la commune de Chatenay, hors ;

Article 3 :

La signalisation réglementaire sera fournie, mise en place, remplacée et entretenue par le service aménagement de la direction territoriale de Bièvre-Valloire.

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 5 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Colonel ou Lieutenant-Colonel commandant le groupement de Gendarmerie de l'Isère,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, dont copie sera transmise au :

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

**

Réglementation de la circulation sur la R.D. 3 classée à grande circulation entre les P.R. 0+000 et 1+800 sur le territoire de la commune de Voreppe hors agglomération.

Arrêté n° 2016-4117 du 25 mai 2016

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu le décret n° 2010-578 du 31 mai 2010 modifiant le décret 2009-615 du 3 juin 2009 portant inscription de la R.D. 3 dans la nomenclature des voies à grande circulation ;

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n° 2015-3783 du 2 juin 2015 portant délégation de signature ;

Vu l'avis réputé favorable de la Direction Départementale des Territoires représentant le Préfet;

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier pendant les travaux de relevage d'un convoi, il y a lieu de réglementer la circulation sur la RD 3 selon les dispositions indiquées dans les articles suivants.

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

La circulation sera temporairement règlementée sur la R.D. 3 entre les P.R 0+000 et 1+800, dans les conditions définies ci-après.

Cette règlementation sera applicable du 25/05/2016 à 21h00 au 26/05/2016 à 6h00.

Article2 :

La circulation sera interdite dans le sens Lyon → Grenoble à tous les véhicules y compris ceux non motorisés entre les P.R 0+000 et 1+800, pendant la période mentionnée à l'article 1. Pendant la période de fermeture à la circulation, une déviation sera mise en place par les RD 1075, 105F via les communes de Saint-Egrève et Le Fontanil-Cornillon.

Les accès aux propriétés riveraines seront maintenus en permanence dans la section comprise dans la route déviée.

Les services de secours et les forces de l'ordre n'auront pas la possibilité de traverser la section de route barrée.

Article 3 :

La signalisation temporaire sera mise en œuvre conformément à la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière traduit par :

le volume 1 du manuel du chef de chantier relatif aux routes bidirectionnelles (édition de 2000)

le volume 5 du guide technique du SETRA relatif à la conception et mise en œuvre des déviations (édition 2000)

La signalisation temporaire est à la charge financière et sous la responsabilité du Département pendant toute la durée de l'intervention.

Elle sera fournie, mise en place, remplacée et déposée par les services du Département.

La signalisation temporaire directionnelle de la déviation est à la charge du Département.

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article :5

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise par messagerie électronique, télécopie ou courrier aux services destinataires suivants :

Les communes de Voreppe, Saint-Egrève et Le Fontanil-Cornillon

Le Groupement de Gendarmerie de l'Isère ;

La Direction Départementale de la Sécurité Publique de l'Isère

Les Directions territoriales de l'Agglomération grenobloise et du Voironnais-Chartreuse ;

La Préfecture de l'Isère ;

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Isère (SDIS 38) ;

Le Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU 38) ;

La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) ;

**

SERVICE EXPERTISE TRANSPORTS

Politique : - Transports

Programme : Transport scolaire hors Transisère

Opération : Compensation transport scolaire

Protocole d'accord entre le Département de l'Isère et le Département de l'Ardèche relatif au transport des élèves isérois sur les lignes régulières et les services de transports scolaires du Département de l'Ardèche

Extrait des décisions de la commission permanente du 27 mai 2016, dossier N° 2016 C05 C 10 51

Dépôt en Préfecture le : 01 juin 2016

LA COMMISSION PERMANENTE,

Vu le rapport du Président N° 2016 C05 C 10 51,

Vu l'avis de la commission des déplacements, des routes, de l'habitat, de l'environnement, de l'équipement des territoires, du numérique,

DECIDE

d'approuver le protocole d'accord entre le Département de l'Isère et le Département de l'Ardèche relatif au transport des élèves isérois sur les lignes régulières et les services de transport scolaires du Département de l'Ardèche, ci-annexé et d'autoriser le Président à le signer.

Le protocole d'accord est consultable au service expertise transports du Département de l'Isère

**

DIRECTION DES SOLIDARITES

CELLULE LOGEMENT

Politique : - Logement

Programme : logement social

Règlement d'intervention du Département en matière de soutien au logement social

Extrait des décisions de la commission permanente du 27 mai 2016, dossier N° 2016 C05 C 11 52

Dépôt en Préfecture le : 01 juin 2016

LA COMMISSION PERMANENTE,

Vu le rapport du Président N° 2016 C05 C 11 52,

Vu l'avis de la commission des déplacements, des routes, de l'habitat, de l'environnement, de l'équipement des territoires, du numérique,

DECIDE

d'adopter le règlement départemental d'intervention en matière de logement social, joint en annexe, qui fixe :

- les modalités de mise en œuvre du nouveau dispositif de soutien à la rénovation du parc social,

- le dispositif de soutien aux logements PLAI diffus porté par des opérateurs associatifs agréés en maîtrise d'œuvre d'insertion (MOI),
- les modalités de soutien aux résidences sociales d'insertion,
- les règles de gestion des aides financières issues des dispositifs antérieurs (logements PLAI neufs et acquis-améliorés / aides financières relevant des conventions de rénovation urbaine).

REGLEMENT D'intervention du département de l'isere en matierE de soutien logement social

preambule

Le Département a souhaité ancrer sa politique logement dans sa posture de chef de file de l'action sociale et de la solidarité territoriale.

C'est donc dans ce cadre qu'il a souhaité en tant que copilote du PALDHI et gestionnaire du FSL participer au soutien au logement social pour les publics les plus fragiles . Sa nouvelle politique de soutien au logement social s'organise autour des deux enjeux :

La prévention de la précarité énergétique des ménages du parc public par un soutien à la rénovation thermique des logements occupés par des ménages fragilisés

La promotion d'une offre dédiée aux plus fragiles : les logements PLAI en diffus réalisés par des structures agréées en maîtrise d'ouvrage d'insertion et les résidences sociales d'insertion

De nouvelles orientations

La délibération du budget 2016 a réorienté les aides complémentaires apportées par le Département sur le financement du logement vers la lutte contre la précarité énergétique et la rénovation du parc locatif social.

En complément, le Département continuera à soutenir les logements PLAIs dans le diffus, portés par des opérateurs associatifs agréés pour la Maîtrise d'Œuvre d'Insertion (MOI), et au cas par cas, les résidences sociales d'insertion.

Il dispose pour cela d'une enveloppe globale de 2,7 M€ par an.

Des dispositifs antérieurs dont le financement doit être géré

Par ailleurs, le dispositif de soutien aux logements PLAI neufs et acquis-améliorés prend fin au 31/12/2015, mais les programmations 2014 et 2015 vont continuer à se réaliser sur les années à venir.

De plus, les conventions de renouvellement urbain en période de clôture ou encore valides sont encore susceptibles de mobiliser des financements du Département sur le volet Habitat. Ces financements sont imputés sur l'AP 99 ouverte en 2009.

Il convient donc pour ces dispositifs de préciser les règles de financement et de caducité.

le soutien a la renovation du parc locatif social pour prévenir la precarite energetique

Le Département a souhaité réorienter ses aides vers le soutien à la réhabilitation du parc de logements sociaux dans le cadre d'une approche concertée avec les bailleurs sociaux, les EPCI et l'action sociale selon deux axes :

agir en lien avec les bailleurs sociaux sur la prévention des risques des ménages en situation de précarité énergétique dans le parc public.

agir prioritairement sur les immeubles dans lesquels les ménages sont mis en difficulté par rapport au coût de l'énergie du fait soit de bâtiments mal isolés contre le froid ou la chaleur, soit de l'inadaptation ou du prix des ressources énergétiques à leur revenu, soit de l'usage de l'énergie.

Ce dispositif s'adosse par ailleurs dans une dynamique nationale et locale :

- **projet de loi sur la transition énergétique visant à rénover 750 000 logements en situation de précarité énergétique (PE) entre 2017 et 2020, soit 15% des foyers touchés par la précarité énergétique.**

- **convention 2015-2018 entre l'Etat, les bailleurs sociaux, les EPCI, la région et le Département visant à construire un engagement partenarial autour d'une programmation d'opérations de rénovation énergétique.**

Le Département, à travers ce dispositif entend :

Avoir un effet levier du point de vue de l'usager :

En prenant en compte les critères d'occupation sociale dans la politique de soutien aux opérations

En évaluant le résultat pour l'usager : maîtrise du niveau de quittance globale suite à la rénovation (réflexion en cout global loyer + charges).

Introduire une logique de priorité sociale dans la programmation de la réhabilitation du logement social

En faisant dialoguer l'approche patrimoniale des bailleurs sociaux et l'action de terrain des travailleurs sociaux

,

En se positionnant dans une approche territoriale complémentaire soit en intervenant sur des EPCI qui n'ont pas de politique en la matière soit en complément des dispositifs portés par les EPCI

Enfin, les acteurs du PALHDI impliqués dans l'action de lutte contre la précarité énergétique constatent un besoin de coordination et de partage des informations pour mieux cibler les interventions, les rendre plus efficaces et surtout apporter une réponse adaptée à la situation sociale et patrimoniale des groupes concernés, dans une logique de prévention des risques.

C'est pourquoi, dans le cadre des expérimentations du Palhdi, le Département, l'action sociale, l'Etat, les bailleurs sociaux et les EPCIs ont souhaité développer une méthodologie de repérage des groupes « sensibles » par une approche croisée et concertée des données sociales et patrimoniales.

Cette approche croisée est partie prenante de ce dispositif.

les cibles patrimoniales prioritaires du Département

les immeubles considérés comme « en crise » du point de vue de l'action sociale, des EPCIs, des communes, ou des associations de défense des locataires.

des immeubles identifiés comme prioritaires par les bailleurs dans leur plan stratégique de patrimoine et faisant l'objet d'une rénovation programmée dans l'année. qui présentent une double problématique sociale et patrimoniale.

les modalités de choix des operation a inscrire en programmation departementale

Le Département se dote d'une méthodologie de diagnostic partagé du risque social sur ces résidences avec 2 finalités :

Concernant les immeubles repérés par l'action sociale et les fédérations de locataires. Rechercher avec les partenaires les solutions pour sortir de la « crise » : médiation, accompagnement des occupants, petits travaux palliatifs, transparence sur le quittance des charges, amélioration du cadre de vie, ou projet de rénovation à prioriser dans le cadre du PSP du bailleur.

Concernant les immeubles inscrits en programmation des EPCI, dans le cadre des PSP des bailleurs : orienter prioritairement les aides du Département sur les résidences qui présentent une double problématique sociale et patrimoniale.

Cette méthodologie s'appuie sur outil de diagnostic partagé du risque social à partir de quelques indicateurs simples à mobiliser par les partenaires et d'une approche qualitative des résidences concernées, du point de vue de l'action sociale, des EPCIs et des bailleurs.

Le choix des opérations soutenues sera conduit conjointement par l'EPCI et le Département, en lien avec le bailleur.

La fiche de repérage et de programmation Départementale est jointe en annexe au présent document.

Moyens financiers

Le Département dispose d'une enveloppe d'environ 2,3 millions d'euros annuelle support des interventions suivantes :

Fond d'aide pour l'investissement sur les immeubles en crise (accélérer leur rénovation prévue au PSP des bailleurs ou favoriser un réinvestissement progressif).

Aide à la rénovation du parc locatif social relevant des priorités du bailleur et des EPCIs ayant un dispositif de soutien à la rénovation.

Le dispositif proposé par le Département accompagne les dispositifs mis en place dans les EPCI dotés d'un Programme Local de l'Habitat. Il pourra également soutenir des opérations sur les territoires où il n'existe pas encore de dispositif de soutien à la rénovation du parc social.

L'enveloppe départementale est fongible avec le dispositif de soutien aux PLAIs dans le diffus et le soutien aux résidences sociales d'insertion.

une contrepartie : Maîtrise de la quittance

En contrepartie de l'aide qu'il apporte aux rénovations, le Département souhaite que les bailleurs s'engagent dans un processus de maîtrise globale de la quittance (loyer + charges) pour leurs locataires.

La rénovation ne doit pas se traduire, pour les occupants, par une hausse de la quittance sur :

Les consommations d'énergie (chauffage et eau chaude sanitaire)

Les charges d'entretien des équipements

Les Loyers

L'Application d'une 3^{ème} ligne de quittance (contribution des locataires au financement des économies d'énergie – sur 15 ans et en théorie jusqu'à due concurrence des gains espérés sur les consommations).

Cette maîtrise de la quittance s'entend à coût d'énergie constant et sans évolution notable des usages.

Cette maîtrise globale de la quittance sera évaluée en 2 temps :

De manière théorique au moment de la rénovation thermique (examen du plan de financement et de l'équilibre théorique de l'opération, gain sur les consommations, évaluation sincère des charges d'entretien...)

Par une évaluation des groupes ciblés conjointement par le bailleur, l'EPCI et le Département, 2 ans après livraison dans le cadre des travaux menés par Absise (association des bailleurs sociaux de l'Isère) sur le suivi de la performance énergétique des livraisons d'immeubles neufs et rénovés.

Un RV annuel permettra à Absise de rendre compte de cette évaluation dans les instances du Plan Départemental de l'Habitat.

Modalités d'intervention

types de travaux soutenus

Seront prioritairement soutenus par le Département les travaux permettant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments et de la gestion des fluides pour les locataires :

Conversion énergétique

Changement des équipements de chauffage avec individualisation des consommations

Changement des huisseries

Renforts d'isolation

critères pour prioriser la programmation

Les opérations de rénovation ou d'amélioration proposées par les bailleurs à la suite d'un repérage « immeuble en crise » seront examinées prioritairement dans le cadre du dispositif.

Les opérations proposées par les bailleurs seront priorisées comme suit :

Types d'opérations : rénovation globales (supérieures à 20 k€/logement).

Performance énergétique : étiquettes DPE - avant travaux : E-F-G / après travaux : C ou mieux.

Niveau de ressources moyen des ménages : pourcentage de ménages en dessous de 60% des plafonds de ressources HLM (c'est-à-dire niveau de ressources PLAIs) et interventions du FSL sur le groupe en n-1.

Composition du plan de financement de l'opération : évaluation du niveau d'aide publique par rapport aux autres financements

Maîtrise de la quittance globale : loyer + charges + 3^{ème} ligne de quittance

montant de l'aide

L'aide sera de 10% du prix de revient TTC de l'opération dans la limite de 3 000 € par logement.

COMPOSITION DES DOSSIERS

Pour la programmation :

La fiche de repérage et de programmation du Département dument complétée par le bailleur

La fiche repérage et programmation du Département est jointe en annexe au présent document.

Pour la décision de financement

Une lettre de demande adressée au Président du Département

Plan de situation, localisation

Programme de travaux

Un prix de revient prévisionnel

Un plan de financement et impact de la rénovation sur la quittance après travaux

Les résultats de l'enquête locataire loyer + charges avant / après travaux

Le Compte-rendu de la concertation locative

pieces complementaires

Attestation de récupération ou non de la TVA

RIB

N°SIRET

Evaluation du dispositif PAR LE DEPARTEMENT

En complément de l'évaluation menée par les bailleurs sur les effets des rénovations thermiques sur les consommations d'énergie et sur la maîtrise de la quittance pour le locataire, ce dispositif fera l'objet d'une évaluation annuelle.

Cette évaluation aura notamment pour effet de montrer comment les dysfonctionnements révélés par les remontées de l'action sociale, des territoires et associations de locataires sont pris en charge et traités par les bailleurs, qu'ils nécessitent la réalisation de travaux ou non.

Cette évaluation pourra conditionner la suite du dispositif.

Soutien aux PLAIs Diffus portés par des structures agréées en Maîtrise d'ouvrage d'insertion (MOI).

Le Département maintient son aide aux opérateurs associatifs pour la création de logements locatifs très sociaux dans le diffus. Ces logements constituent une offre alternative aux logements locatifs sociaux des bailleurs. Ils accueillent des ménages ayant de réelles difficultés d'accès au logement.

Les opérateurs associatifs offrent une gestion locative adaptée aux fragilités des ménages qu'ils logent.

Principes :

Une aide complémentaire à celle de l'EPCI doté d'un PLH ou d'un PLUI

Des opérations répondant aux objectifs et aux critères de priorité :

Définis par l'EPCI dans le cadre de sa commission sociale intercommunale, pour répondre aux besoins parfois spécifiques des personnes rencontrant des difficultés d'accès au logement, notamment au regard de leur situation économique et sociale,

Définis dans le cadre du plan d'action pour le logement des personnes défavorisées, notamment en matière d'accessibilité financière (recommandations CSPMOA).

Conditions :

Opérateurs agréés en MOI,

Des logements s'inscrivant dans un processus d'attribution mutualisé : mis à disposition de la commission sociale intercommunale, ou contractualisé.

Les acquisitions sans travaux ne sont pas éligibles.

Financement : 10 000 € par logement PLAI réalisé dans le diffus (montant à confirmer en accord avec les EPCIs).

Les opérateurs fourniront chaque année :

un bilan des logements mis en service (loyers charges), avec les caractéristiques des ménages logés, et des données de gestion locative (impayés, rotation, vacance) + les financements spécifiques de type GLA / intermédiation locative... mobilisés

en lien avec l'action sociale : un bilan annuel des mesures d'accompagnement mobilisées pour le maintien des ménages logés dans ce parc (ensemble du parc) et des aides individuelles accordées par le FSL.

Cette approche croisée sera versée au bilan du Palhdi pour permettre d'appréhender le fonctionnement du couple logement/ménage et notamment les moyens à mobiliser pour faciliter l'accès au logement de droit commun des ménages rencontrant des difficultés particulières.

La programmation des opérations soutenues se fait conjointement par les EPCIs, le Département et les opérateurs associatifs (modalités à préciser).

Soutien aux résidences sociales d'insertion

Définition :

La résidence sociale est conçue comme un ensemble immobilier proposant des logements, des espaces collectifs, des services et une gestion sociale adaptée. Elle facilite l'accès de ses résidents une solution de logement pérenne et la mobilité résidentielle, notamment pour les jeunes en parcours d'insertion.

Elle constitue donc une étape plus ou moins longue (cas des maisons-relais) dans le parcours résidentiel des ménages rencontrant des obstacles d'accès au logement.

Plus logement temporaire que structure d'hébergement, les résidences sociales constituent un outil d'accès au logement du Palhdi.

Montage opérationnel

Il existe 2 grands types de montage pour ces structures dès lors qu'il y a un projet d'investissement :

Investissement et fonctionnement reposent sur la même structure (modèle ADOMA)

Investissement par un bailleur social et gestion par une association

Les travaux menés dans le cadre du Palhdi sur les résidences sociales d'insertion ont montré que le projet d'investissement et de fonctionnement sont intimement liés, et nécessitent un regard croisé dès le montage opérationnel. En effet, le Département a soutenu et soutient les investissements mais également le fonctionnement de ces structures d'insertion. Elles doivent donc d'être particulièrement attentives à leur équilibre financier.

Ainsi, il est proposé

de maintenir la possibilité d'une aide à l'investissement pour ces structures, au cas par cas, en fonction :

de l'intérêt de la résidence pour les publics prioritaires du Palhdi et du Département,

des conditions d'accès à ces logements : mutualisation ou contractualisation avec les partenaires en charge de l'accès au logement sur le territoire (CSI, POHI....)

du budget départemental

d'organiser un examen conjoint du projet d'investissement et de fonctionnement afin de vérifier notamment :

que la redevance proposée par le bailleur est soutenable dans la durée par le gestionnaire

que le gestionnaire équilibre dans son budget de fonctionnement la partie gestion locative

que le budget du gestionnaire permet de faire face aux dépenses d'entretien et de renouvellement du mobilier particulièrement importants dans les structures où la rotation des résidents est importante.

Cet examen s'organise dans le cadre des comités de pilotage ad'hoc qui rassemblent les partenaires financiers dès l'émergence du projet. Le lien entre investissement et fonctionnement de la structure sera donc fait le plus en amont possible.

Cet examen conjoint constitue une condition d'obtention d'une aide départementale que ce soit sur l'investissement ou sur les prestations sociales accompagnées.

Fin du dispositif de soutien aux logements PLAI familiaux neufs et acquis-améliorés

Le dispositif d'aide aux logements PLAI issu de la réforme des aides à la pierre du 15 décembre 2011 prend fin au 31/12/2015, à la clôture de la programmation Etat 2015.

Les programmations issues de ce dispositif ne sont pas encore réalisées en totalité. Le dispositif va donc perdurer en gestion pendant plusieurs années. Il convient donc de préciser les modalités de financement et les règles de caducité des opérations agréées.

Principes de caducité, durée de vie des AP

AP	Année	Date limite de dépôt des dossiers	Comités d'engagement	Date limite d'envoi de l'OS - caducité du financement	Décisions de la commission permanente	Date limite de demande de solde - caducité des subventions votées
3D	2012	31/12/2012	2012-2013	31/12/2014	2013-2016	2016-2019
1F	2013	31/12/2013	2013-2014	31/12/2015	2013-2016	2016-2019
5G	2014	31/12/2014	2014-2015	31/12/2016	2015-2017	2018-2020
2H	2015	31/02/2016	2015-2016	31/12/2017	2016-2018	2019-2021

Décision de subvention :

Une autorisation de programme est ouverte chaque année. Elle correspond aux opérations programmées dans l'année.

Les programmations sont validées en comité d'engagement du Département. Le Comité d'engagement émet un avis valable 2 ans.

La décision de financement est proposée au vote de la commission permanente à réception de l'ordre de service transmis dans le délai figurant sur l'avis du comité d'engagement, et lorsque le dossier est complet.

La décision est notifiée au bailleur.

Le bailleur dispose alors de 3 ans pour demander le versement du solde de la subvention qui lui a été accordée.

Modalités de versement :

Le versement d'un acompte est possible pour les subventions de plus de 15 000 €

30% à l'ordre de service, soit immédiatement après le vote de la subvention

70% à l'attestation d'achèvement des travaux

Opérations de logement relevant du volet habitat des conventions ANRU

Pour les conventions de renouvellement urbain signées entre 2005 et 2010, prolongées par avenant ou en période de clôture, des financements départementaux peuvent encore être mobilisés sur des opérations de :

Reconstitution de l'offre nouvelle (PLUS, PLUS CD et PLAI conventionnés ANRU)

Réhabilitation du parc locatif social

Les aides conventionnées relèvent des modalités d'interventions du dispositif de droit commun amendé en 2009 et supprimé en 2011. Pour mémoire :

Les modalités de financement

Reconstitution de l'offre nouvelle :

PLUS et PLUS CD : 50 € par m² de SU

PLAI : 100 € par m² de SU

Réhabilitation du parc locatif social

35 € par m² de SU.

Décision de subvention :

L'opération est inscrite à la convention, son avenant ou a fait l'objet d'un courrier validant le principe du financement du Département,

Le démarrage de l'opération conventionnée respecte les délais du calendrier fixé par l'Agence Nationale de Renouvellement Urbain,

La décision de financement est proposée au vote de la commission permanente à réception de l'ordre de service, et lorsque le dossier est complet,

La décision est notifiée au bailleur,

Le bailleur dispose alors de 3 ans pour demander le versement du solde de la subvention qui lui a été accordée.

Caducité

La caducité des engagements du Département est conforme aux règles de clôture des conventions.

La caducité des subventions votées par le Département est de 3 ans à compter de la notification, sous réserve d'un démarrage effectif dans les 2 premières années.

Modalités de versement :

Le versement d'un acompte est possible pour les subventions de plus de 15 000 €

30% à l'ordre de service, soit immédiatement après le vote de la subvention

70% à l'attestation d'achèvement des travaux

**

SERVICE ACTION SOCIALE ET INSERTION

Politique : - Cohésion sociale

Programme(s) : Revenu de solidarité active

Programme départemental d'insertion vers l'emploi 2017 – 2021

Extrait des délibérations du 25 mars 2016, dossier N° 2016 SO 1 A 02 03

Dépôt en Préfecture le : 05 avr 2016

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le rapport du Président n° 2016 SO 1 A 02 03,

Vu l'avis de la commission de l'action sociale et des solidarités,

Entendu, le rapport du rapporteur Madame Sandrine MARTIN GRAND au nom de la commission de l'action sociale et des solidarités,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

d'approuver le programme départemental d'insertion vers l'emploi 2017 - 2021 annexé à la présente délibération.

Contre : 24 (15 : groupe Parti Socialiste et Apparentés, 5 : groupe Communistes et Gauche Unie - Solidaire et 4 : groupe Rassemblement des citoyens - Solidarité et Ecologie)

Pour : le reste des conseillers départementaux

ADOPTE

Programme Départemental d'insertion vers l'emploi 2017-2021

Sommaire

Introduction de Mme Sandrine Martin-Grand, Vice-Présidente aux actions de solidarité et insertion

I. Contexte de l'Isère

1. Une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi qui ralentit légèrement en fin d'année
2. Un département encore privilégié, mais rattrapé par l'augmentation de la précarité
3. Des situations territoriales hétérogènes
4. Un nombre d'allocataires du RSA toujours plus conséquent
5. Certains publics fortement impactés

II. Rappel du cadre réglementaire et législatif du Revenu de Solidarité Active

III. Les objectifs et les nouvelles orientations stratégiques

1. Schéma/synoptique

IV. Les 4 axes d'intervention

1. Axe 1 : Agir sur et pour un emploi accessible à tous les allocataires

Objectif 1 : Mobiliser l'environnement économique et soutenir les entreprises qui recrutent

Objectif 2 : Développer des emplois à partir des compétences départementales

Objectif 3 : Accroître l'accès des allocataires à l'Insertion par l'Activité Economique

Objectif 4 : Développer, accélérer et sécuriser l'employabilité

2. Axe 2 : Engager les allocataires dans un parcours dynamique, consolidé et solidaire

Objectif 1 : Déclencher rapidement l'accompagnement

Objectif 2 : Renforcer le rôle et l'expertise du référent unique afin d'assurer un accompagnement de qualité sans rupture

Objectif 3 : Mobiliser l'engagement citoyen comme levier d'insertion

3. Axe 3 : Partager une offre d'insertion rénovée et évaluée

Objectif 1 : Impulser et coordonner la coopération entre les acteurs de l'insertion

Objectif 2 : Promouvoir l'offre auprès de l'ensemble des acteurs

Objectif 3 : Mettre en place des outils permettant d'évaluer l'impact de l'accompagnement et de l'offre d'insertion

Objectif 4 : Associer les allocataires au fonctionnement et à l'amélioration du dispositif

4. Axe 4 : Garantir une gestion rigoureuse de l'allocation dans un esprit de justice sociale

Objectif 1 : Vérifier les conditions d'éligibilité et lutter contre la fraude

Objectif 2 : Sanctionner la fraude reconnue

Objectif 3 : Contrôler l'effectivité de l'accompagnement

Objectif 4 : Accompagner la mise en œuvre du plan de contrôle

Intervention de Sandrine Martin Grand,

Vice-Présidente en charge des actions de solidarité et insertion

Le Département est la collectivité du lien social par excellence. Rien de ce qui est humain n'est étranger pour le Département, pour nos services, pour celles et ceux qui travaillent en faveur des iséroises et des isérois qui en ont besoin.

Sur l'ensemble du territoire isérois, les agents du Département accueillent, écoutent, conseillent et orientent celles et ceux de nos concitoyens qui en ont besoin. C'est une belle mission que celle de recoudre, de tisser le lien social. C'est aussi une mission délicate, exigeante.

L'argent public est rare aujourd'hui. Entre 2013 et 2017, la dotation globale de fonctionnement de l'Isère aura baissé de 72M€. Dans le même temps, les dépenses de solidarité ont augmenté. Notre territoire n'est pas le plus à plaindre, l'Isère est solide ! Cependant, cette situation nous impose une grande rigueur et beaucoup d'efforts. Ces efforts doivent être partagés équitablement par tous. C'est notre état d'esprit : il s'agit de faire mieux avec autant, ou de faire mieux avec moins.

C'est dans cet esprit que nous abordons le nouveau programme d'insertion pour la période 2017/2021.

Nous allons modifier ce qui s'appelait hier le Programme Départemental d'Insertion qui va devenir le Programme Départemental d'Insertion vers l'Emploi. Il ne s'agit que d'un nom, mais bien nommer les choses à son importance et cela traduit la volonté de notre majorité départementale d'inscrire notre politique d'insertion dans un projet global de soutien à l'emploi et de liens avec les acteurs économiques.

Comme le souligne à juste titre le Plan pluriannuel contre la Pauvreté et l'Inclusion sociale du 21 janvier 2013 « nul n'est inemployable ». L'accompagnement des allocataires du RSA sera donc davantage orienté vers l'emploi. Cette orientation doit être l'objectif de l'accompagnement de tous les allocataires, quels que soient les parcours dans lesquels ils sont positionnés, et quelles que soient les difficultés qu'ils rencontrent : un accompagnement adapté, une offre d'insertion orientée vers la prise en compte des différentes difficultés rencontrées par les allocataires, et un soutien aux référents qui les accompagnent devra permettre d'atteindre cet objectif de retour à l'emploi. Dans ce cadre, nous entendons multiplier les liens avec les structures consulaires, maintenir ou renforcer notre soutien aux structures d'insertions par l'activité économique ou mieux adapter nos clauses d'insertion dans le cadre de nos marchés publics. Là aussi, pour rénover notre offre d'insertion, il y aura des appels à projets annuels.

Il est un droit pour chacun d'être aidé. Mais il est aussi un devoir pour chacun de s'inscrire dans une démarche d'insertion vers l'emploi. C'est tout l'enjeu de la contractualisation et de l'objectif que nous nous sommes donnés de revisiter les modalités et le contenu des CER. C'est aussi pour cela que nous souhaitons mettre en place un système de réciprocité. Il s'agira d'engager l'allocataire des actions citoyennes, de valoriser cet engagement et de permettre à ceux dont le parcours vers l'emploi sera peut-être plus long, plus délicat, de retrouver l'estime d'eux même et le goût des autres. Nous expérimenterons d'abord. Il ne s'agit pas de faire un coup de communication. Je veux développer un système vertueux, un système qui puisse fonctionner. Et puis nous ferons le bilan.

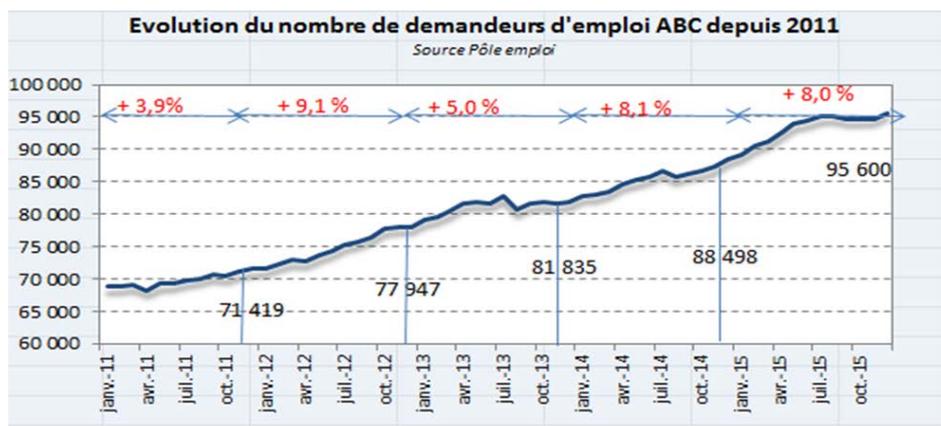
Enfin je vous parlais de rigueur budgétaire. Oui, nous entendons développer au cours des mois qui viennent un système de contrôle de l'allocation RSA. Une très grande majorité d'allocataires est dans la difficulté et a besoin de notre solidarité. Lutter contre la fraude, au-delà de l'argent récupéré, c'est aussi redonner du sens à l'allocation. Cela permettra aussi, je le crois, de réintégrer dans le dispositif celles et ceux qui ont lâché prise, souvent d'ailleurs car on ne les a pas assez aidés.

I.Contexte de l'Isère

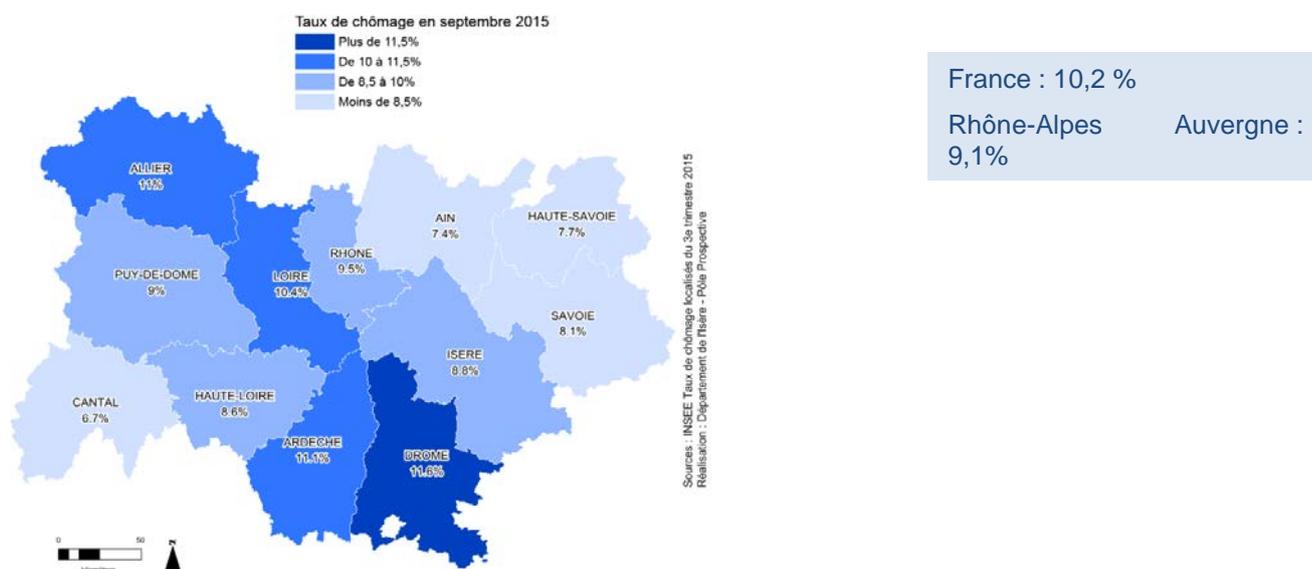
1. Une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi qui ralentit légèrement en fin d'année

En décembre 2015 le département compte 95 600 demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi. Depuis janvier 2011, la hausse des demandeurs d'emploi est quasi continue sur le département et en quatre ans c'est près de 25 000 isérois supplémentaires qui se sont inscrits à Pôle emploi. Les catégories les plus touchées par cette hausse, sont les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans et ceux de longue durée.

L'année 2015 est à nouveau une année qui reflète un marché du travail atone dans lequel les créations d'emploi ne sont pas suffisantes pour faire baisser le chômage. Cependant si cette année le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté dans une proportion équivalente à 2014 (+8%) il faut néanmoins noter un net ralentissement depuis le mois d'août



En dépit des fortes augmentations et du phénomène de rattrapage certain, l'Isère conserve un taux de chômage inférieur aux moyennes départementale et régionale.



2. Un département encore privilégié, mais rattrapé par l'augmentation de la précarité

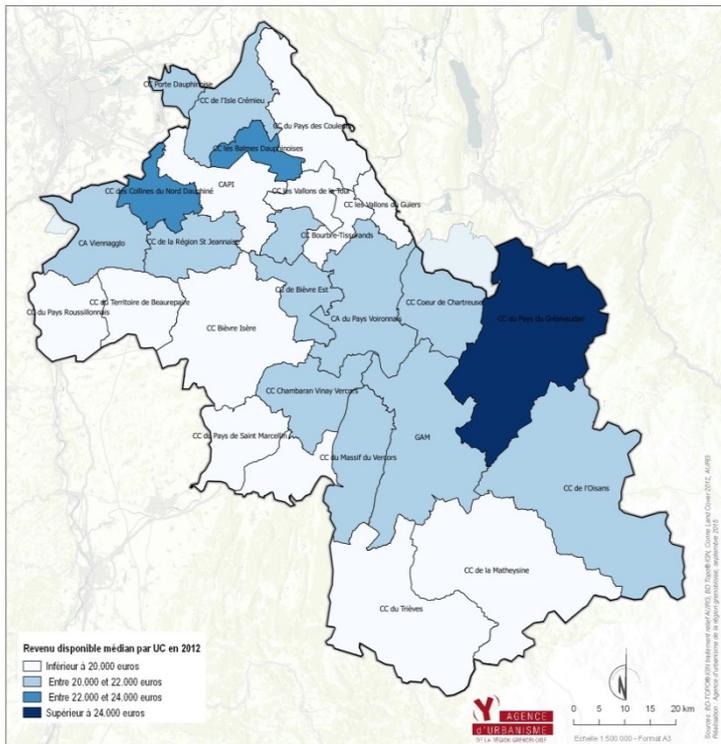
Avec un taux de pauvreté de 11% en 2012 (contre 12,1% au niveau régional et 14,3% au niveau national) l'Isère est un département plutôt favorisé.

Sur le département le revenu disponible mensuel moyen est de 1 740 € par unité de consommation. Ce revenu est supérieur à celui de la région Auvergne Rhône Alpes (1 700€) et à celui de la France métropolitaine (1 640 €)

3. Des situations territoriales hétérogènes

Cette apparente bonne position ne doit pas masquer une augmentation de la précarité et des disparités territoriales, qui même si moins marquées que sur le reste de la France sont néanmoins présentes.

Revenu disponible médian par unité de consommation en 2012
Atlas "Portraits sociaux" - Département de l'Isère

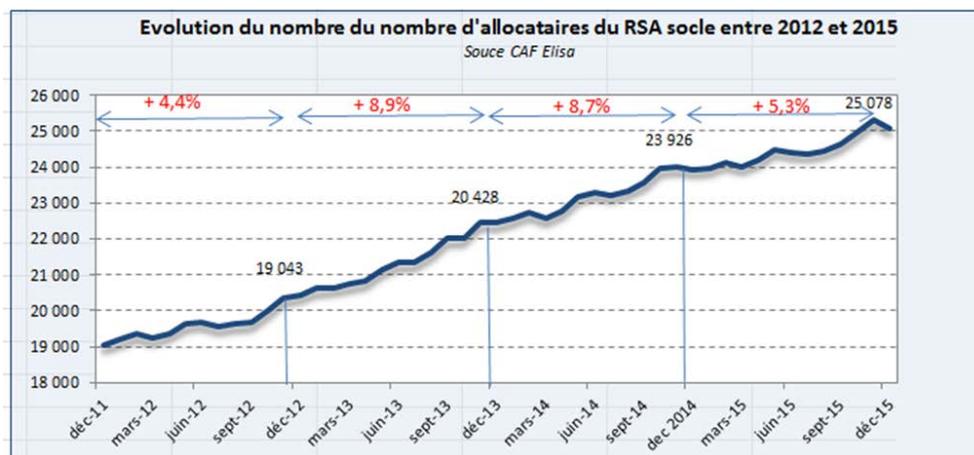
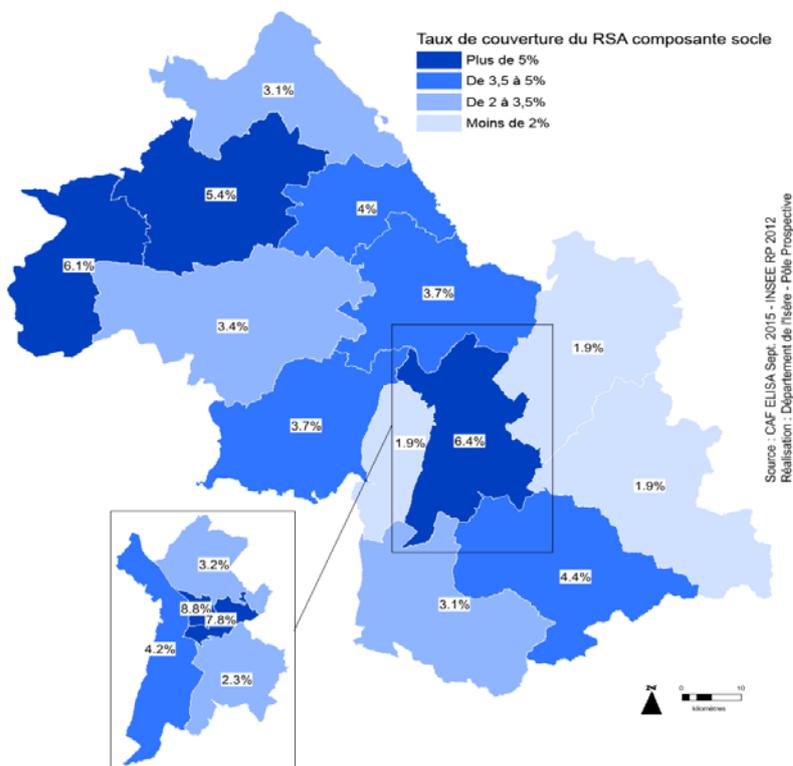


4. Un nombre d'allocataires du RSA toujours plus conséquent

Au 30 septembre 2015, plus de 34 000 ménages étaient allocataires du RSA sur le département. Parmi eux, 61% bénéficiaient du RSA socle, 12% du RSA socle et activité et 27 % du RSA activité seul.

Les 24 680 ménages pris en charge par le Département (socle et socle activité) représentaient 50 566 personnes soit 4,9% des Isérois. A l'instar de la géographie de la précarité, ce taux est relativement plus élevé autour des grands pôles urbains.

35% des allocataires du RSA sont des hommes vivants seuls et 33% des familles monoparentales (essentiellement des femmes). Les femmes seules représentent quant à elles 17% des allocataires et les couples avec enfant(s) 12%



Entre 2011 et 2015, le nombre d'allocataires du RSA pris en charge par le département a augmenté de près de 6 000.

En 2015, le nombre d'allocataires du RSA a augmenté de manière moins marquée qu'en 2013 et 2014. Durant cette année nous notons deux périodes distinctes :

De janvier à août 2015 une augmentation de +0,3% par trimestre,

Depuis août des augmentations moyennes de +1,2% par trimestre.

Les ménages aux revenus élevés sont plus présents dans les territoires à proximité des métropoles de Lyon et de Grenoble (Vallée du Grésivaudan, Collines du Nord Dauphiné, Balmes dauphinoises...). Les

ménages les plus modestes (taux inférieur à 60% du revenu médian national) se concentrent dans les EPCI les plus urbains ainsi que dans les pôles urbains. Les ménages en grande précarité se concentrent eux, de manière encore plus forte au sein des territoires périurbains et montagnards éloignés des métropoles lyonnaise et grenobloise.

Sur le département la part des revenus liés aux prestations sociales est moins marquée qu'au niveau national, on retrouve néanmoins une forte part de revenus liés aux prestations sociales dans les territoires périurbains éloignés (CAPI, territoire de Beaurepaire, Matheysine)

5. Certains publics fortement impactés

L'augmentation du nombre d'allocataire varie cependant en fonction des caractéristiques des allocataires et de leur localisation.

L'augmentation des allocataires de plus de 50 ans se renforce en 2015, alors que pour les moins de 30 ans nous enregistrons cette année un léger recul (-1,2%). Concernant la situation familiale des ménages, les plus fortes évolutions concernent les couples avec enfant(s), les familles monoparentales et les hommes isolés.

En 2015 deux territoires voient leur nombre d'allocataires diminuer de manière significative, il s'agit du Haut-Rhône Dauphinois et des Vals du Dauphiné. En revanche, le sud grésivaudan et la couronne Nord Grenobloise connaissent des augmentations toujours relativement élevées.

La courbe des allocataires du RSA étant étroitement liée à celle des demandeurs d'emploi, seule une inversion durable de la courbe du nombre de demandeurs d'emploi permettra une diminution du nombre d'allocataires.

II. Rappel du cadre législatif et réglementaire du Revenu de Solidarité Active

La loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion a défini l'objectif du RSA :

« Le revenu de solidarité active a pour objet d'assurer à ses bénéficiaires des moyens convenables d'existence afin de lutter contre la pauvreté, d'encourager l'exercice ou le retour à une activité professionnelle et aider à l'insertion sociale des bénéficiaires ».

Le département, chef de file des politiques d'insertion

En tant que chef de file des politiques d'insertion, les départements ont la compétence du RSA, financent l'allocation, assurent l'organisation et la mise en œuvre du dispositif d'accompagnement, et déclinent leurs orientations et leurs actions lors de délibérations départementales et dans leur programme départemental d'insertion.

La loi cadre leur champ d'intervention : financement de l'allocation, suivi et contrôle de l'allocation (décision d'attribution, de suspension, et de radiation), responsabilité de l'orientation des allocataires vers un accompagnement adapté à leur situation, mise en place de l'offre d'accompagnement et d'actions d'insertion en coordination avec les partenaires.

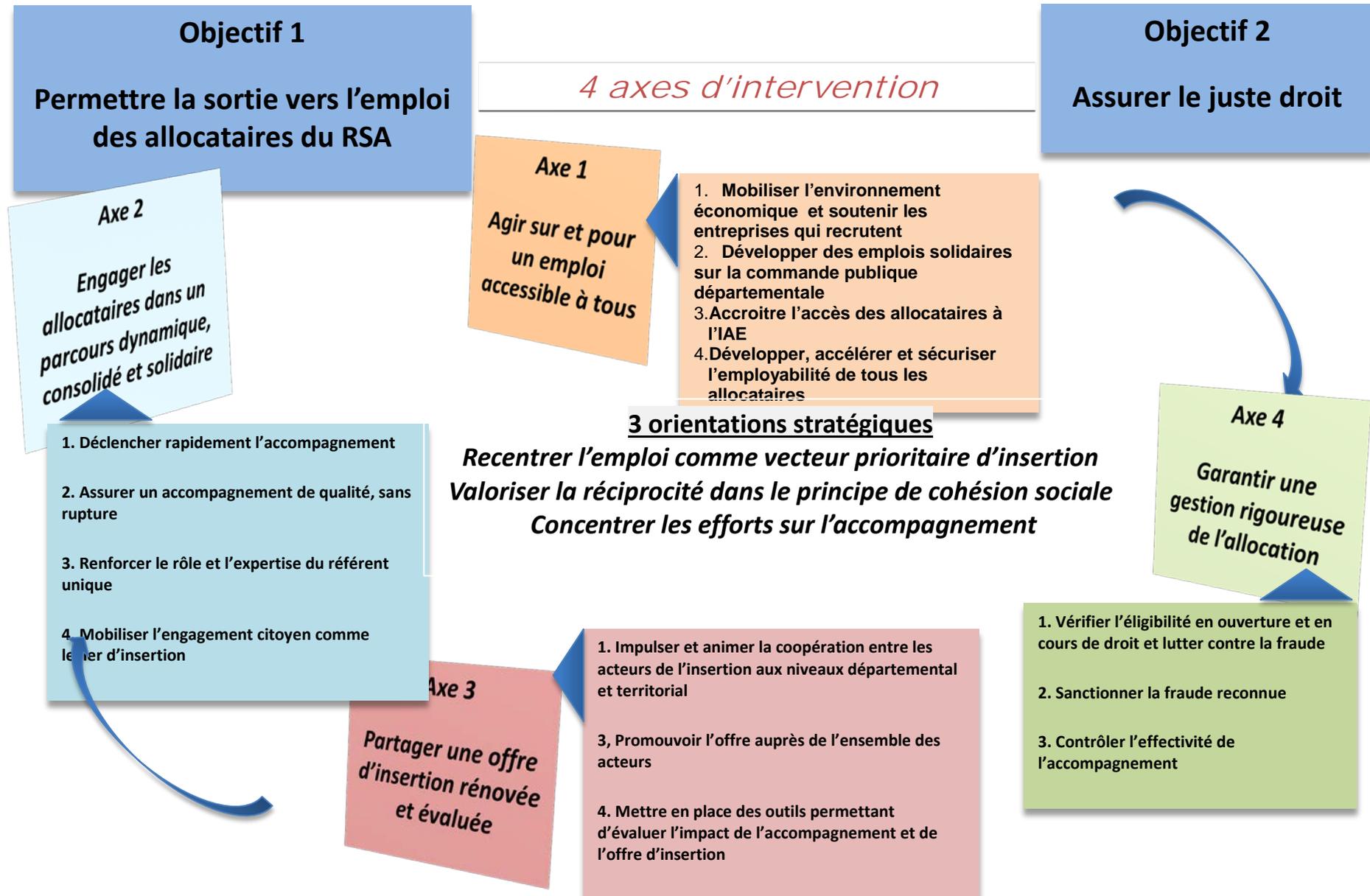
La logique des droits et des devoirs

S'inscrivant dans les préconisations de l'Europe de « politiques sociales actives » (les dépenses sociales ne doivent plus être passives mais s'appuyer sur des contreparties et positionner le bénéficiaire comme acteur de sa réinsertion), le RSA s'appuie sur une logique de « Droits et devoirs ». Le périmètre « des droits et devoirs » défini dans l'article L. 262-28 du code de l'action sociale et des familles, détermine les allocataires qui ont l'obligation d'entreprendre des démarches actives d'insertion sociales ou/et professionnelle. Dans ce cas, il est accompagné par un référent avec qui il établit un contrat d'engagement réciproque sur un projet d'insertion, librement débattu.

Droits et des devoirs des personnes devant être accompagnées

Droits	Devoirs
<p>1. à un <i>revenu minimum garanti</i></p> <p>2. à un <i>accompagnement</i> social et professionnel organisé par un référent unique</p> <p>3. à une <i>aide à l'accès à des droits</i> : couverture maladie universelle, APL,</p> <p>4. à <i>faire connaître ses observations</i> sur les décisions concernant son accompagnement au sein des équipes pluridisciplinaires</p> <p>5. à <i>porter réclamation</i> en cas de décisions individuelles de réduction ou de radiation</p> <p>6. à <i>participer au dispositif</i> : au sein des équipes pluridisciplinaires (obligation légale), ou toute autre action définie par les départements</p>	<p>1. de <i>rechercher un emploi, d'entreprendre des démarches visant la création d'activité ou une meilleure insertion sociale ou professionnelle,</i></p> <p>2. <i>d'établir ou renouveler son contrat d'engagement réciproque dans les délais</i></p> <p>3. de <i>respecter son contrat</i> d'engagement réciproque et se rendre aux convocations</p> <p>4. <i>d'être inscrit sur la liste des demandeurs d'emploi</i> (pour les personnes orientées vers Pôle Emploi)</p> <p>5. de <i>respecter les règles administratives</i> (informer de tout changement de situation)</p> <p>6. de <i>se soumettre aux vérifications et contrôles prévus par la loi.</i></p>

III. Les objectifs et les nouvelles orientations stratégiques du Département



IV. Les axes d'intervention

Axe 1 : Agir sur et pour un emploi accessible à tous les allocataires

Le Département fait le choix d'engager une politique volontariste d'insertion vers l'emploi, et de remettre le travail au cœur de la démarche d'insertion.

en complémentarité de celles des acteurs de l'emploi et de l'insertion (Etat, Métropole de Grenoble, Pôle emploi).

En impliquant fortement un « département employeur », en valorisant les politiques gouvernementales en faveur de l'emploi, en développant de nouveaux liens avec les acteurs du tissu économique isérois et du monde de l'entreprise, en fédérant au sein d'un même espace une offre permanente d'insertion sur chaque territoire, cette politique collaborative avec tous les partenaires incontournables (Etat, service public de l'emploi, collectivités) doit créer des conditions accrues de retour à l'activité de l'ensemble des allocataires du RSA.

Objectifs

1 - Mobiliser l'environnement économique et soutenir les entreprises qui recrutent

2 - Développer des emplois solidaires à partir des compétences départementales

3 - Accroître l'accès des allocataires dans les structures de l'Insertion par l'Activité Economique

4 - Développer, accélérer et sécuriser l'employabilité de tous les allocataires

Axe 1 : Agir sur et pour un emploi accessible à tous les allocataires

Objectif 1 : Mobiliser l'environnement économique et soutenir les entreprises qui recrutent

La sensibilisation à l'insertion des publics en difficulté trouve un écho croissant dans l'environnement économique : contexte défavorable à l'emploi, dénuement de certains secteurs d'activité en tension, émergence et maturation des politiques d'utilité sociale ... Chef de file des politiques de cohésion sociale, le Département veut offrir des réponses concrètes aux besoins des entreprises et favoriser de nouvelles opportunités en faveur des publics dont il a la charge (allocataires RSA et jeunes en difficultés).

Le soutien aux besoins RH des entreprises avec une offre de compétences visible et complémentaire

En coordination avec les acteurs économiques et les collectivités prospectant les entreprises, le département souhaite se positionner comme facilitateur et médiateur auprès de ses partenaires, le service public de l'emploi, les intercommunalités, ... De nouvelles coopérations engagées avec les chambres consulaires et les branches professionnelles permettront de valoriser l'offre de compétences du département au sein de leurs réseaux. La pertinence de cette offre départementale implique la formation des référents aux dimensions RH/formation/emploi, l'implication des équipes départementales dans les instances ad hoc, et la mise en place de nouveaux réseaux et de passerelles entre tous les professionnels.

La valorisation des contrats aidés

Leviers financiers, les contrats aidés (contrats uniques d'insertion et emplois d'avenir) contribuent à stimuler la création de 640 emplois par an en Isère. La nouvelle répartition des enveloppes des contrats d'accompagnement vers l'emploi et des contrats initiatives emploi sera plus favorable au secteur privé afin de mieux répondre à la demande des PME/TPE et des commerces, et de consolider la poursuite des parcours des allocataires sur un marché plus porteur que le secteur public.

Objectif 2 : Développer des emplois solidaires à partir des compétences départementales

Le levier Emploi des compétences départementales

Le département veut affirmer son exemplarité en favorisant l'accès à l'emploi des publics en insertion à partir de tous les secteurs d'activités relevant de ces compétences : plan de relance dans le bâtiment, services dans les Ephad, services aux personnes,....

La promotion des clauses d'insertion dans les marchés publics

Le département va accentuer la mobilisation des clauses d'insertion dans ses marchés publics avec la mise en place d'un plan de développement « emploi et commande publique » transversal à l'ensemble de ses directions, notamment sur les marchés routiers et des collèges, mais également les actions structurantes en matière d'aménagement. Ce plan intègre les missions de coordination d'interventions, de développement de partenariats, de travail en réseau, et de suivi des causes d'insertion auprès des entreprises.

Objectif 3 – Accroître l'accès des allocataires du RSA dans les structures de l'insertion par l'activité économique

Fondée sur le principe que l'activité professionnelle est un levier majeur d'insertion sociale, l'IAE regroupe différents types de structures : les entreprises d'insertion (EI), les associations intermédiaires (AI), les ateliers et chantiers d'insertion (ACI), les entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI), les groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) et les régies de quartier (RQ). Toutes doivent répondre aux missions cadrées par la réforme du Revenu de solidarité active de 2009 et le Grenelle de l'insertion de 2008: l'accueil, l'accompagnement social et professionnel et la formation de publics éloignés de l'emploi, ainsi que la contribution à l'activité économique et au développement territorial.

Une offre plus accessible aux allocataires RSA

Département très couvert par l'IAE avec près de 80 structures pourvoyeuses de plus de 4600 emplois/an, la collectivité réaffirme son engagement dans le cadre du comité départemental de l'Insertion par l'activité économique, avec une vigilance particulière sur la couverture de l'offre territoriale et son accès aux allocataires RSA. Bien que riche, la présence de l'IAE est inégale selon les territoires, et le département veillera à un rééquilibrage afin d'assurer plus d'équité en termes de proximité géographique. En dépit d'un subventionnement conséquent, les impératifs de rentabilité pesant sur l'IAE génèrent de plus en plus de « sélectivité » dans le recrutement. Cependant, les allocataires des parcours emploi renforcé et social-santé-insertion, publics cible de ces structures, n'est pas le public le plus présent. Le financement de ce secteur d'activité, moteur dans un contexte économique difficile, sera conditionné plus rigoureusement afin d'inverser cette courbe.

Le rapprochement entre les réseaux entreprises et les SIAE

Bien que contributrices du développement économique local en tant que recruteurs et donneurs d'ordre, les structures de l'IAE restent marginalisées au niveau départemental, souffrant d'un manque de visibilité et des représentations sur l'insertion. Ce cloisonnement reste un handicap pour faciliter la poursuite du parcours des salariés en insertion vers le marché de l'emploi traditionnel, pourtant l'un des objectifs de l'IAE. En soutien du travail en réseau des structures qui composent ce secteur, le département va encourager le positionnement des SIAE comme pourvoyeur de compétences, et

cotraitant des clauses d'insertion.

Objectif 4. Développer, accélérer et sécuriser l'employabilité de tous les allocataires

La création d'Espaces permanents Emploi et insertion

L'évaluation du précédent PDI révèle plusieurs freins impactant le parcours des allocataires vers leur autonomie : ruptures entre les différents accompagnements, cloisonnement des professionnels dans leur logique propre insertion sociale ou emploi, éclatement des prestations périphériques à l'emploi, imperméabilité des structures au monde de l'entreprise,... Pour impulser une nouvelle cohérence à son offre d'insertion et optimiser le potentiel des professionnels, le département va expérimenter un nouveau dispositif permanent, ancré territorialement et fédérant, acteurs, prestations, animations, au service du retour et du maintien dans l'activité des allocataires.

Fiche action :

Expérimentation d'espaces permanents Espaces permanents Emploi et insertion

Constat :

Les accompagnements aujourd'hui opérés pour les allocataires du RSA manquent d'une dynamique de parcours entretenue et maintenue tout au long de l'accompagnement faute d'un réel plan d'actions, partagé régulièrement, actualisé et revu en fonction du bilan des différentes étapes. Les actions sont cloisonnées entre emploi et insertion, ne permettant pas à l'allocataire et son référent de se projeter sur un objectif emploi réaliste et réalisable. Les actions ne sont pas chainées entre elles, laissant ainsi l'allocataire seul entre deux actions, au risque de le voir se démobiliser et obligeant ainsi le référent à chaque nouveau contact à travailler avec la personne sur sa motivation. Suite à chaque action, le bilan n'est pas forcément transmis au référent, empêchant d'ajuster le plan d'action au regard de ces éléments tout en conservant l'objectif emploi. Au fil des années précédentes, les liens entre référent et entreprises se sont distendus. Aussi les référents et les allocataires ont-ils besoin d'être outillés pour mener des actions véritablement ancrées sur la réalité de leur territoire.

Description :

Ces espaces permanents permettent à l'allocataire de travailler son projet professionnel et son retour à l'emploi à court ou plus long terme en les testant sur le terrain et en confrontant freins personnels et besoins des entreprises. En même temps, les actions de mobilisation soutenant le parcours maintiennent la dynamique insertion et favorisent l'inclusion sociale de l'allocataire.

Délais : expérimentation dès 2016 pour une généralisation en 2017

Moyens/outils :

des actions de travail sur l'offre professionnelle de chaque allocataire du RSA au regard des besoins de main d'œuvre des entreprises dans son bassin d'emploi

des actions permettant de valoriser cette offre professionnelle

du lien avec les entreprises : immersions, rencontres entreprises (petit-déjeuner, café entreprises...), parrainage, jobdating...

des actions de mobilisation sociale et de dynamisation

le lien fréquent avec le référent

une animation et un ancrage territoriaux

Publics cibles :

Allocataires du RSA orientés PER et PSSI

Soutenir et mobiliser les publics les plus éloignés de l'emploi

Dans une logique d'insertion par l'emploi, la mise en place des espaces permanents Emploi et Insertion permet de ne pas enfermer les publics les plus fragilisés pour des raisons de santé, ou en grande désocialisation dans une dépendance exclusive aux dispositifs de solidarité. Les interventions auprès de ces publics, portées principalement par les services de solidarités et les travailleurs sociaux en cohérence avec leurs missions de l'accès au droit et de la lutte contre l'exclusion, seront maillées plus fortement à des démarches axées sur la valorisation des compétences, et la projection dans un projet d'activité resocialisant. Pour soutenir les équipes, parfois isolées et démunies devant des situations complexes sur le champ de la santé, l'activation d'instances de consultation, de diagnostics partagés avec d'autres professionnels du département, et la mise en place d'une charte seront mis en œuvre.

Axe 2 : Engager les allocataires dans un parcours dynamique, consolidé et solidaire

Le plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale, adopté le 21 janvier 2013, stipule que « nul n'est inemployable » et encourage « les parcours permettant l'accès à l'emploi, même pour les plus en difficultés, car « les personnes en situation de pauvreté ou de précarité veulent surmonter leurs difficultés. Elles veulent trouver ou retrouver un travail valorisant, des conditions de vie digne ».

De nombreuses études nationales et départementales convergent avec les résultats de l'évaluation du PDI 2015 :

1/3 des personnes entrant dans le dispositif RSA retrouvent un emploi dans les 6 mois

La mobilisation précoce et les accompagnements renforcés (fréquence de RDV supérieur à une fois par trimestre) des allocataires augmentent les taux de retour à l'emploi

Pourtant la progression de la précarité est corrélée à une augmentation des allocataires restant plus de 4 ans dans le dispositif, à l'isolement croissant de publics spécifiques (plus de 50 ans), et à des ruptures conséquentes dans les suivis. L'expérimentation d'espaces permanents emploi et insertion et l'évolution des outils à disposition des référents va permettre de décliner une nouvelle organisation des parcours dans une logique de mobilisation dès l'ouverture de droit jusqu'à la sortie du dispositif.

Le principe de réciprocité pour toutes les aides sociales impulsé par le département, sera décliné dans cette dynamisation des accompagnements en propositions d'actions issues de groupes de réflexion associant les services insertion, les services sociaux et les allocataires.

1 - Déclencher rapidement l'accompagnement

2 - Renforcer le rôle et l'expertise du référent unique afin d'assurer un accompagnement de qualité

3 - Mobiliser l'engagement citoyen comme levier d'insertion

Axe 2 : Engager les allocataires dans un parcours dynamique, consolidé et solidaire

1 - Déclencher rapidement l'accompagnement

Afin de réduire les délais entre la demande d'ouverture de droit et l'entrée en accompagnement de l'allocataire, garantie d'un accroissement des chances de retour à l'emploi, le Département va expérimenter des dispositifs devant répondre aux objectifs suivants :

Donner très tôt des repères aux allocataires en les informant sur les étapes de leur parcours d'insertion, leurs droits et leurs obligations, et les lieux ressources auxquels ils peuvent s'adresser.

Impulser en amont de l'accompagnement une dynamique de projection dans un projet de reprise d'activité.

Orienter vers l'accompagnement le plus adapté à la situation de l'allocataire avec une contractualisation dans le délai de 2 mois après l'ouverture de droit prévue par la loi.

Les réunions collectives « Itinéraire RSA » mises en place en 2015, répondent en partie à ces objectifs, avec une mobilisation des allocataires obligatoire dans les 15 jours suivant l'ouverture de droit. Elles permettent un contact précoce avec des professionnels du Département et des partenaires (Pôle emploi, PLIE, etc.) qui présentent les différents accompagnements vers lesquels les allocataires peuvent choisir de s'orienter. Ces plates-formes seront ajustées selon les résultats obtenus sur leur taux de fréquentation, leur adaptation aux besoins et contraintes des territoires, avec la possibilité d'examiner en parallèle d'autres modalités d'orientation et de contractualisation.

2 - Renforcer le rôle et l'expertise du référent unique afin d'assurer un accompagnement de qualité

Le référent unique, pilier de l'accompagnement personnalisé des allocataires, doit pouvoir mobiliser plusieurs outils, partenariats et soutiens.

Dans son rapport public annuel de 2011 consacré au RSA, la cour des comptes a formulé une série de recommandations destinées aux pouvoirs publics. Par exemple, la Cour recommande de « respecter l'obligation légale de contractualisation entre le référent et le bénéficiaire ». Ces recommandations guident

l'action que souhaite développer le Département en matière de démarrage de l'accompagnement, et de contractualisation.

Un Contrat d'engagement réciproque plus flexible et évolutif

Etape cruciale de la co-construction du projet et de l'engagement de l'allocataire, la contractualisation du contrat d'engagement réciproque est un levier qui responsabilise la personne accompagnée en partageant des objectifs précis et adaptés, et en tenant compte de ses atouts et de ses difficultés. Afin d'offrir plus de flexibilité au référent, plus de traçabilité sur l'évolution de l'accompagnement, et de mieux motiver l'implication des allocataires, le CER va être adapté avec des améliorations : élaboration de diagnostics partagés plus exhaustifs et/ou ciblés, rédaction plus qualitative avec co-construction d'étapes de plan d'actions.

Des accompagnements à la fois ciblés et mieux partagés entre professionnels

Les espaces permanents emploi insertion (voir Fiche action) ont pour objectif de valoriser les accompagnements adaptés aux situations et besoins des allocataires, tout en assurant une transversalité en termes d'objectifs, de partage des informations entre professionnels et de mixité des publics. Les spécificités des publics sont prises en compte avec l'offre d'accompagnement du Département (voir encadré).

La formation des référents et l'élaboration de nouveaux outils

Plus de 700 référents soutiennent les allocataires en Isère avec des missions inscrites dans des cahiers des charges adaptés à leur suivi. Le nouveau PDI prévoit de renforcer leur expertise avec des sessions de formation sur plusieurs thématiques transversales ou spécifiques : l'information aux allocataires sur leurs droits et leurs devoirs, la connaissance de l'offre départementale et du dispositif, le rapprochement avec l'environnement économique, le plan de contrôle (effectivité de l'accompagnement et la lutte contre la fraude),... La mobilisation d'instances techniques doivent contribuer à l'échange de pratiques et le soutien entre spécialistes.

De nouveaux outils techniques et supports de communication seront réalisés ou mis à jour (règlement technique de l'allocation, guide de référence des procédures, catalogue de l'offre de l'insertion départementale et territoriale, plan de contrôle, vidéo sur les parcours, ...).

L'offre d'accompagnement en Isère

La loi prévoit deux parcours d'insertion dédiés aux allocataires soumis aux droits et devoirs : le parcours emploi à destination des personnes proches de l'emploi et le parcours social pour celles dont les difficultés sont un obstacle à un accès rapide à l'emploi. Le Département a décliné cette offre en 4 principaux accompagnements dédiés aux besoins à des publics particuliers.

L'accompagnement «social / santé / insertion» pour les personnes ayant des difficultés qui les éloignent d'un accès rapide à l'emploi. Ces difficultés peuvent être d'ordre familial, social, médical, de logement, etc. Les allocataires de ce parcours peuvent être accompagnés par les assistantes sociales du Département, les CCAS conventionnés, les associations agréées, les CHRS, etc.

L'accompagnement «emploi renforcé», à destination des demandeurs d'emploi dont l'autonomie et le projet professionnel ne sont pas suffisamment confirmés pour accéder au marché de l'emploi sans un appui personnalisé. Les allocataires de ce parcours peuvent être accompagnés par les animateurs locaux d'insertion (ALI), les référents des PLIE, les associations ou structures spécialisées, ainsi que des conseillers spécialisés de Pôle emploi.

L'accompagnement « emploi » dit de « droit commun », destiné aux demandeurs d'emploi dont l'expérience, les compétences, les secteurs d'activité, laissent penser que l'employabilité et l'autonomie sont suffisantes pour utiliser au mieux l'offre de service de Pôle emploi. Les allocataires de ce parcours sont accompagnés par des conseillers de Pôle emploi.

Les accompagnements spécifiques pour les travailleurs non salariés et artistes, et les exploitants agricoles, destinés à des publics dont l'activité n'est pas suffisante pour leur assurer une autonomie financière ou/et rencontrant des freins au développement de cette activité.

Les allocataires sont accompagnés par des structures conventionnées, spécialisées dans le développement des entreprises ou par la MSA.

Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE)

Les PLIE ont pour objet de faciliter l'accès à l'emploi des personnes en grande difficulté d'insertion sociale et professionnelle avec des accompagnements individualisés (accompagnement renforcé) comprenant accueil, accompagnement socio-professionnel, orientation, formation, insertion et suivi. Cofinancés par le Fonds Social Européen (FSE Axe 3) et le Département en Isère, ces dispositifs rassemblent et coordonnent les actions de plusieurs partenaires : institutionnels, financeurs et opérationnels. Ex: PLIE de Grenoble Alpes Métropole sur l'agglomération grenobloise (49 communes), et de l'Agglomération du Pays Viennois (18 communes).

Les PLIE sont des outils d'accompagnement vers l'emploi qui sont appelés à s'intégrer de façon structurante dans le dispositif départemental d'insertion.

3. Mobiliser l'engagement citoyen comme levier d'insertion

Le retour à l'emploi procède d'étapes permettant à l'allocataire de reprendre contact avec la société, de se réapproprier les codes du travail et de reprendre confiance dans ses capacités. Toutes les démarches, et notamment les démarches non rémunératrices, comme les initiatives au bénéfice de l'environnement proche ou local, la participation à des actions citoyennes, le bénévolat sous certaines conditions, contribuent à valoriser des savoirs faire en jouant un rôle dans la société. De nombreux allocataires déjà engagés dans ces démarches témoignent des bénéfices de cette remobilisation sociale dans leur vie quotidienne.

Le Département encourage cette dynamique dans un principe de réciprocité de l'aide sociale : chacun a le droit d'être aidé (solidarité et devoir du Département), et le devoir d'être utile à la société (solidarité de l'individu). Cette solidarité doit se traduire par l'implication des allocataires dans une « contribution citoyenne » présentant un intérêt pour la collectivité, dans un champ d'activité très ouvert : cohésion sociale, sport, environnement, développement économique et social, aide à la personne.

Fiche action :

Plan d'action départemental permettant aux allocataires de rester actifs et d'être utiles à leur environnement (démarches citoyennes, bénévolat)

Constat :

Certains allocataires restent dans le dispositif sur une longue durée, pour des raisons diverses : problématiques de santé, perte d'espoir de réinsertion, « installation » dans le dispositif par défaut d'offres d'insertion accessibles...Avec des conséquences lourdes : isolement progressif de leur environnement proche, de la société, et du marché de l'emploi, perception de perte de dignité, cloisonnement dans des accompagnements devenus stériles en terme d'insertion. La participation à une action solidaire permet de redynamiser ces parcours en offrant une utilité sociale valorisante.

Description :

Mise en place d'une démarche départementale structurée de valorisation de tout type d'initiatives ou actions citoyennes, déclinée sur les territoires.

Champ d'activité : bénévolat dans des associations caritatives ou structures locales ; visites de personnes seules, malades, âgées ou handicapées ; soutien scolaire ; parrainage de jeunes ; réseau d'écrivains publics bénévoles, réseaux d'échanges de savoirs ou de services, nettoyage de parcs, de ruisseaux, interventions dans des clubs sportifs, participation à des journées de sensibilisation thématiques (citoyenneté, radicalisation dans les quartiers, prévention santé, gestes premiers secours), contributions au dispositif RSA dans le cadre des Forums et des actions des services Insertion (aide à l'organisation de réunions, participation comme témoins, conseils aux nouveaux allocataires,,,...),...

Cette participation citoyenne doit figurer comme une démarche positive de réinsertion au sein du

<p>contrat d'engagement réciproque. Délais : à partir de mars 2016</p>
<p>Moyens/outils : Groupes ressources territoriaux Mise en place d'une plate-forme collectant l'offre départementale (associations, partenaires, politique de la ville,...) accessible à tous les allocataires et professionnels, Le contrat d'engagement réciproque (CER).</p>
<p>Publics cibles : Allocataires les plus éloignés de l'emploi, non engagés dans une démarche de recherche d'emploi Tout allocataire volontaire quel que soit son accompagnement</p>
<p>Pilotage : Département et territoires Acteurs : Partenaires, prestataires, services insertion</p>
<p>Indicateurs de résultats : Nombre d'allocataires nouvellement engagés dans des actions bénévoles</p>

Axe 3 : Partager une offre d'insertion renouvelée et évaluée

La priorité départementale accordée à l'accès à l'emploi implique la mobilisation d'une offre d'insertion clairement orientée sur le soutien aux allocataires pour atteindre cet objectif.

Elle requiert une restructuration des interventions, co-construite avec les partenaires et les territoires dans une logique de complémentarité, et ouverte à des initiatives innovantes.

Les actions de redynamisation, de valorisation des compétences, de développement de lien social, d'accompagnement sur la santé, essentielles aux publics en difficulté ou isolés pour reprendre confiance ou lever de freins préalables à leur employabilité, ne doivent plus être en périphérie de l'axe emploi, mais s'inscrire dans un parcours vers l'emploi et dans une articulation cohérente du projet professionnel des allocataires.

1. Impulser et coordonner la coopération entre les acteurs de l'insertion
2. Promouvoir l'offre auprès de l'ensemble des acteurs
3. Mettre en place des outils permettant et de l'offre d'insertion

Axe 3 : Partager une offre d'insertion renouvelée et évaluée

1. Impulser et coordonner la coopération entre les acteurs de l'insertion

Le Département a créé en juin 2015 des Conférences territoriales des solidarités sur chacun des 13 territoires, afin de développer une approche globale des différentes politiques sociales territoriales.

Le pilotage déconcentré de ces instances permet la déclinaison du programme départemental d'insertion vers l'emploi en s'adaptant aux caractéristiques des territoires. Dans le cadre de l'animation des CTS, les élus, la CAF et la MSA, ainsi que les services territoriaux analysent des besoins afin d'élaborer une réponse ajustée à leurs problématiques et forces locales. Les initiatives mutualisées de plusieurs partenaires, offrant mixité des publics et complémentarité des prestations seront particulièrement examinées.

Extrait de l'Arrêté relatif à la composition des Conférences territoriales des solidarités

Le Président du Conseil départemental

Vu l'article L 121-1 du Code de l'action sociale et des familles, vu l'article L 1111-9 du Code général des collectivités territoriales, vu la délibération de l'assemblée départementale de l'Isère en date du 19 juin 2015 portant création des Conférences Territoriales des Solidarités – CTS,

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1

Il est créé une conférence territoriale des solidarités sur chacun des 13 territoires du Département, afin développer une approche globale des politiques sociales, en facilitant la mobilisation des partenaires institutionnels et la coordination des actions menées sur chaque territoire.

La conférence territoriale des solidarités doit faciliter aussi bien la déclinaison des schémas et orientations départementaux adaptés aux spécificités de chaque territoire, que le dialogue et la coordination avec les partenaires du Département, ainsi que des temps d'échanges réguliers entre élus, travailleurs sociaux et cadres sur les enjeux du territoire, contribuant ainsi à l'élaboration du projet de développement territorial.

Article 3

La composition type de chaque CTS est déterminée ci-après. Cette composition pourra être adaptée à la réalité et à la richesse du partenariat mobilisable en faveur de l'action sociale et médico-sociale sur chaque territoire. Le président de la CTS détermine la liste nominative des membres et peut inviter toute personne qualifiée à cette instance.

Pour le Département : tous les conseillers départementaux du territoire sont membres de droit des CTS, le directeur du territoire ou son représentant, des représentants des travailleurs sociaux du territoire

Pour les Collectivités territoriales : les maires ou leurs représentants, les présidents des intercommunalités ou leurs représentants,

Pour la Caisse d'Allocations Familiales de l'Isère et pour la Mutualité Sociale Agricole : le président ou son représentant.

Article 4

Un comité décisionnel est issu de chaque CTS. Il est composé du président de la CTS et du directeur du territoire.

2. Promouvoir l'offre auprès de l'ensemble des acteurs

L'évaluation du PDI 2012-2015 révèle une faible appropriation de l'offre par les différents professionnels de l'accompagnement, des déficits de lisibilité pour les allocataires, et un cloisonnement local masquant le potentiel départemental. Le rôle des CTS et de l'ensemble des professionnels dans la promotion de cette offre afin qu'elle soit plus accessible est primordial. Les animations des CTS, les actions collectives des territoires, les Forums d'allocataires sont des vecteurs d'information privilégiés pour valoriser l'implication départementale au service des allocataires. L'élaboration d'une palette de supports sera réalisée à destination des divers publics selon les besoins (allocataires, services insertion et sociaux, prestataires).

3. Mettre en place des outils permettant d'évaluer l'impact de l'accompagnement et l'offre d'insertion

La pertinence et l'efficacité de l'offre d'insertion départementale sont difficiles à évaluer faute d'outils homogènes et informatisés.

Les enquêtes de l'évaluation du PDI 2012-2015 réalisées auprès des allocataires convergent sur deux retours positifs :

L'expression d'une satisfaction de l'accompagnement social et professionnel, dès que celui est effectif et fréquent.

L'impact de l'offre sur l'accès à l'emploi, à une reprise d'activité ou à une formation de l'ordre de 50% suite à une action d'insertion.

A contrario, le déficit d'accompagnement et d'information sur l'offre globale d'insertion sont également clairement identifiés.

Un processus d'évaluation à la fois qualitatif et quantitatif portant sur les parcours individuels, sur le retour à l'autonomie et à l'activité, avec des tableaux de bord permettant l'analyse à différentes échelles territoriales et par type d'actions, va être mis en place en 2016.

La participation des allocataires, des partenaires et des professionnels à ce nouveau processus déjà engagé, se poursuivra sous plusieurs formes (enquêtes, sollicitation des Forums, recueil de propositions, groupe de travail au sein des CTS...)

4. Associer les allocataires au fonctionnement et à l'amélioration du dispositif

La loi 2008-1249 du 1 décembre 2008, généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion, incite à l'implication des allocataires dans le fonctionnement et l'évaluation du dispositif RSA : « la définition, la conduite et l'évaluation des politiques mentionnées au présent article sont réalisées selon des modalités qui assurent une participation effective des personnes intéressées ». Elle inscrit comme obligation légale la participation de représentants des allocataires comme membre des équipes pluri disciplinaires (art 262.39). Le Département a mis en place 13 Forums territoriaux, chargés de deux missions indissociables: la désignation des représentants des allocataires pour les Equipes pluridisciplinaires et (CTS), et le soutien aux allocataires pour construire une parole collective et contribuer aux retours sur le dispositif. Les modalités d'animation des Forums sont déterminées par les Conférences territoriales des solidarités au niveau territorial.

Au-delà de ces espaces représentatifs, le Département a élargi le champ d'expression et d'investissement individuel des allocataires dans le cadre de deux actions :

La mise en place des réunions collectives Itinéraire RSA impliquant les allocataires dans le choix de leur accompagnement

La participation des allocataires à l'évaluation du PDI 2015 avec une enquête quantitative auprès de 300 allocataires, et un recueil des opinions qualitatif au sein d'un atelier de travail

Les territoires organisent également des manifestations ponctuelles dans le cadre de leur dispositif local.

Le Département va poursuivre l'intégration de cette démarche en la structurant.

Fiche action :

Participation des allocataires au fonctionnement du dispositif

Constat :

Toute occasion offerte aux allocataires de donner leur avis et d'être acteur dans le dispositif est contributive de la lutte contre l'exclusion, d'amélioration de l'offre d'insertion, et de stimulation d'insertion.

Le cadre des Forums RSA permet une parole collégiale, représentative de groupes de bénéficiaires au sein des instances du RSA en valorisant le rôle d'usager-citoyen et de donneur d'alerte. Il permet aux allocataires investis de s'insérer et même parfois de se professionnaliser aux exigences de cette mission. Mais Il présente quelques lacunes, avec un déficit en termes de fréquentation et donc de participation, un investissement faible des publics les plus fragiles et un ancrage territorial encore peu opérationnel selon les territoires.

Au-delà des obligations légales de représentation, l'expérience des réunions collectives Itinéraire RSA confirme l'impact positif de l'association des allocataires au dispositif, et tout en renforçant la co-construction de projet avec les professionnels.

Le Département va s'appuyer sur ces modalités de participation avec deux objectifs :

<p>S'assurer de la participation effective de tous les publics (Séniors, femmes isolées avec enfants, monde rural et montagne,...)</p> <p>Investir les instances existantes avec les nouveaux projets en formalisant le cadre de la participation</p>
<p>Description :</p> <p>Associer les allocataires dans les nouveaux projets des axes du PDI: actions de citoyenneté, valorisation de l'image de l'insertion (actions de communication), simplification de l'information sur le dispositif,...</p> <p>Délais : à partir d'avril 2016</p>
<p>Moyens/outils :</p> <p>Animation des Forums</p> <p>Constitution de « Groupes ressources thématiques » (via Itinéraire 'RSA ou initiatives des territoires)</p> <p>Prise en charge des frais occasionnés par la participation ? (moyens de garde ?)</p> <p>Valorisation des acquis liés à la participation aux projets</p>
<p>Publics cibles : tous les allocataires</p>
<p>Pilotage – : Département, CTS, Territoires</p> <p>Acteurs : Allocataires, professionnels</p>
<p>Indicateurs : Taux de fréquentation des Forums, nombre d'actions et de projets sollicités, impact qualitatif des participations sur les parcours. Enquête satisfaction</p>

Axe 4 : Garantir une gestion rigoureuse de l'allocation dans un esprit de justice sociale

Les fonds publics engagés pour l'allocation du RSA, en augmentation croissante, imposent au Département de garantir aux isérois une politique rigoureuse assurant la légitimité de l'attribution de l'allocation, l'équité de traitement pour tous, le respect des devoirs incombant aux allocataires, et l'effectivité de leur accompagnement vers une insertion professionnelle.

La mise en place d'un plan de contrôle, porté par des équipes dédiées et des professionnels sensibilisés à cet impératif de rigueur, doit conduire à une meilleure lisibilité du dispositif et de son cadre d'application auprès du grand public, à une meilleure compréhension et appropriation des bénéficiaires de leurs obligations, et à mieux lutter contre la fraude.

1. Vérifier les conditions d'éligibilité et lutter contre la fraude
2. Sanctionner la fraude reconnue
3. Contrôler l'effectivité de l'accompagnement

Axe 4 : Garantir une gestion rigoureuse de l'allocation dans un esprit de justice sociale

Afin de conforter son engagement dans une politique de contrôle départementale, la collectivité intègre une nouvelle mission dans son équipe « allocation RSA » avec le recrutement de quatre contrôleurs, en lien avec les différents services du Département, les territoires et les organismes payeurs.

1. Vérifier les conditions d'éligibilité et lutter contre la fraude

Vérifier les conditions d'éligibilité

L'attribution de l'allocation du RSA est conditionnée à des critères d'éligibilité que le Département et les organismes payeurs (la CAF et la MSA) doit vérifier à l'ouverture et en cours de droits en partenariat : situations familiales, patrimoniales, professionnelles, sollicitation de tous les autres droits potentiels, ...

La complexité du dispositif génère des anomalies récurrentes, tels que des attributions indues ou des non versements, lourdes à gérer tant pour les allocataires que pour les services du Département, et coûteuses pour la collectivité.

Une nouvelle organisation sera mise en place en lien avec les territoires, améliorant l'accès à des données affinées (nouvelles requêtes, mise en place d'outils informatiques dédiés et sécurisés), et la collaboration avec les services sociaux et les référents pour prévenir la constitution d'indus. Elle doit permettre de sécuriser le parcours déjà précaire des personnes en limitant le risque d'endettement et de réduire la mobilisation de la collectivité sur la gestion de ces créances.

Lutter contre la fraude

La fraude se caractérise par de fausses déclarations ou la non déclaration de revenus. La collaboration avec la CAF ainsi qu'avec la MSA, permet de détecter une partie des indus frauduleux, soit une fraude détectée représentant à 1,9% du montant de l'allocation versée en Isère. La poursuite de cette collaboration va se renforcer, avec des interventions plus offensives : détermination de cibles, suivi systématique de dossiers en anomalie, élaboration de tableaux de bord d'informations, formalisation de collaborations, sollicitation des impôts, du RSI, de l'Ursaf....

2. Sanctionner la fraude reconnue

La loi autorise les départements à définir leur propre règlement concernant leur plan de contrôle avec la possibilité de sanctionner la fraude. Le plan de contrôle de l'Isère va intégrer un système de sanctions gradués, avertissement, pénalités et dépôt de plainte. Dans le cadre d'une convention signée avec la CAF, cet organisme est autorisé à appliquer des pénalités sur ces créances qualifiées de frauduleuses.

Fiche action :

Sanctionner la fraude reconnue

Constat :

Sur 18 M€ d'indus détectés par la Caf en 2014, 2,8 M€ ont été qualifiés frauduleux. Dans un souci d'équité envers les allocataires vertueux, et afin de compenser cette perte financière dommageable pour la collectivité, le Département va mettre en place une politique dissuasive déclinant des sanctions

Description :

Renforcement de la collaboration avec la CAF avec délégation l'autorisant à appliquer des pénalités sur les créances Rsa qualifiées de frauduleuses.

Dépôt de plainte (délégation à la CAF) pour toutes les fraudes d'un montant supérieur à 25 360€ ou plus faible selon le motif de la fraude et en cas de récidive.

Engagement avec la MSA de l'application des mêmes modalités

Délais : à compter de février 2016
Moyens/outils : Groupe de travail avec la CAF pour la finalisation de la procédure Collaboration avec les Tribunaux correctionnels de Grenoble, Bourgoin-Jallieu et Vienne, avec présentation de la Politique de contrôle et de sanction. Mise en place d'indicateurs spécifiques (pénalités et état des recouvrements)
Dossiers cibles : en anomalie, avec créances qualifiées de frauduleuses
Partenariat : Organismes payeurs CAF et MSA Tribunaux correctionnels
Indicateurs de résultats : Nombre de dossiers étudiés Ratio dossiers étudiés/ qualifications frauduleuses Ratio dossiers étudiés/ sanctions prononcées Identification et suivi des recouvrements CAF Suivis de dépôts de plainte : délais, jugements

3. Contrôler l'effectivité de l'accompagnement

Dans le cadre de son accompagnement, l'allocataire contractualise avec son référent via le contrat d'engagement réciproque (CER) des objectifs, un plan d'action avec des démarches à réaliser. Il doit respecter ses engagements et se rendre aux convocations de son référent. L'évaluation du programme départemental révèle des taux de contractualisation et de suivi d'accompagnement faibles, avec de l'absentéisme aux rendez-vous fixés. Depuis octobre 2014, un contrôle d'effectivité des accompagnements a été engagé, en direction des accompagnements de Pôle emploi, puis de ceux « emploi renforcé », « Social Santé Insertion » et « Travailleurs non salariés ». Tous les allocataires, ou conjoints soumis aux droits et devoirs sans contrat d'engagement réciproque signé ou non renouvelé depuis 6 mois reçoivent un courrier d'avertissement. Cet avertissement peut être suivi d'une procédure de réduction puis de suspension des droits sans manifestation de leur part.

Accompagner la mise en œuvre du plan de contrôle

La complexité du dispositif RSA, et l'engagement du Département dans son Plan de contrôle nécessitent une communication adaptée permettant aux allocataires d'être en mesure d'être responsables de leurs actes, avec un impératif:

rendre compréhensibles, le cadre législatif, les informations concernant les droits et devoirs, et les risques encourus en cas de manquements.

En parallèle, l'appui technique aux territoires et aux professionnels d'accompagnement sera décliné sous plusieurs formes : sensibilisation des services sociaux à la prévention des indus, à la maîtrise des éléments déclaratifs, séance annuelle d'information sur le dispositif,...

**

DIRECTION DE L'AUTONOMIE

SERVICE DES ETABLISSEMENTS ET SERVICES POUR PERSONNES AGEES

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Belle Vallée » à Froges

Arrêté n° 2016-3003 du 6 mai 2016

Dépôt en Préfecture le : 18 mai 2016

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération n° 2015 DOB A 05 02 adoptée par l'assemblée départementale en date du 20 novembre 2015 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Conseil départemental, et en application de la convention tripartite signée entre l'Etat, le Conseil départemental et l'établissement ;

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2016, les dépenses et recettes de l'EHPAD « Belle Vallée » à Froges sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montant hébergement	Montant dépendance
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	636 435,32 €	60 000,00 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	996 841,59 €	727 317,75 €
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	265 030,00 €	2 010,00 €
	Reprise du résultat antérieur		
	Déficit		
	TOTAL DEPENSES	1 898 306,91 €	789 327,75 €

Recettes	Groupe I		
	Produits de la tarification	1 620 806,91 €	654 327,75 €
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	277 500,00 €	135 000,00 €
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissables		
	Reprise de résultats antérieurs		
Excédent			
TOTAL RECETTES	1 898 306,91 €	789 327,75 €	

Article 2 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD « Belle Vallée » à Froges sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} juin 2016** :

Tarif hébergement

Tarif hébergement 56,27 €

Tarif hébergement des moins de 60 ans 79,20 €

Tarifs dépendance

Tarif dépendance GIR 1 et 2 26,58 €

Tarif dépendance GIR 3 et 4 16,87 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6 7,16 €

Article 3 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 4 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03).

Article 7 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs hébergement de l'EHPA de Seyssinet-Pariset (Les Saulnes)

Arrêté n° 2016-3480 du 2 mai 2016

Dépôt en Préfecture le : 18 mai 2016

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération adoptée par l'assemblée départementale en date du 20 novembre 2015 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les nouvelles propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département avec une subvention communale de fonctionnement ;

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

Cet arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2016-1815 qui n'a pas été mis en application par l'établissement.

Article 2 :

Pour l'exercice budgétaire 2016, les dépenses et recettes de l'EHPA de Seyssinet-Pariset sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montant hébergement
Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	161 680,00 €
Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	228 773,00 €
Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	220 590,00 €
Reprise du résultat antérieur – déficit	
TOTAL DEPENSES	611 043,00 €
Groupe I - Produits de la tarification	502 048,38 €
Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	87 950,00 €
Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	550,00 €
Reprise de résultats antérieurs - Excédent	20 494,62 €
TOTAL RECETTES	611 043,00 €

Article 3 :

Les prix de journée hébergement de l'EHPA de Seyssinet-Pariset sont fixés ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} juin 2016 :

Tarif F1 bis 1 personne	24,78 €
-------------------------	---------

Tarif F2	35,44 €
-----------------	----------------

Article 4 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 7 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

**Arrêté complémentaire relatif aux tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD
« Villa du Rozat » à Saint Ismier**

Arrêté n° 2016-3512 du 3 mai 2016

Dépôt en Préfecture le : 18 mai 2016

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération n° 2015 DOB A 05 02 adoptée par l'assemblée départementale en date du 20 novembre 2015 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu l'arrêté n° 2016-2765 relatif aux tarifs hébergement et dépendance du budget de l'EHPAD « Villa du Rozat » à Saint Ismier ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Conseil départemental et la nécessité de préciser les tarifs spécifiques de l'établissement ;

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

Le présent arrêté est réalisé afin de compléter l'arrêté n° 2016-2765 dans lequel les tarifs spécifiques hébergement studio, couple, moins de 60 ans studio de l'unité personnes âgées handicapées de l'EHPAD « Villa du Rozat » de Saint Ismier ne figuraient pas. La détermination des tarifs n'est pas remise en cause.

Article 2 :

Les tarifs spécifiques hébergement studio, couple, moins de 60 ans studio applicables à l'EHPAD « Villa du Rozat » de Saint Ismier sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mai 2016** :

Tarif hébergement

Tarif hébergement studio	61,83 €
Tarif couple	97,78 €
Tarif hébergement moins de 60 ans studio	80,64 €

Article 3 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 6 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 7 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs dépendance de l'EHPAD « Résidence l'Argentière » à Vienne

Arrêté n° 2016-3515 du 3 mai 2016

Dépôt en Préfecture le : 18 mai 2016

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération n° 2015 DOB A 05 02 adoptée par l'assemblée départementale en date du 20 novembre 2015 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Conseil départemental, et en application de la convention tripartite signée entre l'Etat, le Conseil départemental et l'établissement ;

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2016, les dépenses et recettes de l'EHPAD « Résidence l'Argentière » à Vienne sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montant dépendance
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	61 400,00 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	477 697,03 €
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	
	Reprise du résultat antérieur Déficit	42 264,00 €
	TOTAL DEPENSES	581 361,03 €
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	581 361,03 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise de résultats antérieurs Excédent	
	TOTAL RECETTES	581 361,03 €

Article 2 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD « Résidence l'Argentière » à Vienne sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} juin 2016** :

Tarifs dépendance

Tarif dépendance GIR 1 et 2 24,56 €

Tarif dépendance GIR 3 et 4 15,58 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 4 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03).

Article 7 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Arrêté relatif aux tarifs hébergement de l'EHPA de Goncelin (Maison des anciens)

Arrêté n° 2016-3537 du 3 mai 2016

Dépôt en Préfecture le : 18 mai 2016

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération adoptée par l'assemblée départementale en date du 20 novembre 2015 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département;

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2016, les dépenses et recettes de l'EHPA de Goncelin sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montant hébergement
Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	117 736,00 €
Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	230 042,65 €
Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	75 065,00 €
TOTAL DEPENSES	422 843,65 €
Groupe I - Produits de la tarification	284 014,65 €
Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	138 829,00 €
TOTAL RECETTES	422 843,65 €

Article 2 :

Les prix de journée hébergement de l'EHPA de Goncelin sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} juin 2016** :

Tarif F1 bis 1 personne	32,78 €
Tarif couple	42,10 €

Article 3 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 6 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD d'Aoste- Résidence « Les Volubilis »

Arrêté n° 2016- 3566 du 6 mai 2016

Dépôt en Préfecture le : 18 mai 2016

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération n° 2015 DOB A 05 02 adoptée par l'assemblée départementale en date du 20 novembre 2015 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Conseil départemental et en application de la convention tripartite signée entre l'Etat, le Département et l'établissement ;

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2016, les dépenses et recettes de l'EHPAD d'Aoste sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montant hébergement	Montant dépendance
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	255 204,50 €	31 528,00 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	518 018,52 €	278 018,10 €
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	414 509,70 €	0,00 €
	Reprise du résultat antérieur Déficit	5 411,24 €	5 873,01 €
	TOTAL DEPENSES	1 193 143,96 €	315 419,02 €
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 076 195,96 €	309 873,02 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	111 948,92 €	5 546,10 €
	Groupe III Produits financiers et produits encaissables	5 000,00 €	0,00 €
	Reprise de résultats antérieurs Excédent	0,00 €	0,00 €
	TOTAL RECETTES	1 193 143,96 €	315 419,12 €

Article 2 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD d'Aoste sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} juin 2016**:

Tarif hébergement :

Tarif hébergement 57,74 €

Tarif hébergement des moins de 60 ans 73,90 €

Tarifs dépendance :

Tarif dépendance GIR 1 et 2 18,77 €

Tarif dépendance GIR 3 et 4 11,91 €

Tarif prévention à la charge du résident :

Tarif dépendance GIR 5 et 6 5,05 €

Tarifs spécifiques :

Tarif hébergement studio meublé (hébergement temporaire)	49,09 €
Tarif hébergement F1 bis (1 personne dépendante et 1 personne valide)	62,76 €

Tarif hébergement F1 bis (2 personnes dépendantes)	77,95 €
Tarif hébergement T2 (1 personne dépendante et 1 personne valide)	66,11 €
Tarif hébergement T2 (2 personnes dépendantes)	89,09 €

Article 3 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 4 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03).

Article 7 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs hébergement de l'E.H.P.A. d'Aoste- Résidence « Les Volubilis »

Arrêté n° 2016- 3567 du 6 mai 2016

Dépôt en Préfecture le : 18 mai 2016

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération n° 2015 DOB A 05 02 adoptée par l'assemblée départementale en date du 20 novembre 2015 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Conseil départemental et en application de la convention tripartite signée entre l'Etat, le Département et l'établissement ;

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2016, les dépenses et recettes de l'E.H.P.A. d'Aoste sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montant Hébergement
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	78 217,50 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	111 765,09 €
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	43 557,50 €
	Reprise du résultat antérieur - Déficit	5 973,16 €
	TOTAL DEPENSES	239 513,25 €
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	127 481,62 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	106 531,63 €
	Groupe III Produits financiers et produits encaissables	5 500,00 €
	Reprise de résultats antérieurs-Excédent	0,00 €
	TOTAL RECETTES	239 513,25 €

Article 2 :

Les tarifs hébergement applicables de l'E.H.P.A. d'Aoste sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} juin 2016**:

Tarif hébergement	27,84 €
-------------------	---------

Tarifs spécifiques :

Tarif hébergement studio meublé (hébergement temporaire)	32,85 €
Tarif hébergement F1 bis	27,84 €
Tarif hébergement F1 bis (2 personnes valides)	30,61 €
Tarif hébergement T2 (2 personne valides)	36,19 €

Article 3 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03).

Article 6 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Bellefontaine » de Le Péage de Roussillon

Arrêté n° 2016- 3577 du 6 mai 2016

Dépôt en Préfecture le : 18 mai 2016

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération n° 2015 DOB A 05 02 adoptée par l'assemblée départementale en date du 20 novembre 2015 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Conseil départemental, la livraison définitive des nouveaux bâtiments et l'intégration des frais financiers et amortissements relatifs aux travaux dans la tarification ;

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2016, les dépenses et recettes de l' EHPAD « Bellefontaine » à Le Péage de Roussillon sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montant hébergement	Montant dépendance
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	742 359,00 €	102 582,00 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	2 015 400,81 €	1 094 449,95 €
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1 447 128,00 €	59 788,00 €
	Reprise du résultat antérieur Déficit		
	TOTAL DEPENSES	4 204 887,81 €	1 256 819,95 €

Recettes	Groupe I Produits de la tarification	3 953 729,81 €	1 243 119,95 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	64 932,00 €	11 700,00 €
	Groupe III Produits financiers et produits encaissables	126 226,00€	
	Reprise de résultats antérieurs Excédent	60 000,00 €	2 000,00 €
	TOTAL RECETTES	4 204 887,81 €	1 256 819,95 €

Article 2 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l' EHPAD « Bellefontaine » à Le Péage de Roussillon sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} juin 2016**:

Tarif hébergement:

Tarif hébergement 61,96 €

Tarif hébergement des moins de 60 ans 82,14 €

Tarifs dépendance :

Tarif dépendance GIR 1 et 2 21,43 €

Tarif dépendance GIR 3 et 4 13,60 €

Tarif prévention à la charge du résident :

Tarif dépendance GIR 5 et 6 5,77 €

Article 3 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 4 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03).

Article 7 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs hébergement et dépendance de l'accueil de jour rattaché à l'EHPAD « Bellefontaine » de Le Péage de Roussillon

Arrêté n° 2016- 3578 du 6 mai 2016

Dépôt en Préfecture le : 18 mai 2016

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération n° 2015 DOB A 05 02 adoptée par l'assemblée départementale en date du 20 novembre 2015 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Conseil départemental;

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2016, les dépenses et recettes de l'accueil de jour rattaché à l'EHPAD « Bellefontaine » de Le Péage de Roussillon sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montant hébergement	Montant dépendance
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	15 336,00 €	0,00 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	11 717,00 €	36 804,60 €
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	5 463,00 €	0,00 €
	Reprise du résultat antérieur Déficit		
	TOTAL DEPENSES	32 516,00 €	36 804,60 €
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	31 967,00 €	36 004,60 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	0,00 €
	Groupe III Produits financiers et produits encaissables	0,00 €	
	Reprise de résultats antérieurs Excédent	549,00 €	800,00 €
	TOTAL RECETTES	32 516,00 €	36 804,60 €

Article 2 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'accueil de jour rattaché à l'EHPAD « Bellefontaine » de Le Péage de Roussillon sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} juin 2016**:

Tarif hébergement

Tarif hébergement 18,98 €

Tarifs dépendance

Tarif dépendance GIR 1 et 2 30,12 €

Tarif dépendance GIR 3 et 4 19,12 €

Article 5 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 6 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 7 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03).

Article 8 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs hébergement et dépendance du centre d'hébergement temporaire « La Pierre Percée » à La Motte d'Aveillans

Arrêté n° 2016- 3582 du 6 mai 2016

Dépôt en Préfecture le : 18 mai 2016

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération n° 2015 DOB A 05 02 adoptée par l'assemblée départementale en date du 20 novembre 2015 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Conseil départemental et la nécessité de porter le tarif au niveau demandé par le gestionnaire pour assurer la continuité de l'activité ;

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2016, les dépenses et recettes du centre d'hébergement temporaire « La Pierre Percée » à La Motte d'Aveillans sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montant hébergement	Montant dépendance
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	127 236,23 €	5 769,52 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	249 435,73 €	110 084,28 €
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	105 490,10 €	1 317,92 €
	Reprise du résultat antérieur Déficit	30 000,00 €	0,00 €
	TOTAL DEPENSES	512 162,06 €	117 171,72 €
	Recettes	Groupe I Produits de la tarification	502 462,06 €
Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation		9 700,00 €	0,00 €
Groupe III Produits financiers et produits encaissables		0,00 €	0,00 €
Reprise de résultats antérieurs Excédent		0,00 €	0,00 €
TOTAL RECETTES		512 162,06 €	117 171,72 €

Article 2 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables au centre d'hébergement temporaire « La Pierre Percée » à La Motte d'Aveillans sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} juin 2016** :

Hébergement permanent / temporaire

Tarif hébergement

Tarif hébergement 67,28 €

Tarif hébergement des moins de 60 ans 82,97 €

Tarifs dépendance

Tarif dépendance GIR 1 et 2 24,72 €

Tarif dépendance GIR 3 et 4 15,69 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6 6,66 €

Accueil de jour (2 places)

Tarif hébergement

Tarif hébergement 33,64 €

Tarif hébergement des moins de 60 ans 41,49 €

Tarifs dépendance

Tarif dépendance GIR 1 et 2 14,83 €

Tarif dépendance GIR 3 et 4 9,41 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6 3,99 €

Accueil de nuit (1 place)

Tarif hébergement

Tarif hébergement 40,37 €

Tarif hébergement des moins de 60 ans 49,78 €

Tarifs dépendance

Tarif dépendance GIR 1 et 2 14,83 €

Tarif dépendance GIR 3 et 4 9,41 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6 3,99 €

Article 3 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 4 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 7 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Les Tournelles » de Virieu sur Bourbre

Arrêté n° 2016-3603 du 6 mai 2016

Dépôt en Préfecture le : 18 mai 2016

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération n° 2015 DOB A 05 02 adoptée par l'assemblée départementale en date du 20 novembre 2015 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Conseil départemental et en application de la convention tripartite en cours de négociation avec l'ARS, le Conseil départemental et l'établissement prévoyant la création des postes suivants : un poste d'animateur, 0,50 ETP de psychologue, 3 postes d'aides-soignants ;

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2016, les dépenses et recettes de l'EHPAD « Les Tournelles » à Virieu sur Bourbre sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montant hébergement	Montant dépendance
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	330 860,77 €	40 758,05 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 041 766,49 €	475 084,46 €
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	213 890,15 €	14 082,53 €
	Reprise du résultat antérieur Déficit	0,00 €	4 500,00 €
	TOTAL DEPENSES	1 586 517,41 €	534 425,04 €
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 464 617,41 €	534 425,04 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	111 900,00 €	0,00 €
	Groupe III Produits financiers et produits encaissables	0,00 €	0,00 €

Reprise de résultats antérieurs			
Excédent		10 000,00 €	0,00 €
TOTAL RECETTES		1 586 517,41 €	534 425,04 €

Article 2 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD « Les Tournelles » à Virieu sur Bourbre sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} juin 2016** :

Tarif hébergement

Tarif hébergement	49,49 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	68,47 €

Tarifs dépendance

Tarif dépendance GIR 1 et 2	23,52 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	14,93 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6	6,33 €
-----------------------------	--------

Article 3 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 4 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 7 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Les Edelweiss » à Voiron

Arrêté n° 2016-3627 du 4 mai 2016

Dépôt en Préfecture le : 18 mai 2016

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération n° 2015 DOB A 05 02 adoptée par l'assemblée départementale en date du 20 novembre 2015 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département et en application de la convention tripartite signée entre l'Etat, le Département et l'établissement ;

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2016, les dépenses et recettes de l'EHPAD « Les Edelweiss » à Voiron sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montant hébergement	Montant dépendance
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	722 008,08 €	32 650,49 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	900 653,72 €	525 602,01 €
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	492 086,37 €	76 503,09 €
	Reprise du résultat antérieur	0 €	1 730,50 €
	Déficit		
	TOTAL DEPENSES	2 114 748,17 €	636 486,09 €
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	2 072 946,17 €	627 699,09 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	37 102,00 €	8 787,00 €
	Groupe III Produits financiers et produits encaissables	4 700,00 €	0 €
	Reprise de résultats antérieurs	0 €	0 €
	Excédent		
	TOTAL RECETTES	2 114 748,17 €	636 486,09 €

Article 2 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD « Les Edelweiss » à Voiron sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} juin 2016** :

Tarif hébergement

Tarif hébergement T1

56,70 €

Tarif hébergement T1 des moins de 60 ans	73,92 €
Tarif hébergement T2 / 1 personne	69,87 €
Tarif hébergement T2 / 1 personne des moins de 60 ans	91,07 €
Tarif hébergement T2 / 2 personnes	46,04 €
Tarif hébergement T2 / 2 personnes des moins de 60 ans	60,01 €

Tarifs dépendance

Tarif dépendance GIR 1 et 2	20,81 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	13,21 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6	5,60 €
-----------------------------	--------

Tarifs spécifiques pour l'unité de personnes handicapées vieillissantes :

Tarif dépendance pour les GIR 1 et 2	29,38 €
Tarif dépendance pour les GIR 3 et 4	18,64 €

Article 3 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 4 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 7 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs hébergement du foyer logement pour personnes âgées « La Berjallière » de Bourgoin-Jallieu.

Arrêté n° 2016-3629 du 4 mai 2016

Dépôt en Préfecture le : 19 mai 2016

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération n° 2015 DOB A 05 02 adoptée par l'assemblée départementale en date du 20 novembre 2015 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Conseil départemental,

Considérant la participation communale,

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2016, les dépenses et recettes du foyer logement pour personnes âgées « La Berjallière » de Bourgoin-Jallieu sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montant hébergement
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	136 160,00 €
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	316 099,00 €
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	284 105,00 €
	Reprise du résultat antérieur - Déficit	62,67 €
	TOTAL DEPENSES	736 426,67 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	352 486,67 €
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	383 940,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits encaissables	0,00 €
	Reprise de résultats antérieurs - Excédent	0,00 €
	TOTAL RECETTES	736 426,67 €

Article 2 :

Les tarifs hébergement applicables au foyer logement pour personnes âgées « La Berjallière » de Bourgoin-Jallieu sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} juin 2016** :

Tarif moyen hébergement - F1 bis 1	23,51 €
Tarif moyen hébergement - F1 bis 2	28,21 €

Article 3 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 4 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 5 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et

sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 6 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

SERVICE DES ETABLISSEMENTS ET SERVICES POUR PERSONNES HANDICAPEES

Tarifification 2016 du foyer d'accueil médicalisé « les Nalettes », du service d'activités de jour et du foyer logement de l'Etablissement social de Travail et d'Hébergement Isérois (ESTHI)

Arrêté n° 2016-3325 du 2 mai 2016

Dépôt en Préfecture le : 11 mai 2016

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale n° 2015 DOB A 05 02 du 20 novembre 2015 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 pour les établissements, les services sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées et personnes adultes handicapées ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale n° 2015 BP F 39 08 du 17 décembre 2015 déterminant le budget primitif 2016 notamment pour le secteur « personnes handicapées » ;

Vu les propositions budgétaires présentées pour l'établissement concerné ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

Arrête :

Article 1 :

Les dotations globalisées de l'ESTHI sont fixées ainsi qu'il suit au titre de l'année **2016**.

Les prix de journée indiqués ci-après sont applicables à compter du **1^{er} juin 2016**.

Pour l'exercice budgétaire 2016, les dépenses et recettes prévisionnelles sont autorisées comme suit :

Foyer d'accueil médicalisé - partie hébergement « les Nalettes » à Seyssins et

Saint Martin d'Hères - ESTHI

Dotation globalisée **1 918 129,00 €**

Prix de journée **142,74 €**

Charges	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	364 697,31 €
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	1 134 382,80 €
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	424 048,89 €
	Total	1 923 129,00 €

Produits	Groupe I : produits de la tarification et assimilés	1 918 129,00 €
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	5 000,00 €
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Total	1 923 129,00 €

Foyer logement à Saint Martin d'Hères - ESTHI

Dotation globalisée 1 317 357,00 €

Prix de journée 132,81 €

Charges	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	149 532,07 €
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	869 528,04 €
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	371 668,89 €
	Total	1 390 729,00 €
Produits	Groupe I : produits de la tarification et assimilés	1 317 357,00 €
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	73 372,00 €
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Total	1 390 729,00 €

Service d'activités de jour à Saint Martin d'Hères - ESTHI

Dotation globalisée 353 637,00 €

Prix de journée 75,00 €

Charges	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	42 943,61 €
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	232 506,78 €
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	85 170,61 €
	Total	360 621,00 €
Produits	Groupe I : produits de la tarification et assimilés	353 637,00 €
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	6 984,00 €
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Total	360 621,00 €

Article 2 :

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal inter-régional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon (184, rue Duguesclin - 69433 Lyon cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 3 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Tarification 2016 des foyers Centre Isère - association familiale de l'Isère pour enfants et adultes handicapés intellectuels (AFIPaeim)

Arrêté n° 2016-3469 du 9 mai 2016

Dépôt en Préfecture le : 20 mai 2016

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale n° 2015 DOB A 05 02 du 20 novembre 2015 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 pour les établissements, les services sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées et personnes adultes handicapées ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale n° 2015 BP F 39 08 du 17 décembre 2015 déterminant le budget primitif 2016 notamment pour le secteur « personnes handicapées » ;

Vu les propositions budgétaires présentées par l'association AFIPaeim ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

ARRETE

Article 1 :

Les dotations globalisées des **foyers Centre Isère** pour personnes adultes handicapées, gérés par l'AFIPaeim, sont fixées ainsi qu'il suit au titre de l'année **2016**.

Les prix de journée indiqués ci-après sont applicables à compter du **1^{er} juin 2016**.

Pour l'exercice budgétaire **2016**, les dépenses et recettes prévisionnelles sont autorisées comme suit :

FOYERS CENTRE ISERE - ASSOCIATION AFIPaeim

Foyer d'hébergement à Voiron, la Buisse, Moirans, Vinay

. Dotation globalisée **4 613 699 €**

. Prix de journée **122,04 €**

Montant des charges et produits autorisés par groupes fonctionnels :

Charges	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	559 726,00 €
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	3 254 899,00 €
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	889 191,00 €
	Total	4 703 816,00 €
Produits	Groupe I : produits de la tarification et assimilés	4 613 699,00 €
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	7 185,61 €
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	6 464,00 €
	Total	4 627 348,61 €
Reprise de résultat 2014 (excédent)		76 467,39 €

Service d'activités de jour à Coublevie

. Dotation globalisée **853 316 €**

. Prix de journée **65,91 €**

Montant des charges et produits autorisés par groupes fonctionnels :

Charges	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	129 380,00 €
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	659 743,00 €
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	96 135,00 €
	Total	885 258,00 €
Produits	Groupe I : produits de la tarification et assimilés	853 316,00 €
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	17 673,28 €
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	00,00 €
	Total	870 989,28 €
Reprise de résultat 2014 (excédent)		14 268,72 €

Service d'activités de jour avec foyer d'hébergement

Prix de journée **167,60 €**

Article 2 :

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal inter-régional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon (184, rue Duguesclin - 69433 Lyon cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 3 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarification 2016 des foyers Nord Isère - association familiale de l'Isère pour enfants et adultes handicapés intellectuels (AFIPaeim)

Arrêté n° 2016-3470 du 9 mai 2016

Dépôt en Préfecture le : 20 mai 2016

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale n° 2015 DOB A 05 02 du 20 novembre 2015 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 pour les établissements, les services sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées et personnes adultes handicapées ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale n° 2015 BP F 39 08 du 17 décembre 2015 déterminant le budget primitif 2016 notamment pour le secteur « personnes handicapées » ;

Vu les propositions budgétaires présentées par l'association AFIPaeim ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

ARRETE

Article 1 :

Les dotations globalisées des **foyers Nord Isère** pour personnes adultes handicapées, gérés par l'AFIPaeim, sont fixées ainsi qu'il suit au titre de l'année **2016**.

Les prix de journée indiqués ci-après sont applicables à compter du **1^{er} juin 2016**.

Pour l'exercice budgétaire **2016**, les dépenses et recettes prévisionnelles sont autorisées comme suit :

FOYERS NORD ISERE - ASSOCIATION AFIPaeim

Foyer d'hébergement à Bourgoin Jallieu, La Tour du Pin, Saint Clair de la Tour, Saint Victor de Cessieu

. Dotation globalisée **6 085 992 €**

. Prix de journée **113,24 €**

Montant des charges et produits autorisés par groupes fonctionnels :

Charges	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	911 062,00 €
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	4 204 658,00 €
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	1 161 447,00 €
	Total	6 277 167,00 €
Produits	Groupe I : produits de la tarification et assimilés	6 085 992,00 €
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	20 823,29 €
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	9 405,00 €
	Total	6 116 220,29 €
Reprise de résultat 2014 (excédent)		160 946,71 €

Service d'activités de jour à Bourgoin Jallieu, Saint Clair de la Tour, Saint Victor de Cessieu

. Dotation globalisée **1 263 618 €**

. Prix de journée **68,59 €**

Montant des charges et produits autorisés par groupes fonctionnels :

Charges	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	188 287,00 €
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	949 506,00 €
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	142 877,00 €
	Total	1 280 670,00 €
Produits	Groupe I : produits de la tarification et assimilés	1 263 618,00 €
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	18 015,09 €
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Total	1 281 633,09 €
Reprise de résultat 2014 (déficit)		-963,09 €

Service d'activités de jour avec foyer d'hébergement

. Prix de journée **154,70 €**

Article 2 :

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal inter-régional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon (184, rue Duguesclin - 69433 Lyon cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 3 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarification 2016 des foyers Sud Isère et Grésivaudan - association familiale de l'Isère pour enfants et adultes handicapés intellectuels (AFIPaeim)

Arrêté n° 2016-3471 du 9 mai 2016

Dépôt en Préfecture le : 20 mai 2016

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale n° 2015 DOB A 05 02 du 20 novembre 2015 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 pour les établissements, les services sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées et personnes adultes handicapées ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale n° 2015 BP F 39 08 du 17 décembre 2015 déterminant le budget primitif 2016 notamment pour le secteur « personnes handicapées » ;

Vu les propositions budgétaires présentées par l'association AFIPaeim ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

ARRETE

Article 1 :

Les dotations globalisées des **foyers Sud Isère et Grésivaudan** pour personnes adultes handicapées, gérés par l'AFIPaeim, sont fixées ainsi qu'il suit au titre de l'année **2016**.

Les prix de journée indiqués ci-après sont applicables à compter du **1^{er} juin 2016**.

Pour l'exercice budgétaire **2016**, les dépenses et recettes prévisionnelles sont autorisées comme suit :

FOYERS SUD ISERE ET GRESIVAUDAN - ASSOCIATION AFIPaeim

Foyer d'hébergement à Vizille, Poisat, La Mure, Susville, Lumbin

. Dotation globalisée **4 901 896 €**

. Prix de journée **123,23 €**

Montant des charges et produits autorisés par groupes fonctionnels :

Charges	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	628 131,00 €
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	3 352 275,00 €
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	1 002 648,00 €
	Total	4 983 054,00 €
Produits	Groupe I : produits de la tarification et assimilés	4 901 896,00 €
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	19 180,30 €
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	5 960,00 €
	Total	4 927 036,30 €
Reprise de résultat 2014 (excédent)		56 017,70 €

Service d'activités de jour à Champ sur Drac, Le Touvet, Susville

. Dotation globalisée **717 754 €**

. Prix de journée **75,24 €**

Montant des charges et produits autorisés par groupes fonctionnels :

Charges	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	150 633,00 €
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	472 777,00 €
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	111 955,00 €
	Total	735 365,00 €
Produits	Groupe I : produits de la tarification et assimilés	717 754,00 €
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	17 802,29 €
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Total	735 556,29 €
Reprise de résultat 2014 (déficit)		-191,29 €

Service d'activités de jour avec foyer d'hébergement

. Prix de journée **170,35 €**

Article 2 :

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal inter-régional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon (184, rue Duguesclin - 69433 Lyon cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 3 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarification 2016 des foyers de l'Isère rhodanienne - association familiale de l'Isère pour enfants et adultes handicapés intellectuels (AFIPaeim)

Arrêté n° 2016-3472 du 9 mai 2016

Dépôt en Préfecture le : 20 mai 2016

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale n° 2015 DOB A 05 02 du 20 novembre 2015 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 pour les établissements, les services sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées et personnes adultes handicapées ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale n° 2015 BP F 39 08 du 17 décembre 2015 déterminant le budget primitif 2016 notamment pour le secteur « personnes handicapées » ;

Vu les propositions budgétaires présentées par l'association AFIPaeim ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

ARRETE

Article 1 :

Les dotations globalisées des **foyers de l'Isère rhodanienne** pour personnes adultes handicapées, gérés par l'AFIPaeim, sont fixées ainsi qu'il suit au titre de l'année **2016**.

Les prix de journée indiqués ci-après sont applicables à compter du **1^{er} juin 2016**.

Pour l'exercice budgétaire **2016**, les dépenses et recettes prévisionnelles sont autorisées comme suit :

FOYERS DE L'ISERE RHODANIENNE - ASSOCIATION AFIPaeim

Foyer d'hébergement au Péage de Roussillon, Roussillon, Vienne

. Dotation globalisée **5 491 911 €**

. Prix de journée **132,09 €**

Montant des charges et produits autorisés par groupes fonctionnels :

Charges	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	513 928,00 €
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	4 312 611,00 €
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	743 465,00 €
	Total	5 570 004,00 €
Produits	Groupe I : produits de la tarification et assimilés	5 491 911,00 €
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	19 041,19 €
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	6 951,00 €
	Total	5 517 903,19 €
Reprise de résultat 2014 (excédent)		52 100,81 €

Service d'activités de jour à Saint Maurice l'Exil, Vienne

. Dotation globalisée **818 442 €**

. Prix de journée **64,27 €**

Montant des charges et produits autorisés par groupes fonctionnels :

Charges	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	150 535,00 €
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	587 281,00 €
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	104 580,00 €
	Total	842 396,00 €
Produits	Groupe I : produits de la tarification et assimilés	818 442,00 €
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	14 559,59 €
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Total	833 001,59 €
Reprise de résultat 2014 (excédent)		9 394,41 €

Service d'activités de jour avec foyer d'hébergement

. Prix de journée **178,30 €**

Article 2 :

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal inter-régional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon (184, rue Duguesclin - 69433 Lyon cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 3 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarification 2016 des foyers de l'agglomération grenobloise - association familiale de l'Isère pour enfants et adultes handicapés intellectuels (AFIPaeim)

Arrêté n° 2016-3473 du 9 mai 2016

Dépôt en Préfecture le : 20 mai 2016

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale n° 2015 DOB A 05 02 du 20 novembre 2015 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 pour les établissements, les services sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées et personnes adultes handicapées ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale n° 2015 BP F 39 08 du 17 décembre 2015 déterminant le budget primitif 2016 notamment pour le secteur « personnes handicapées » ;

Vu les propositions budgétaires présentées par l'association AFIPaeim ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

ARRETE

Article 1 :

Les dotations globalisées des foyers de l'agglomération grenobloise pour personnes adultes handicapées, gérés par l'AFIPaeim, sont fixées ainsi qu'il suit au titre de l'année 2016.

Les prix de journée indiqués ci-après sont applicables à compter du **1^{er} juin 2016**.

Pour l'exercice budgétaire **2016**, les dépenses et recettes prévisionnelles sont autorisées comme suit :

FOYERS DE L'AGGLOMERATION GRENOBLOISE - ASSOCIATION AFIPaeim

Foyer d'hébergement à Grenoble, Saint Egrève, Saint Martin le Vinoux, Meylan, Seyssins

. Dotation globalisée **6 898 327 €**

. Prix de journée **125,28 €**

Montant des charges et produits autorisés par groupes fonctionnels :

Charges	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	861 985,00 €
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	4 863 507,00 €
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	1 257 089,00 €
	Total	6 982 581,00 €
Produits	Groupe I : produits de la tarification et assimilés	6 898 327,00 €
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	17 535,43 €
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	9 550,00 €
	Total	6 925 412,43 €
Reprise de résultat 2014 (excédent)		57 168,57 €

Service d'activités de jour à Saint Egrève, Grenoble

. Dotation globalisée **1 172 030 €**

. Prix de journée **78,06 €**

Montant des charges et produits autorisés par groupes fonctionnels :

Charges	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	180 503,00 €
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	749 059,00 €
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	309 245,00 €
	Total	1 238 807,00 €
Produits	Groupe I : produits de la tarification et assimilés	1 172 030,00 €
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	21 847,48 €
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	45 639,00 €
	Total	1 239 516,48 €
Reprise de résultat 2014 (déficit)		-709,48 €

Service d'activités de jour avec foyer d'hébergement

. Prix de journée **171,80 €**

Article 2 :

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal inter-régional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon (184, rue Duguesclin - 69433 Lyon cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 3 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarification 2016 du foyer Le Tréry à Vinay- association familiale de l'Isère pour enfants et adultes handicapés intellectuels (AFIPaeim)

Arrêté n° 2016-3474 du 9 mai 2016

Dépôt en Préfecture le : 20 mai 2016

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale n° 2015 DOB A 05 02 du 20 novembre 2015 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 pour les établissements, les services sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées et personnes adultes handicapées ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale n° 2015 BP F 39 08 du 17 décembre 2015 déterminant le budget primitif 2016 notamment pour le secteur « personnes handicapées » ;

Vu les propositions budgétaires présentées par l'association AFIPaeim ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

ARRETE

Article 1 :

Les prix de journée applicables au **foyer Le Tréry** à Vinay pour personnes adultes handicapées, géré par l'AFIPaeim, sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} juin 2016**.

- **Foyer de vie (internat)** **185,41 €**
- **Service d'activités de jour (foyer de vie semi-internat)** **85,40 €**

Pour l'exercice budgétaire **2016**, les dépenses et recettes prévisionnelles sont autorisées comme suit, par groupes fonctionnels :

Charges	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	358 609,00 €
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	2 254 264,00 €
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	251 152,00 €
	Total	2 864 025,00 €
Produits	Groupe I : produits de la tarification et assimilés	2 839 713,00 €
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	11 743,86 €
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	2 123,00 €
	Total	2 853 579,86 €
Reprise de résultat 2014 (excédent)		10 445,14 €

Article 2 :

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal inter-régional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon (184, rue Duguesclin - 69433 Lyon cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 3 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarification 2016 du foyer Bernard Quéting à La Tour du Pin - association familiale de l'Isère pour enfants et adultes handicapés intellectuels (AFIPaeim)

Arrêté n° 2016-3475 du 9 mai 2016

Dépôt en Préfecture le : 20 mai 2016

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale n° 2015 DOB A 05 02 du 20 novembre 2015 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 pour les établissements, les services sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées et personnes adultes handicapées ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale n° 2015 BP F 39 08 du 17 décembre 2015 déterminant le budget primitif 2016 notamment pour le secteur « personnes handicapées » ;

Vu les propositions budgétaires présentées par l'association AFIPaeim ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

ARRETE

Article 1 :

Le prix de journée applicable au **foyer de vie - foyer d'accueil médicalisé (FAM) Bernard Quélin** à La Tour du Pin pour personnes adultes handicapées, géré par l'AFIPaeim, est fixé ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} juin 2016**.

- **Prix de journée foyer de vie et hébergement FAM** **162,87 €**

Pour l'exercice budgétaire **2016**, les dépenses et recettes prévisionnelles sont autorisées comme suit, par groupes fonctionnels :

Charges	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	645 294,00 €
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	1 847 617,00 €
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	461 166,00 €
	Total	2 954 077,00 €
Produits	Groupe I : produits de la tarification et assimilés	2 957 006,00 €
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	5 781,09 €
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	2 181,00 €
	Total	2 964 968,09 €
Reprise de résultat 2014 (déficit)		-10 891,09 €

Article 2 :

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal inter-régional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon (184, rue Duguesclin - 69433 Lyon cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 3 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarification 2016 du foyer La Monta à Saint Egrève - association familiale de l'Isère pour enfants et adultes handicapés intellectuels (AFIPaeim)

Arrêté n° 2016-3477 du 9 mai 2016

Dépôt en Préfecture le : 20 mai 2016

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale n° 2015 DOB A 05 02 du 20 novembre 2015 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 pour les établissements, les services sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées et personnes adultes handicapées ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale n° 2015 BP F 39 08 du 17 décembre 2015 déterminant le budget primitif 2016 notamment pour le secteur « personnes handicapées » ;

Vu les propositions budgétaires présentées par l'association AFIPaeim ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

ARRETE

Article 1 :

Le prix de journée applicable au **foyer de vie - foyer d'accueil médicalisé (FAM) La Monta** à Saint Egrève pour personnes adultes handicapées, géré par l'AFIPaeim, est fixé ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} juin 2016**.

- **Prix de journée foyer de vie et hébergement FAM** **159,87 €**

Pour l'exercice budgétaire **2016**, les dépenses et recettes prévisionnelles sont autorisées comme suit, par groupes fonctionnels :

Charges	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	662 553,00 €
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	2 477 495,00 €
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	674 655,00 €
	Total	3 814 703,00 €
Produits	Groupe I : produits de la tarification et assimilés	3 764 203,00 €
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	4 018,26 €
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	34 527,00 €
	Total	3 802 748,26 €
Reprise de résultat 2014 (excédent)		11 954,74 €

Article 2 :

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal inter-régional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon (184, rue Duguesclin - 69433 Lyon cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 3 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarification 2016 du foyer Grand Ouest à Beaurepaire - association familiale de l'Isère pour enfants et adultes handicapés intellectuels (AFIPaeim)

Arrêté n° 2016-3478 du 9 mai 2016

Dépôt en Préfecture le : 20 mai 2016

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale n° 2015 DOB A 05 02 du 20 novembre 2015 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 pour les établissements, les services sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées et personnes adultes handicapées ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale n° 2015 BP F 39 08 du 17 décembre 2015 déterminant le budget primitif 2016 notamment pour le secteur « personnes handicapées » ;

Vu les propositions budgétaires présentées par l'association AFIPaeim ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

ARRETE

Article 1 :

Le prix de journée applicable au **foyer de vie - foyer d'accueil médicalisé (FAM) Grand Ouest** à Beaurepaire pour personnes adultes handicapées, géré par l'AFIPaeim, est fixé ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} juin 2016**.

- **Prix de journée foyer de vie et hébergement FAM** **172,34 €**

Pour l'exercice budgétaire **2016**, les dépenses et recettes prévisionnelles sont autorisées comme suit, par groupes fonctionnels :

Charges	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	502 380,00 €
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	1 413 245,00 €
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	457 190,00 €
	Total	2 372 815,00 €
Produits	Groupe I : produits de la tarification et assimilés	2 369 705,00 €
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	2 024,20 €
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	1 455,00 €
	Total	2 373 184,20 €
Reprise de résultat 2014 (déficit)		- 369,20 €

Article 2 :

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal inter-régional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon (184, rue Duguesclin - 69433 Lyon cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 3 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

BODI N° 313 de mai 2016

Tarification 2016 du service d'accompagnement à la vie sociale (SAVS) - association familiale de l'Isère pour enfants et adultes handicapés intellectuels (AFIPaeim)

Arrêté n° 2016-3479 du 9 mai 2016

Dépôt en Préfecture le : 20 mai 2016

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale n° 2015 DOB A 05 02 du 20 novembre 2015 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 pour les établissements, les services sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées et personnes adultes handicapées ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale n° 2015 BP F 39 08 du 17 décembre 2015 déterminant le budget primitif 2016 notamment pour le secteur « personnes handicapées » ;

Vu les propositions budgétaires présentées par l'association AFIPaeim ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

ARRETE

Article 1 :

La dotation globalisée du service d'accompagnement à la vie sociale (SAVS), géré par l'AFIPaeim, est fixée à **2 975 854 €** au titre de l'année **2016**.

Pour l'exercice budgétaire **2016**, les dépenses et recettes prévisionnelles sont autorisées comme suit, par groupes fonctionnels :

Charges	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	121 057,00 €
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	2 418 229,00 €
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	440 815,00 €
	Total	2 980 101,00 €
Produits	Groupe I : produits de la tarification et assimilés	2 975 854 ,00 €
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	6,77 €
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	3 438,00 €
	Total	2 979 298,77 €
Reprise de résultat 2014 (excédent)		802,23 €

Article 2 :

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal inter-régional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon (184, rue Duguesclin - 69433 Lyon cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 3 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Capacité des foyers de l'agglomération grenobloise gérés par l'association familiale de l'Isère pour enfants et adultes handicapés intellectuels (AFIPaeim)

Arrêté n° 2016-3590 du 9 mai 2016

Dépôt en Préfecture le : 20 mai 2016

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

Vu l'arrêté de Monsieur le Président du Conseil général de l'Isère n° 2011-4212 du 28 avril 2011 relatif à la capacité autorisée des foyers de l'agglomération grenobloise AFIPaeim pour personnes adultes déficientes intellectuelles ;

Vu la délibération du conseil d'administration de l'association AFIPaeim en date du 16 décembre 2015 relative au projet de construction d'un foyer de 32 places sur la zone d'aménagement concerté (ZAC) Vigny Musset - îlot L à Grenoble permettant de regrouper sur un même site les unités Montrigaud de Seyssins et Verderet de Grenoble ;

Vu le projet remis, le 10 novembre 2015, concernant la réalisation par le bailleur social ACTIS, acteur de l'immobilier social - office public de l'habitat (OPH) de la région grenobloise, d'un foyer pour personnes handicapées géré par l'AFIPaeim ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

ARRETE

Article 1 :

L'association AFIPaeim est autorisée à étendre la capacité des foyers de l'agglomération grenobloise par la création d'1 place d'hébergement temporaire en foyer d'hébergement à mettre en œuvre dans le cadre de l'opération de construction d'un nouveau foyer d'hébergement de 32 places sur la ZAC de Vigny Musset îlot L à Grenoble. Ce nouveau foyer regroupera 31 places de foyer d'hébergement déjà existantes sur les unités Verderet de Grenoble (12 places) et Montrigaud de Seyssins (19 places).

Article 2 :

La capacité autorisée pour les foyers de l'agglomération grenobloise gérés par l'association AFIPaeim, accueillant des personnes adultes déficientes intellectuelles, est fixée comme suit :

FOYER D'HEBERGEMENT

158 places permanentes dont 31 places transférées des unités « Montrigaud » de Seyssins et « Verderet » de Grenoble dans le cadre de l'opération de construction du nouveau foyer ZAC Vigny Musset - îlot L à Grenoble :

	Avant ouverture du nouveau foyer de Vigny Musset	Après ouverture du nouveau foyer de Vigny Musset
Saint-Egrève - Chemin Vert	12 places	12 places
Saint-Egrève - Châtelet	8 places	8 places
Saint-Egrève - Muret	10 places	10 places
Saint-Egrève - Néron	11 places	11 places
Saint-Egrève - Vence	11 places	11 places
Grenoble - Verderet	12 places	0
Grenoble - Vigny Musset rue Sylphide	19 places	19 places
Grenoble - Vigny Musset îlot L	0	31 places
Saint-Martin le Vinoux - Horizons	26 places	26 places
Meylan - Béalières	15 places	15 places
Meylan - Pré-Long	15 places	15 places
Seyssins - Montrigaud	19 places	0
Total	158 places	158 places

2 places d'hébergement temporaire dont 1 place en création dans le cadre de la construction du foyer ZAC Vigny Musset- îlot L à Grenoble :

	Avant ouverture du nouveau foyer de Vigny Musset	Après ouverture du nouveau foyer de Vigny Musset
Saint Egrève - Châtelet	1 place	1 place
Grenoble - Vigny Musset îlot L	0	1 place
Total	1 place	2 places

SERVICE D'ACTIVITES DE JOUR (SAJ)

73 places réparties comme suit :

	Capacité
La Monta - Saint Egrève	48 places
Les Allobroges - Grenoble	25 places
Total	73 places

Article 3 :

Les personnes accueillies simultanément en foyer d'hébergement et en service d'activités de jour relèvent d'une prise en charge foyer de vie.

Article 4 :

Dans la mesure où l'autorisation de fonctionnement initiale des foyers de l'agglomération grenobloise AFIPaeim est intervenue avant la date de publication de la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002, la présente autorisation est accordée jusqu'au 3 janvier 2017.

Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles (CASF). Il prendra en considération le respect du délai de trois ans octroyé pour le commencement d'exécution des travaux à compter de la notification du présent arrêté d'autorisation, conformément à l'article L. 313-1 du CASF.

Article 5 :

Le présent arrêté vaut autorisation de fonctionnement sous réserve des conclusions favorables des contrôles de conformité à réaliser avant ouverture des nouveaux locaux comme prévu à l'article L. 313-6 du CASF.

Article 6 :

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour les personnes ou organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 7 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère et notifié à Monsieur le Président de l'association AFIPaeim.

**

DIRECTION DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE

POLE RESSOURCES CULTURE-PATRIMOINE

Politique : - Culture et citoyenneté

Programme : Equipements patrimoniaux, Patrimoine protégé, Patrimoine non protégé, Valorisation des sites patrimoniaux, Mémoire et droits de l'Homme

Opération : Equipements patrimoniaux, Monuments classés, Monuments inscrits, Sites et abords, Objets protégés, Pnp des communes, Pnp des particuliers, Patrimoine, Mémoire-droits de l'Homme

Subventions de fonctionnement et d'investissement en faveur du patrimoine et des actions de mémoire et droits de l'Homme

Extrait des décisions de la commission permanente, du 27 mai 2016, dossier N° 2016 C05 E 24 03

Dépôt en Préfecture le : 01 juin 2016

LA COMMISSION PERMANENTE,

Vu le rapport du Président N° 2016 C05 E 24 03,

Vu l'avis de la commission de la culture, du patrimoine et de la coopération décentralisée,

DECIDE

* d'approuver pour le patrimoine de proximité un cadre de mise en œuvre complémentaire aux critères du plan de relance en matière de patrimoine adoptés par l'assemblée départementale le 25 mars dernier. Cette aide, à caractère qualitatif et conservatoire encourage le recours à un maître d'œuvre lorsque nécessaire et peut renforcer les aides territoriales existantes, aux taux de :

- 15 % supplémentaires pour les biens publics aidés dans le cadre du contrat territorial, et 20 % s'il est fait recours à un maître d'œuvre, dans la limite de 80 % de financements publics maximum ;

BODI N° 313 de mai 2016

- 25 % de la dépense subventionnable HT pour les biens publics non éligibles aux contrats territoriaux, portés à 30 % s'il est fait appel à un maître d'œuvre ;
- 25 % de la dépense subventionnable TTC pour les biens privés portés à 30 % s'il est fait appel à un maître d'œuvre.

Une commission composée du Vice-président en charge du patrimoine, du directeur de la culture ou de son adjoint, du chef du service du patrimoine culturel ou de son adjoint, et de la personne responsable du programme au sein du service du patrimoine culturel, se réunira tous les deux à trois mois pour l'examen des dossiers.

Le tableau annexé récapitule l'ensemble des critères de l'aide départementale en faveur de la restauration du patrimoine.

* d'attribuer une subvention de 100 000 € à la Communauté d'agglomération du Pays voironnais pour la première tranche des travaux de réalisation du Musée archéologique de Paladru. Pour mémoire, le Département consacrera 1 000 000 € à ce projet dont le coût total est estimé à 4 734 000 € et dont les phases de réalisation sont programmées sur les exercices 2016 à 2019.

* de répartir les subventions suivantes, détaillées en annexe :

- 816 460 € en faveur des projets de sauvegarde et de restauration du patrimoine ;
- 57 500 € en faveur des projets de valorisation et d'animation du patrimoine ;
- 14 400 € en faveur des actions de mémoire et des droits de l'Homme.

* de solliciter du Préfet une dérogation au principe du financement public de 80% maximum pour la prise en charge de la part communale sur les travaux d'urgence des maçonneries du château de Bressieux, soit la somme de 152 270 € inscrite dans le tableau relatif à la restauration du patrimoine joint en annexe.

* d'approuver et d'autoriser la signature d'une convention avec l'ACONIT et Grenoble-Alpes-Métropole pour la conservation des collections informatiques et télématiques de l'association.

* de réaffecter les subventions suivantes :

- 976 € engagés à tort en 2015 en faveur de la commune de Mens, à réaffecter à M. T E pour la réfection de la toiture d'une maison ;
- 836 € attribués en 2015 à la commune de Dionay pour la restauration de la cloche de la chapelle Saint-Jean-le-Fromental, à affecter à la commune fusionnée de Saint-Antoine – Dionay.

le patrimoine de proximité

Propositions en vue de la mise en place des aides du Département dans le cadre du plan de relance « patrimoine »

La notion de **patrimoine de proximité** recouvre des éléments qui :

Ne font l'objet d'aucune protection nationale ou départementale (Monuments historique ou Label)

Peuvent concerner l'ensemble des domaines : historique, archéologique, artistique, ethnographique, scientifique et technique...

Présentent un caractère d'ancienneté suffisant pour être qualifiés de patrimoine.

Au sein de ce dispositif, le principe est de retenir ce qui « **fait paysage** », c'est-à-dire le patrimoine qui par sa position, ses matériaux, sa force de témoignage, son caractère structurant pour un territoire contribue à la qualité du paysage et à la qualité du cadre de vie.

Le plan de relance appliqué au patrimoine permet donc de réaliser des **travaux à caractère patrimonial**, dans les règles de l'art, en respectant le caractère ancien du bâti et les matériaux utilisés. Les travaux subventionnés auront donc un caractère qualitatif et conservatoire.

Une bonification sera proposée s'il est fait recours à un maître d'œuvre qualifié.

Ces aides peuvent concerner **les études préalables** aux travaux et les **travaux** réalisés sur des édifices publics ou privés et tous les types de patrimoine (rural, religieux, vernaculaire, industriel). Les aménagements des abords des édifices qui contribueront à les mettre en valeur seront également pris en compte.

→ Ce dispositif concernant le bâti sera accompagné techniquement par le Service du patrimoine culturel du Département (un technicien spécialement affecté appuyé par deux architectes spécialisés).

Afin d'appréhender dans son ensemble le patrimoine de proximité il convient également d'apporter des aides financières aux **objets (mobilier) publics non protégés** (objets religieux ou civils tels qu'une bannière de la société de secours mutuel, les chenets républicains de la mairie, etc...) ainsi qu'aux décors (recherche en décor peint dans une chapelle par exemple).

→ Ce dispositif concernant les objets et les décors sera accompagné par le Service du patrimoine culturel du Département (conservateur des Antiquités et Objets d'Art).

Les critères techniques

. Le critère principal est donc que le patrimoine à aider soit un élément de paysage visible depuis la voie publique ou depuis un sentier de randonnée (GR, PDIPR).

. Ce patrimoine de proximité faisant paysage s'articule autour de plusieurs thèmes qui concernent l'ensemble du territoire isérois, tant en milieu rural qu'urbain.

→ l'eau (par exemple les puits, lavoir, fontaine, bassin, pont, source aménagée, réseau de canaux...)

→ le patrimoine public partagé (par exemple les mairie, école, monument aux morts...)

→ le petit patrimoine religieux (par exemple les croix de chemin ou de carrefour, clocher, oratoire...)

→ la ruralité marquante (toit en lauze, clôture de champs en pisé à couverture de tuiles ou en palis ou en osiers...)

→ ce qui marque un usage public disparu (par exemple les maison de garde-barrière, maison de cantonnier, bornes anciennes, gare de tramway, devanture commerciale en bois ou enseigne anciennes, etc.)

Les critères financiers

→ Pour le patrimoine public :

Lorsque le patrimoine retenu peut être aidé dans le cadre du contrat territorial, bonus de 15% dans la limite du montant maximal de 80 % d'aides publiques, ce bonus est porté à 20% s'il est fait appel à un maître d'œuvre.

Lorsque le patrimoine retenu ne peut pas être aidé dans le cadre du contrat territorial, aide de 25% de la dépense subventionnable HT, portée à 30 % si le maître d'ouvrage fait appel à un maître d'œuvre.

→ Pour le patrimoine privé :

25% de la dépense subventionnable TTC, porté à 30 % si le maître d'ouvrage fait appel à un maître d'œuvre.

Les modalités de choix

Sur la base d'un repérage des projets réalisés par le Service du patrimoine culturel et les 13 territoires, en invitant les propriétaires publics et privés à faire remonter leurs projets patrimoniaux, une commission composée du Vice-président en charge du patrimoine, du directeur de la culture ou de son adjoint, du chef du service du patrimoine culturel ou de son adjoint, et de la personne responsable du programme au sein du service du patrimoine culturel, se réunira tous les deux à trois mois pour l'examen des dossiers.

Critères financiers d'intervention pour la restauration du patrimoine de l'Isère

Séance du 25 mars 2016 - Commission permanente du 27 mai 2016

Type de patrimoine	Nature des travaux	Etat antérieur				Proposition Plan de relance 2016, 2017, 2018		
		Etat		Département		Département		
		Taux	Plafond	Taux	Plafond	Taux	Plafond	
Edifice public classé MH	Restauration	50 % maximum	Aucun	40 % du déficit d'opération HT	Aucun	60 % minimum du déficit d'opération HT (complété par un double financement du territoire si le taux du contrat est plus favorable)*	Aucun	
Edifice public inscrit MH	Restauration	40 % maximum	Aucun	40 % du déficit d'opération HT	Aucun	60 % minimum du déficit d'opération HT (complété par un double financement du territoire si le taux du contrat est plus favorable) *	Aucun	
Edifice privé classé MH	Restauration	50 % maximum	Aucun	10 % du coût TTC des travaux	Aucun	30 % de la dépense subventionnable TTC	Aucun	
Edifice privé inscrit MH	Restauration	40 % maximum	Aucun	10 % du coût TTC des travaux (15 % si maître d'œuvre)	Aucun	30 % de la dépense subventionnable TTC (40 % si maître d'œuvre)	Aucun	
Objet classé MH public	Restauration	50 % maximum	Aucun	40 % du déficit d'opération HT	Aucun	60 % du déficit d'opération HT *	Aucun	
Objet classé MH privé	Restauration	50 % maximum		10 % du cout des travaux TTC	Aucun	30 % de la dépense subventionnable TTC	Aucun	
Objet inscrit MH public	Restauration	25 % du cout HT	Aucun	40 % du déficit d'opération HT	Aucun	60 % du déficit d'opération HT *	Aucun	
Objet inscrit MH privé	Restauration	25 % du cout HT	Aucun	40 % du déficit d'opération HT	Aucun	30 % de la dépense subventionnable TTC	Aucun	
Edifice public situé aux abords d'un MH, dans une AVAP, une ZPPAUP, un Site protégé	Restauration	0		40 % du déficit d'opération HT	Aucun	60 % minimum du déficit d'opération HT (complété par un double financement du territoire si le taux du contrat est plus favorable)*	Aucun	

Type de patrimoine	Nature des travaux	Etat antérieur				Proposition Plan de relance 2016, 2017, 2018	
Edifice privé situé aux abords d'un MH, dans une AVAP, une ZPPAUP, un Site protégé	Restauration	0		10 % du coût TTC des travaux	Aucun	30 % de la dépense subventionnable TTC (40 % si maître d'œuvre)	Aucun
Edifice public labélisé "Patrimoine en Isère"	Restauration	0		30 % du coût HT	30 000 €	40 % de la dépense subventionnable HT (complété par un double financement du territoire si le taux du contrat est plus favorable)*	Aucun
Edifice privé labélisé "Patrimoine en Isère"	Restauration	0		25 % du coût TTC	30 000 €	30 % de la dépense subventionnable TTC, 40 % si maître d'œuvre	Aucun
Valorisation d'un édifice public classé MH (signalétique, éclairage, aménagement des abords)	Valorisation	0		0		20 % de la dépense subventionnable HT	Aucun
Valorisation d'un édifice privé inscrit MH (signalétique, éclairage, aménagement des abords)	Valorisation	0		0		20 % de la dépense subventionnable TTC	Aucun
Patrimoine protégé public	Restauration	0		En fonction des orientations et des taux d'intervention des contrats territoriaux	En fonction des orientations et des taux d'intervention des contrats territoriaux	15 % en plus de l'aide possible du territoire dans la limite de 80 % d'aides publiques maximum, 20% si maître d'œuvre 25 % de la dépense subventionnable HT lorsque le projet ne peut être aidé dans le cadre du contrat territorial, 30% si maître d'œuvre	Aucun
Patrimoine protégé privé	Restauration	0		0		25 % de la dépense subventionnable TTC, 30 % si maître d'œuvre	Aucun

* Pour les communes de moins de 300 habitants ou pour les communes dont il est établi que la restauration de leur patrimoine n'est pas à la mesure de leurs moyens, des dérogations préfectorales doivent être sollicitées pour que le taux de financement public dépasse 80% ou que la part communale soit prise en charge par le Département.

CONVENTION DE PARTENARIAT 2016 ENTRE

**Grenoble-Alpes Métropole, le Département de l'Isère
& l'Association pour un COnservatoire de l'Informatique
et de la Télématique (ACONIT)**

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ :

ENTRE D'UNE PART :

Grenoble-Alpes Métropole, dont le siège est situé à l'immeuble "Le Forum" au 3 rue Malakoff sis 38000 GRENOBLE, représentée par son Président en exercice, Monsieur Christophe FERRARI, dûment habilité aux fins des présentes par une délibération du Conseil métropolitain en date du 1^{er} avril 2016.

ci-après désignée par « Grenoble-Alpes Métropole » ou la « Métropole »,

Le Département de l'Isère, dont le siège est situé à l'Hôtel du Département au 7 rue Fantin Latour sis 38022 GRENOBLE, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre BARBIER, dûment habilité aux fins des présentes par une décision de la commission permanente en date du 27 mai 2016 .

ci-après désigné par « le Département »,

ci-après conjointement désignés par « les collectivités ».

ET D'AUTRE PART :

L'Association pour un Conservatoire de l'Informatique et de la Télématique (ACONIT), régie par les dispositions de la loi du 1er juillet 1901, déclarée en Préfecture le 24 janvier 1985 sous le numéro 0 381 014 059, dont le siège social se situe au 46 avenue Félix Viallet sis 38031 GRENOBLE, représentée par son Président, Monsieur Philippe DUPARCHY, dûment habilité aux fins des présentes.

ci-après désignée par « l'Association » ou l'« ACONIT ».

CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE

Le Département de l'Isère et la Métropole souhaitent participer à la sauvegarde et à la conservation des collections de l'association ACONIT. Ce projet s'inscrit dans le cadre d'une initiative plus large pour la diffusion de la culture scientifique et technique.

Ses missions sont les suivantes :

recherche sur l'histoire et l'évolution de l'informatique et des technologies associées,

accompagnement de projets de recherches,

gestion de la collection de matériels, d'objets et documents liés à l'informatique à la télématique, au numérique et à leur environnement,

remise en état et maintien en fonctionnement de certains matériels, en soutien à la diffusion de la culture scientifique et technique,

enrichissement et mise à jour du fonds documentaire,

enrichissement du site internet selon l'évolution actuelle du patrimoine informatique afin d'augmenter l'attractivité pour cette science et les fondamentaux du numérique,

sensibilisation à la sauvegarde du patrimoine scientifique et technique contemporain pour le territoire de l'académie, en partenariat avec le CNAM-Musée des Arts et Métiers.

Le CNAM-Musée des Arts et Métiers a établi un partenariat avec l'ACONIT depuis le début de l'année 2004. Il apporte son soutien technique à la réalisation de l'inventaire de la collection de l'Association et participe au financement de cette opération, réalisée dans le cadre de l'inventaire national du patrimoine scientifique et technique.

L'Association loue depuis début 2005 des locaux situés 12 rue Joseph Rey à Grenoble pour y accueillir l'ensemble de son activité et de sa collection. Depuis 2005, les collectivités participent conjointement au financement du loyer et des charges associées au local loué par l'Association et ont contribué au financement des aménagements initiaux dudit local. Considérant l'intérêt départemental des collections détenues et des missions de valorisation exercées par l'ACONIT dans le domaine de la culture scientifique et technique, une convergence d'intérêt fonde la collaboration qui s'instaure entre le Département, la Métropole et l'ACONIT.

Article 1^{er} – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de prévoir dans quelles conditions le Département et la Métropole s'engagent, au titre de l'exercice 2016, à soutenir financièrement la sauvegarde des collections de l'Association par la mise à disposition de ressources permettant d'en assurer la conservation dans de bonnes conditions.

Au-delà de l'objet décrit ci-dessus, il est précisé que :

les collectivités pourront continuer à soutenir financièrement l'ACONIT, sur la base de décisions spécifiques, chacune pour leur propre compte et dans le cadre de négociations séparées entre l'Association et chacune des collectivités durant la durée d'exécution de la présente convention, pour les autres aspects de la vie de l'ACONIT,

le Département de l'Isère pourra apporter des conseils scientifiques liés à la gestion de la collection et à sa mise en valeur,

après inventaire et évaluation de la collection, l'ACONIT, propriétaire de sa collection, s'engage à en faire don à une structure publique en charge de ce patrimoine scientifique. Ce don se fera selon les modalités d'une convention spécifique préservant les droits des donateurs et des déposants à l'égard des objets placés sous la responsabilité d'ACONIT. En tout état de cause, ce don n'interviendra que lorsque la collection sera installée de façon définitive dans les locaux d'un espace dédié permettant sa conservation, son entretien et sa mise en culture.

Article 2 – Durée de la convention

La présente convention prendra effet à compter de sa date de signature par les trois parties et produira ses effets jusqu'au 31 décembre 2016 inclus.

Article 3 – Obligations de l'association et évaluation

3.1. Obligations générales

L'Association prend l'engagement de se conformer aux prescriptions réglementaires relatives à l'exercice de son objet.

En outre, l'Association s'engage à assurer ses obligations fiscales et sociales, de telle sorte que la responsabilité des collectivités ne puisse être recherchée.

3.2. Obligations comptables

L'ACONIT s'engage à tenir une comptabilité conforme au Plan Comptable Général et à gérer avec toute la rigueur requise les fonds qui lui sont attribués. Afin de justifier du bon emploi de ses financements, et conformément aux dispositions de l'article L. 1611-4 du Code général des collectivités territoriales, L'ACONIT s'engage à transmettre à la Métropole un mois après la tenue de son Assemblée générale et, au plus tard, à l'expiration d'un délai de six mois suivant la clôture de l'exercice comptable, les documents mentionnés ci-dessous :

les comptes annuels, à savoir son bilan, son compte de résultat ainsi que ses annexes comptables, certifiés conformes par le Président de l'association et par le Commissaire aux comptes nommé conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment ses articles L. 612-4 et D. 612-5. Les rapports du Commissaire aux comptes devront être transmis : rapport général ainsi que rapport spécial le cas échéant ;

la justification de l'affectation des subventions perçues ;

le rapport d'activité de l'année écoulée.

A cette fin, le Département et la Métropole peuvent se faire présenter toutes pièces et tous documents nécessaires. Ils peuvent procéder à toute vérification utile pour s'assurer que la subvention est utilisée dans les conditions prévues à la présente convention.

De manière générale, l'ACONIT s'engage à faciliter le contrôle, par le Département et la Métropole, de la réalisation des missions, en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables nécessaires pour cela.

3.2. Obligations d'information

L'ACONIT s'engage à informer les collectivités de son action relative aux engagements pris aux termes de cette convention.

L'ACONIT s'engage à organiser dans le courant du 4ème trimestre de l'année 2016 une réunion avec les collectivités au cours de laquelle elle présentera l'état d'avancement du projet et des actions à la date de la réunion, sous la forme d'un rapport écrit. Elle présentera aussi son plan d'actions et un budget prévisionnel détaillé de l'année à venir, validés par l'Assemblée générale de l'Association.

En cas de difficulté d'exécution, d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'ACONIT, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer les collectivités sans délai par lettre recommandée avec avis de réception.

L'ACONIT communiquera sans délai aux collectivités copie des déclarations relatives aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association (articles 3, 6 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901) ainsi que tout acte portant modification des statuts, dissolution ou procédure collective. Elle s'engage à produire tout document que le droit positif postérieur à la signature de la présente convention pourrait exiger.

L'ACONIT devra en outre prévenir sans délai le Département et Métropole de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion.

Article 4 – Relations financières entre les parties

Pendant la durée de la convention, les collectivités assurent conjointement le financement du loyer et des charges associées au local loué par l'Association.

L'opération est ainsi définie : l'Association loue des locaux compatibles avec ses besoins de sauvegarde patrimoniale, organisés en réserves visitables situés au 12 rue Joseph Rey à Grenoble, pour un coût annuel de location évalué par l'Association pour 2015 à 46 600 € TTC (charges, taxes et fluides inclus). Pour mémoire, l'évaluation produite par l'Association pour l'année 2014 était de 46 111 € TTC.

Le Département de l'Isère et Grenoble-Alpes Métropole verseront le montant de leurs contributions au loyer et aux charges à l'Association sous la forme de subventions, au titre de l'année 2016, sur la base de la répartition suivante:

10 000 euros par le Département de l'Isère,

20 000 € par la Métropole.

L'Association s'engage à respecter tous les textes qui régissent la vie des associations et à gérer avec toute la rigueur requise les fonds qui lui sont attribués. Elle en garantira une destination conforme à son objet social. A ce titre, l'Association doit pouvoir justifier en permanence de l'emploi des subventions reçus. Pour ce faire, elle tiendra sa comptabilité à la disposition du Département et de la Métropole afin de vérifier l'exactitude des documents fournis.

Les subventions seront versées sur le compte de l'association conformément aux conditions en vigueur pour chaque collectivité. Les sommes non utilisées ou non utilisées aux fins prévues

seront reversées aux comptables assignataires du Département et de la Métropole. Sur simple demande d'une des collectivités, l'Association devra communiquer tous ses documents comptables et de gestion relatifs aux périodes couvertes par la convention, aux fins de vérifications par la personne habilitée par le Département ou la Métropole. Le contrôle pourra porter sur l'année en cours ainsi que les trois exercices précédents.

L'Association recherchera toutes les aides possibles auprès des institutions partenaires ou tout autre organisme et s'engage à en tenir informé les collectivités lors de la présentation du budget prévisionnel.

Article 5 – Communication

Les documents édités par l'ACONIT porteront les logos du Département et de la Métropole selon les règles définies par leurs chartes graphiques respectives.

L'ACONIT fournira au Département et à la Métropole, à leur demande, en conformité avec les dispositions du Code de la propriété intellectuelle, tous les documents utiles à la réalisation de supports de communication ou de manifestations destinées à la promotion des actions métropolitaines et départementales. Les collectivités auront ainsi la possibilité de communiquer directement sur leur partenariat avec l'Association et sur les manifestations qu'elles accompagnent dans ce cadre, par le biais de tout support de communication qu'elles jugeront opportuns.

L'Association garantit expressément au Département et à la Métropole l'exercice paisible des droits cédés et notamment qu'elle est seule propriétaire de tous les droits attachés à l'œuvre et qu'elle a pleins pouvoirs et qualités pour accorder les droits cédés.

Article 6 – Assurances

L'ACONIT s'engage à contracter toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et notamment pour garantir le Département et la Métropole contre tous les sinistres dont ils pourraient être responsables ou victimes dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention.

La preuve de satisfaction de ces exigences sera fournie aux collectivités par la production d'une attestation des assureurs concernés.

Article 7 – Avenant à la convention

La présente convention ne pourra être modifiée que par avenant conclu d'un commun accord entre l'Association et les collectivités, pour la durée résiduelle d'application de la convention. Le cas échéant, cet avenant précisera les éléments modifiés de la convention initiale, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er} des présentes. Étant attaché à la présente convention, tout avenant sera soumis aux mêmes dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les conséquences qu'elle emporte. L'autre partie dispose d'un délai de deux mois pour y faire droit.

Article 8 – Renouvellement de la convention

La présente convention ne pourra être reconduite que de manière expresse.

Article 12 – Résiliation

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties de l'une ou l'autre de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des autres parties, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations de la présente convention de partenariat et restée infructueuse.

La présente convention sera rendue caduque en cas de dissolution de l'Association, laquelle entraînera le reversement de la subvention au *prorata temporis* de la réalisation du budget annuel prévisionnel.

Article 13 – Litiges

En cas de difficultés liées à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforcent de résoudre leurs différends à l'amiable. En cas de désaccord persistant, celui-ci sera porté devant le Tribunal administratif de Grenoble.

Article 14 – Domiciliation

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile à leurs sièges respectifs.

La présente convention a été faite en trois exemplaires originaux, dont l'un pour chacune des parties.

A Grenoble, le

Pour Grenoble-Alpes
Métropole,
Le Président,
Christophe FERRARI

Pour l'Association ACONIT,
Le Président,
Philippe DUPARCHY

Pour le Département de l'Isère,
Le Président,
Jean-Pierre BARBIER

Commission permanente du 27 mai 2016 - Aide à la restauration du patrimoine : 1ère répartition 2016

Tiers	Opération	Dépense subventionnable	Participation Etat			Participation Département				Propositions CP du 27 mai 2016	Commune	Canton	Territoire	
			Progr.	Subv.	%	Subvention calculée	%	Crédits demandés	Nature analytique "Sub I matériel, mobilier, études					Nature analytique "Sub I bâtiments et installations"
Patrimoine communal et intercommunal														
Programme 1999P088 - Patrimoine protégé						-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opération : Monuments classés (O002)						-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commune de Grenoble	Eglise Saint André : restauration clocher tranches conditionnelles 1+2	927 953	50	460 350	40	280 562	30,23	280 562		280 562	Grenoble	Grenoble 2	Agglomération grenobloise	
Commune de Roussillon	Château de Roussillon : solde restauration et valorisation CP du 24.07.15 : 20 000 € CP du 20.11.15 : 82 123 €	319 134	2014	49 304	20	107 932	33,82	5 809		5 809	Roussillon	Roussillon	Isère Rhodanienne	

	Reste à voter en 2016 après confirmation aide DRAC : 5 809 €												
CC Le Grésivaudan	Manoir de Vaubonais - La Pierre : travaux de confortement	385 479	2013	77 096	20	185 030	48,00	185 030		185 030	La Pierre	Haut Grésivaudan	Grésivaudan
Commune de Bressieux	Château : restauration urgente des maçonneries + part communale	276 870	2016	124 600	45	152 270	55,00	152 270		152 270	Bressieux	Bièvre	Bièvre Valloire
<i>Total Opération</i>						725 794		623 671	0	623 671			

623 671

<i>Opération : Monuments inscrits (O003)</i>										-	-	-	-	-
CC du Territoire de Beaurepaire	Château de Montseveroux : travaux de restauration	50 000	?			30 000	60,00	30 000		30 000	Montseveroux	Roussillon	Bièvre Valloire	
<i>Total Opération</i>						30 000		30 000	0	30 000				
									30 000					

<i>Opération : Sites et Abords (O004)</i>										-	-	-	-	-
-------------------------------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	---	---	---	---

Commune de Theys	Eglise complément restauration du beffroi, clocher, enduit, système électrique des cloches + part communale CP du 24.07.2015 : 4 644 € votés	46 902	?	8 663	20	9 542	20,34%	9 542		9 542	Theys	Haut Grésivaudan	Grésivaudan
Commune de Revel-Tourdan	Eglise Saint Jean Baptiste restauration intérieure	70 880	non			42 528	60,00	42 528		42 528	Revel Tourdan	Roussillon	Bièvre Valloire
<i>Total Opération</i>						9 542		9 542	0	52 070			
									52 070				

<i>Opération : Objets protégés (O005)</i>													
- - - - -													
Commune de Varcis Allières et Risset	Tableau "Le martyr de St Maurice" : restauration	9 497	2016	4 749	50	2 849	30,00	2 849	2 849		Varcis Allières et Risset	Pont de Claix	Agglomération grenobloise
Commune de La Tronche	Fonds Jacquier : campagne de restauration 2016	3 683	2016	737	20	1 768	47,99	1 768	1 768		La Tronche	Meylan	Agglomération grenobloise
<i>Total Opération</i>						4 616		4 617	4 617	0			
									4 617				
Total programme 1999P088 - Patrimoine protégé (communes et intercommunalités)						769 952		667 830	4 617	705 741			
									710 358				

Patrimoine privé

Programme 1999P088 - Patrimoine protégé													
Opération : Monuments classés (O002)													
Monsieur Henri de Varax	Château de Terrebasse : réfection toiture en cuivre au dessus de la bibliothèque et croupe au- dessus de l'entrée, côté rue	9 251	2016	1 850	20	2 77 5	3 0	2 775		2 775	Ville sous Anjou	Roussi llon	Isère Rhoda nienne
<i>Total Opération</i>						2 77 5	-	2 775	0	2 775			
Opération : Monuments inscrits (O003)													
Monsieur Philippe Seigle	Château de Barbarin - Revel Tourdan : complément honoraires reprise d'une pierre et encadrement de la porte d'entrée	1 155	2015	231	20	17 3	1 5	173		173	Revel Tourda n	Beaur epaire	Bièvre Valloire
Monsieur Régis de Larouillère	Château neuf de Vertrieu : remise en peinture des menuiseries des volets	81 421	2015	5 382	20	32 56 8	4 0	32 568		32 568	Vertrie u	Crémi eu	Haut Rhône Dauphi nois
Monsieur Hubert Roux de Bézieux	Communs de la Chartreuse de Salette - Balme les Grottes : complément restauration façades	3 465	2015			1 38 6	4 0	1 386		1 386	La Balme les Grottes	Morest el	Haut Rhône Dauphi nois
Monsieur Philippe Seigle	Château de Barbarin - Revel Tourdan : entretien menuiseries et élagage chêne	13 934	2016	2 787	20	5 57 4	4 0	5 574		5 574	Revel Tourda n	Beaur epaire	Bièvre Valloire
Monsieur Yves de Solages	Maison forte de Mollarond - St Jean d'Avelanne : réfection toiture aile nord	36 818	2016	7 363	20	14 72 7	4 0	14 727		14 727	Saint Jean d'Avela nne	Chartr euse Guiers	Vals du Daouhi né
<i>Total Opération</i>						54 42		54 428	0	54 428			

										8				
<i>Opération : Sites et Abords (O004)</i>										-	-	-	-	-
M. Jean-Claude Bergonso	Maison - Crémieu : restauration des façades	45 946	non			18 379	4 0	18 379		18 379	Crémieu	Crémieu	Haut Rhône dauphinois	
M. Jean-Philippe Michoud	Maison à Brangues : réfection de la toiture	15 970	non			4 791	3 0	4 791		4 791	Brangues	Morestel	Haut Rhône dauphinois	
M. Mario De Castro	Maison à Brangues : réfection de la toiture	39 437	non			11 831	3 0	11 831		11 831	Brangues	Morestel	Haut Rhône dauphinois	
Madame Durand Monsieur Baulu	Maison à Dolomieu : réfection de la toiture	32 630	non			9 789	3 0	9 789		9 789	Dolomieu	La Tour du Pin	Vals du Dauphiné	
M. Jean Nême	Maison à Mens : réfection de toiture	5 903	non			1 771	3 0	1 771		1 771	Mens	Matheysine-Trièves	Trièves	
<i>Total Opération</i>						46 561		46 561	0	46 561				
<i>Opération : Objets protégés (O005)</i>										-	-	-	-	
Fondation de France	Château de Sassenage : restauration siège estampillé St Georges	5 532	2016	1 272	2 3	1 660	30,00	1 160	1 160		Sassenage	Fontaine Vercors	Agglomération grenobloise	
<i>Total Opération</i>						1 660		1 160	1 160	0				
Total programme 1999P088 - Patrimoine protégé (particuliers)					306 968		77 698	1 160	103 764					
								104 924						

Programme 1999P087 - Patrimoine non protégé - Label "Patrimoine en Isère"

Opération : Patrimoine non protégé des Particuliers (O002) -

M. et Mme Philippe d'Humières	Maison Blanche - Saint Didier de la Tour : peinture de volets et de 3 portails de la cour d'entrée	3 928			1 178	30	1 178		1 178	Saint Didier de la Tour	La Tour du Pin	Vals du Dauphiné
				1 178			1 178	0	1 178			
								1 178				

Total Programmes 1999P087 et 1999P088 (communes et intercommunalités + particuliers)

5 777	810
816 460	683

Récap

Programme	Opération	Tranche	Nature analytique	Montant	Imputations			
					20414-1	20414-22	2042-1	2042-22
1999P088	O002-Monuments Classés	T12-Inv 2011	2448 - Sub I com/interco bâtimenst/installations	623 671		623 671		
1999P088	O002-Monuments Classés	T12-Inv 2011	2436 - Sub I com/interco mobilier, matériel, études	0				
1999P088	O002-Monuments Classés	T12-Inv 2011	2439 - Sub I privés bâtimenst/installations	2 775				2 775
1999P088	O002-Monuments Classés	T12-Inv 2011	2438 - Sub I privés mobilier, matériel, études	0				
1999P088	O003-Monuments Inscrits	T07-Inv 2011	2448 - Sub I com/interco bâtimenst/installations	30 000		30 000		
1999P088	O003-Monuments Inscrits	T07-Inv 2011	2436 - Sub I com/interco mobilier, matériel, études	0				
1999P088	O003-Monuments Inscrits	T07-Inv 2011	2439 - Sub I privés bâtimenst/installations	54 428				54 428
1999P088	O003-Monuments Inscrits	T07-Inv 2011	2438 - Sub I privés mobilier, matériel, études	0				
1999P088	O004-Sites et Abords	T06-Inv2011	2448 - Sub I com/interco bâtimenst/installations	52 070		52 070		
1999P088	O004-Sites et Abords	T06-Inv2011	2436 - Sub I com/interco mobilier, matériel, études	0				

1999P088	O004-Sites et Abords	T06-Inv2011	2439 - Sub I privés bâtimenst/installations	46 561				46 561
1999P088	O004-Sites et Abords	T06-Inv2011	2438 - Sub I privés mobilier, matériel, études	0				
1999P088	O005-Objets protégés	T09-Inv 2011	2436 - Sub I com/interco mobilier, matériel, études	4 617	4 617			
1999P088	O005-Objets protégés	T09-Inv 2011	2438 - Sub I privés mobilier, matériel, études	1 160			1160,00	
1999P087	O001-Pnp des communes	T08-Inv 2011	2448 - Sub I com/interco bâtimenst/installations					
1999P087	O001-Pnp des communes	T08-Inv 2011	2436 - Sub I com/interco mobilier, matériel, études					
1999P087	O002-Pnp des particuliers	T09-Inv 2011	2439 - Sub I privés bâtimenst/installations	1 178				1 178
1999P087	O002-Pnp des particuliers	T09-Inv 2011	2438 - Sub I privés mobilier, matériel, études	0				
1999P075	O001-Aide aux équipements muséographiques	T05-Inv 2016	2448 - Sub I com/interco bâtimenst/installations	100 000		100 000		
Total				916 460	4 617	805 741	1 160	104 942
				916 460				

Crédits 2016 = Dotation départementale 2016 : 129 162 € sur 1999P088O002 pour les monuments classés + 100 000 € sur 1999P075O001 pour le musée de Paladru :
+ Plan de relance Patrimoine BP 2016 : 1 000 000 € (sur opération 1999P087O001)

Reste à répartir	312 702
------------------	---------

Commission permanente du 27 mai 2016- Subventions de fonctionnement Patrimoine - 4ème répartition 2016

Tiers	Objet 2016	Politique	type	Discipline	Ville	Territoire	budget prévisionnel de l'opération 2016	Demande 2016	Montant proposé 2016
-------	------------	-----------	------	------------	-------	------------	-----------------------------------------	--------------	----------------------

Programme 1999P089 - Opération 002 - Patrimoine - Tranche 03

57

500

Nature analytique "Sub F Communes et structures intercommunales" - Imputation 65734/312 26
500

CC Pays du Grésivaudan	Musée des forges et moulins de Pinsot	Patrimoine	Animation du patrimoine	Patrimoine	Pinsot	Grésivaudan	87 867	12 000	10 000
Communauté du Pays Voironnais	Musée Mainssieux	Patrimoine	Équipement	Patrimoine	Voiron	Voironnais Chartreuse	176 000	10 000	8 000
Commune de Villard de Lans	Exposition "Attention ça glisse, l'épopée du ski à Villard de Lans"	Patrimoine	Équipement	Patrimoine	Villard de Lans	Vercors	104 530	4 000	4 000
Commune de Clonas sur Vareze	Fonctionnement de la villa Licinius consacrée à la mosaïque	Patrimoine	Équipement	Patrimoine	Clonas sur Vareze	Isère Rhodanienne			2 500
CC de l'Isle Crémieu	Randonnée patrimoniale "Une rando dans l'Isle"	Patrimoine	Animation	Patrimoine	Crémieu	Haut Rhône Dauphinois	4 800	2 400	2 000

Nature analytique "Sub F privés" - Imputation 6574/312 31
000

Ad Libitum (Cras)	Collection Ad Libitum : développement et	Patrimoine	Animation du patrimoine	Patrimoine	Cras	Sud Grésivaudan	62 000	22 000	12 000
-------------------	------------------------------------------	------------	-------------------------	------------	------	-----------------	--------	--------	--------

	perspectives								
ACONIT (Association pour un conservatoire de l'informatique et de la télématique)	Conservation et de valorisation des collections	Patrimoine	Animation du patrimoine	Scientifique et technique	Grenoble	Agglomération grenobloise	28 428	10 000	10 000
Vienne historique	Fêtes historiques "Des chevaliers aux mousquetaires"	Patrimoine	Animation	Patrimoine	Vienne	Isère Rhodanienne	7 500	4 000	2 000
Imagine Quirieu	Animation du site de Quirieu	Patrimoine	Animation	Patrimoine	Bouvesse Quirieu	Haut Rhône Dauphinois	9 765	2 500	2 000
Craterre - Centre international de la construction en terre	exposition pour la grange Chevrotière d'Artas sur la valorisation du pisé	Patrimoine	Animation du patrimoine	Patrimoine	Artas	Porte des Alpes	12 090	2 000	2 000
Association du patrimoine de Pellafol Obiou	Animations	Patrimoine	Equipement	Patrimoine	Pellafol	Matheysine	4 743	1 500	1 500
L'Anille	Valorisation du moulin de Saint Michel	Patrimoine	Patrimoine	Patrimoine	Saint Michel les Portes	Trièves	5 580	2 000	1 500

Total Subventions de fonctionnement patrimoine - 4ème répartition 2016

57
500

Commission permanente du 27 mai 2016 - Subventions de fonctionnement Mémoire et droits de l'Homme - 4ème répartition

2016

Tiers	Objet 2016	Politique	type	Discipline	Ville	Territoire	budget prévision nel de l'opérati on 2016	Deman de 2016	Prév u 201 6
Programme 2001P013 - Opération 001 - Mémoire et droits de l'Homme - Tranche 04									14 400
Nature analytique "Sub F Communes et structures intercommunales" - Imputation 65734/312									1 000
Commune de Charantonnay	Commémoration de la guerre de 14-18	Patrimoine	Mémoire et droits de l'homme	Mémoire	Charantonnay	Porte des Alpes	36 500	10 000	1 000
Nature analytique "Sub F privés" - Imputation 6574/312									13 400
Cinédia Productions	Documentaire "Ma parole libérée"	Patrimoine	Mémoire et droits de l'homme	Mémoire	Grenoble	Agglomération grenobloise	125 000	5 000	2 500
AGSPA (Association grenobloise de solidarité avec le peuple argentin)	Commémoration du 40ème anniversaire de l'avènement de la dictature en Argentine	Patrimoine	Mémoire et droits de l'homme	Mémoire	Seyssins	Agglomération grenobloise	21 010	4 000	2 000
APARDAP	Projet "Les migrations : parlons-en" : collecte de témoignages, réalisation d'un film, projections, organisation de la 1ère édition des états généraux des migrations à la MC2	Patrimoine	Mémoire et droits de l'homme	Mémoire	Grenoble	Agglomération grenobloise	16 700	6 000	1 000

Centre social d'Estressin	Réalisation film documentaire sur les migrations à Vienne	Patrimoine	Mémoire et droits de l'homme	Mémoire	Vienne	Isère Rhodanienne	49 000	10 000	1 500
Ligue de l'enseignement de l'Isère	Printemps de la fraternité	Patrimoine	Mémoire et droits de l'homme	Mémoire	Grenoble	Agglomération grenobloise	10 188	2 500	1 000
Histoires d'argile	Spectacle sur la Résistance en Vercors "en chemin"	Patrimoine	Mémoire et droits de l'homme	Mémoire	Varces Allières et Risset	Agglomération grenobloise	7 000	3 000	1 000
Association nationale des anciens, descendants et amis du maquis de l'Oisans	Activités 2016 : amélioration des outils de communication numériques	Patrimoine	Mémoire et droits de l'homme	Mémoire	Eybens	Agglomération grenobloise	7 900	1 600	900
ARAMHIS Asso Rivoise des amis de l'histoire	subvention exceptionnelle pour l'édition de l'ouvrage "Les rivois dans la Grande Guerre"	Patrimoine	Mémoire et droits de l'homme	Mémoire	Rives	Voironnais Chartreuse	7 900	1 000	800
Comité Traite Négrière Esclavage	12ème Rencontres Traite négrière - esclavage	Patrimoine	Mémoire et droits de l'homme	Mémoire	Grenoble	Agglomération grenobloise	4 725	1 500	800
MJC des Allobroges	Projet "Respect 2016"	Patrimoine	Mémoire et droits de l'homme	Mémoire	Grenoble	Agglomération grenobloise	6 910	1 900	800
UFAC (Union française des anciens combattants et victimes de guerre)	Activités	Patrimoine	Mémoire et droits de l'homme	Mémoire	Grenoble	Agglomération grenobloise	1 500	1 500	800

UDAMMAC - Union des marins et marins anciens combattants de l'Isère	Fonctionnement et activités	Patrimoine	Mémoire et droits de l'homme	Mémoire	Seyssins	Agglomération grenobloise	1 220	400	300
---------------------------------------------------------------------	-----------------------------	------------	------------------------------	---------	----------	---------------------------	-------	-----	-----

**

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Politique : - Ressources humaines

Adaptation des emplois

*Extrait des décisions de la commission permanente du 27 mai 2016,
dossier N° 2016 C05 F 31 18*

Dépôt en Préfecture le : 01 juin 2016

LA COMMISSION PERMANENTE,

Vu le rapport du Président N° 2016 C05 F 31 18,

Vu l'avis de la commission des finances, des ressources humaines et des moyens généraux,

DECIDE

- d'approuver les adaptations de postes suivantes motivées par l'évolution des missions et des besoins des services :

* Direction de l'autonomie

Service ressources

- suppression d'un poste d'adjoint technique
- création d'un poste d'adjoint administratif

* Direction territoriale de l'Agglomération grenobloise

Service local de solidarité Grenoble sud

- suppression d'un poste de rédacteur
- création d'un poste d'adjoint administratif

Service local de solidarité Saint Martin d'Hères

- suppression d'un poste de rédacteur
- création d'un poste d'adjoint administratif

Service local de solidarité Fontaine

- suppression d'un poste de rédacteur
- création d'un poste d'adjoint administratif

* Direction territoriale de Voironnais Chartreuse

Service ressources

- suppression d'un poste de psychologue
- création d'un poste d'attaché ouvert au recrutement d'agents contractuels

Un poste de chargé(e) de mission ressources et solidarités est actuellement vacant dans ce service. Face à la difficulté de recruter un titulaire, il est décidé d'ouvrir également la possibilité de recruter un agent contractuel en l'application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée.

Les niveaux de recrutement et de rémunération (grille et régime indemnitaire) sont fixés en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

**

SERVICE GESTION DU PERSONNEL

Délégation de signature pour la direction territoriale des Vals du Dauphiné

Arrêté n° 2016-2836 du 17 mai 2016

Date de dépôt en Préfecture : 20/05/2016

Date d'affichage : 23/05/2016

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2016-2162 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2009-6990 du 18 août 2009 relatif aux attributions de la direction territoriale des Vals du Dauphiné,

Vu l'arrêté n° 2016-954 du 26 février 2016 portant délégation de signature pour la direction territoriale des Vals du Dauphiné,

Vu l'arrêté nommant Monsieur Jean-Philippe Ziotti, directeur du territoire des Vals du Dauphiné, à compter du 1^{er} mai 2016,

Vu l'arrêté nommant Madame Valérie-Aube Pellier, directrice adjointe du territoire des Vals du Dauphiné, à compter du 1^{er} juin 2016

Sur proposition du Directeur général des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à **Monsieur Jean-Philippe Ziotti**, directeur du territoire des Vals du Dauphiné, et à **Madame Valérie-Aube Pellier**, directrice adjointe, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction territoriale à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe adressées, notamment, aux élus,
- des arrêtés portant tarification,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de missions lorsque le moyen de transport est l'avion,
- des conventions avec incidence financière et de leurs avenants, à l'exception des marchés publics.

Article 2 :

Délégation est donnée à :

Monsieur Jean-Jacques Boulon, chef du service aménagement,

Madame Candy Dubordeaux, chef du service éducation,

Monsieur Patrick Wormser, chef du service aide sociale à l'enfance, et à

Madame Nadège Peysson, responsable accueil familial,

Madame Catherine Coulon, chef du service PMI,

Madame Catherine Caillat, chef du service autonomie,

Madame Aurélie Godfernaux, chef du service action sociale,

Madame Claudine Guillaume, chef du service insertion,

Monsieur Christophe Sauer, chef du service ressources,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions du territoire, y compris les sections au titre du traitement aux limites.

Sont exclus de leur domaine de compétence les actes visés à l'article 1 ci-dessus et les actes suivants :

- marchés (à l'exclusion des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- demandes et déclarations réglementaires liées à l'acte de construction,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine .

Article 3 :

Délégation est donnée à **Monsieur Abdelmjid Ben Haddouch**, chargé de mission « prévention jeunesse », pour signer les actes relatifs au dispositif de la protection de l'enfance sur le territoire des Vals du Dauphiné.

Article 4 :

En cas d'absence simultanée de :

Monsieur Jean-Philippe Ziotti, directeur, et de

Madame Valérie-Aube Pellier, directrice adjointe,

la délégation qui lui est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'un autre territoire.

Article 5 :

En cas d'absence d'un chef de service ou d'un adjoint au chef de service, la délégation qui lui est conféré par l'article 2 peut être assurée par l'un des chefs de service ou adjoints au chef de service de la direction territoriale des Vals du Dauphiné.

En cas d'absence du responsable accueil familial, la délégation qui lui est conférée par l'article 2 peut être assurée par le chef de service ASE ou par l'un des chefs de service ou adjoints au chef de service de la direction territoriale des Vals du Dauphiné.

Article 6 :

En cas d'absence du chargé de mission « prévention jeunesse », la délégation qui lui est conférée par l'article 3 peut être assurée par le chef du service aide sociale à l'enfance.

Article 7 :

L'arrêté n° 2016-954 du 26 février 2016 est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 8 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Délégation de signature pour la direction territoriale du Haut-Rhône dauphinois

Arrêté n° 2016-2837 du 17 mai 2016

Date d'affichage : 23/05/2016

Date de dépôt en Préfecture : 20/05/2016

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2016-2162 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2013-7044 du 2 septembre 2013 relatif aux attributions de la direction territoriale du Haut-Rhône dauphinois,

Vu l'arrêté n° 2016-951 portant délégation de signature pour la direction territoriale du Haut-Rhône dauphinois,

Vu l'arrêté nommant Madame Brigitte Husson, directrice du territoire du Haut-Rhône dauphinois, à compter du 1^{er} mai 2016,

Sur proposition du Directeur général des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à **Madame Brigitte Husson**, directrice du territoire du Haut-Rhône dauphinois et à **Madame Delphine Brument**, directrice adjointe, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction territoriale à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,

- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,

- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,

- des notifications de subvention,

- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe adressées, notamment, aux élus,

- des arrêtés portant tarification,

- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,

- des ordres de missions lorsque le moyen de transport est l'avion,

- des conventions avec incidence financière et de leurs avenants, à l'exception des marchés publics.

Article 2 :

Délégation est donnée à :

Monsieur Eric Brogère, chef du service aménagement,

Madame Anne Rolland, chef du service éducation,

Madame Marianne Tripier-Mondancin, chef du service enfance-famille, et à

Monsieur Serge Freycon, adjoint au chef de service enfance-famille, et à

Madame Véronique Viollet, responsable accueil familial,

Madame Evelyne Couturier, chef du service autonomie,

Madame Annie Vacalus, chef du service développement social et à

Madame Marie-Claire Montillet, adjointe au chef de service développement social,

Madame Sandra Rogisz, chef du service ressources,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions du territoire, y compris les sections au titre du traitement aux limites.

Sont exclus de leur domaine de compétence les actes visés à l'article 1 ci-dessus et les actes suivants :

- marchés (à l'exclusion des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- demandes et déclarations réglementaires liées à l'acte de construction,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine .

Article 3 :

En cas d'absence simultanée de

Madame Brigitte Husson, directrice, et de

Madame Delphine Brument, directrice adjointe,

la délégation qui lui est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'un autre territoire.

Article 4 :

En cas d'absence d'un chef de service ou d'un adjoint au chef de service, la délégation qui lui est confiée par l'article 2 peut être assurée par l'un des chefs de service ou adjoints au chef de service de la direction territoriale du Haut-Rhône dauphinois.

En cas d'absence du responsable accueil familial, la délégation qui lui est confiée par l'article 2 peut être assurée par le chef de service enfance-famille ou par l'adjoint au chef du service enfance-famille ou par l'un des chefs de service ou adjoints au chef de service de la direction territoriale du Haut-Rhône dauphinois.

Article 5 :

L'arrêté n° 2016-951 est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 6 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Attributions de la direction des finances

Arrêté n° 2016-3187 du 3 mai 2016

Date dépôt en Préfecture : 09/05/2016

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2016-2162 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2016-991 relatif aux attributions de la direction des finances et du juridique,

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

Les dispositions de l'arrêté 2016-991 sont abrogées.

Article 2 :

La direction des finances a pour mission d'être force de proposition puis de mettre en œuvre la stratégie budgétaire et financière décidée par les élus et adaptée aux orientations (fiscalité, investissement...) et politiques publiques de la collectivité. A ce titre elle est dotée des attributions suivantes :

2-1 service budget et dette :

- préparation du budget,
- contrôle budgétaire des rapports soumis à l'Assemblée et à la commission permanente,
- gestion de la dette, de la dette garantie et de certaines créances,
- répartition du fonds départemental de la taxe professionnelle et de la taxe additionnelle aux droits d'enregistrement ;

2-2 service comptabilité et trésorerie :

- suivi de l'exécution budgétaire et comptable, en dépenses et recettes,
- gestion de la trésorerie,
- pilotage de projets financiers dont le projet de dématérialisation de la chaîne financière,
- contrôle du mandatement pour la DFI et, temporairement pour la DCJ, la DPM et la DG ;

Article 3 :

Les attributions décrites dans l'article 2 prennent effet au **1^{er} mai 2016**.

Article 4 :

Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Organisation des services du Département

Arrêté n° 2016-3215 du 17/05/2016

Dépôt en Préfecture : 23/05/2016

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, relative à la fonction publique territoriale,

Vu l'arrêté 2016-2162 du 29 mars 2016 relatif à l'organisation des services du Département,

Vu l'avis favorable du comité technique du 22 mars 2016,

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

Les dispositions de l'arrêté n° 2016-2162 visé ci-dessus sont abrogées.

Article 2 :

L'administration départementale est organisée sous l'autorité du Directeur général des services du Département.

Sont directement rattachés au Directeur général :

- le service des assemblées,
- la mission « vie des élus »,
- la direction des relations extérieures composée des services suivants :
 - Communication
 - Protocole et évènementiel
 - Ressources
- la direction de la performance et de la modernisation du service au public :
 - Mission contrôle interne/maîtrise des risques
 - Mission aide à la décision
 - Mission innovation

Le Directeur général est assisté de directeurs généraux adjoints, d'un inspecteur général et de chargés de missions.

Article 3 :

L'administration départementale est composée des directions suivantes :

3.1 « Directions « départementales » :

- Mobilités
- Aménagement
- Constructions publiques et environnement de travail
- Solidarités
- Autonomie
- Education jeunesse et sport
- Développement
- Culture et patrimoine
- Ressources humaines
- Finances
- Commande publique et juridique
- Systèmes d'information

3.2 « Directions « territoriales » :

- Agglomération grenobloise
- Bièvre-Valloire
- Grésivaudan
- Haut-Rhône dauphinois
- Isère rhodanienne
- Matheysine
- Oisans
- Porte des Alpes
- Sud-Grésivaudan
- Trièves
- Vals du Dauphiné

- Vercors
- Voironnais-Chartreuse

Article 4 :

Services des directions « départementales » :

Les directions départementales sont composées de leurs équipes de direction et des services suivants :

4-1 Direction des mobilités :

- Politique des déplacements
- Marketing
- Action territoriale
- PC itinéraire
- Nouvelles mobilités
- Expertise transports
- Conduite d'opérations
- Maîtrise d'oeuvre
- Expertise routes
- Ressources

4-2 Direction de l'aménagement :

- Eau et territoires
- Laboratoire vétérinaire
- Agriculture et forêts
- Développement durable
- Ressources

4-3 Direction des constructions publiques et environnement de travail :

- Biens départementaux
- Conduite de projets
- Exploitation des sites
- Gestion du parc
- Programmation, conseils et maintenance
- Ressources

4-4 Direction des solidarités :

- Cellule logement
- Accompagnement de l'enfant et de sa famille
- Action sociale et insertion
- Cohésion sociale et politique de la ville
- Innovation sociale
- Protection maternelle et infantile, et parentalités
- Prospective et éducation pour la santé
- Infections sexuellement transmissibles

- Maladies respiratoires
- Ressources

4-5 Direction de l'autonomie :

- CERDA
- Coordination et évaluation
- Etablissement et services pour personnes âgées
- Etablissement et services pour personnes handicapées
- Evaluation médico-sociale
- Gestion financière et administrative
- Ressources

4-6 Direction de l'éducation, de la jeunesse, et du sport :

- Moyens des collèges
- Jeunesse et sport
- Ressources

4-7 Direction du développement :

- Cellule collectivités locales et partenariat
- Cellule recherche de financements externes et européens
- Cellule aménagement numérique haut débit

4-8 Direction de la culture et du patrimoine :

- Patrimoine culturel
- Archives départementales
- Lecture publique
- Développement culturel et coopération
- Ressources
- Musée Dauphinois
- Musée de l'Ancien Evêché
- Musée Archéologique
- Musée de la Résistance
- Musée Hébert
- Musée de la Houille Blanche
- Musée Saint-Hugues
- Musée de Saint-Antoine l'Abbaye
- Musée Berlioz
- Domaine de Vizille

4-9 Direction des ressources humaines :

- Accueil des usagers
- Communication interne
- Développement des compétences,

- Gestion du personnel
- Effectifs, recrutement et mobilités
- Relations sociales, santé et prévention
- Ressources

4-10 Direction des finances:

- Budget et dette
- Comptabilité et trésorerie

4-11 Direction de la commande publique et du juridique :

- Commande publique
- Juridique

4-12 Direction des systèmes d'information :

- Equipements et liaisons
- Progiciels thématiques
- Assistance
- Outils collaboratifs et communication
- Progiciels ressources
- Ressources

Article 5 : Services des directions territoriales :

Les directions territoriales sont composées de leurs équipes de direction et des services suivants :

5-1 Direction de l'Agglomération grenobloise :

Services thématiques :

- Développement social
- Enfance Famille
- Aménagement
- Autonomie
- Education

Services ressources :

- Finances et logistique
- Ressources humaines et informatique

Services locaux de solidarité :

- Echirolles
- Fontaine-Seyssinet
- Grenoble centre
- Grenoble Nord Ouest
- Grenoble Sud
- Grenoble Sud Est
- Grenoble Sud Ouest
- Meylan

- Pont de Claix
- Saint Martin d'Hères
- Saint Martin le Vinoux
- Vizille

5-2 Direction de Bièvre-Valloire :

- Aménagement
- Education
- Aide sociale à l'enfance
- Protection maternelle et infantile
- Autonomie
- Développement social
- Ressources

5-3 Direction du Grésivaudan :

- Aménagement
- Education
- Enfance et famille
- Autonomie
- Développement social
- Ressources

5-4 Direction du Haut-Rhône dauphinois :

- Aménagement
- Education
- Enfance-famille
- Autonomie
- Développement social
- Ressources

5-5 Direction de l'Isère Rhodanienne :

- Aménagement
- Education
- Enfance-famille
- Autonomie
- Développement social
- Ressources

5-6 Direction de la Matheysine :

- Aménagement
- Education
- Autonomie
- Insertion et famille

- Ressources

5-7 Direction de l'Oisans :

- Aménagement
- Education
- Solidarité
- Ressources

5-8 Direction de la Porte des Alpes :

- Aménagement
- Education
- Aide sociale à l'enfance
- Autonomie
- Action médico-sociale est
- Action médico-sociale ouest
- Ressources

5-9 Direction du Sud Grésivaudan :

- Aménagement
- Education
- Autonomie
- Solidarité
- Ressources

5-10 Direction du Trièves :

- Aménagement
- Education
- Solidarité
- Ressources

5-11 Direction des Vals du Dauphiné :

- Aménagement
- Education
- Aide sociale à l'enfance
- Protection maternelle et infantile
- Autonomie
- Action sociale
- Insertion
- Ressources

5-12 Direction du Vercors :

- Aménagement
- Education
- Solidarité

- Ressources

5-13 Direction de Voironnais-Chartreuse :

- Aménagement
- Education
- Aide sociale à l'enfance
- Protection maternelle et infantile
- Autonomie
- Développement social
- Ressources

Article 6 :

La présente organisation des services prend effet au **1er juin 2016**.

Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Attributions de la direction territoriale de l'Agglomération grenobloise

Arrêté n° 2016-3216 du 17 mai 2016

Date dépôt en préfecture : 23/05/2016

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2016-3215 relatif à l'organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2015-10219 relatif aux attributions de la direction territoriale de l'Agglomération grenobloise,

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

Les dispositions de l'arrêté n° 2015-10219 visé ci-dessus sont abrogées.

Article 2 :

La direction territoriale de l'Agglomération grenobloise assure la mise en œuvre des missions déconcentrées du Département dans le cadre de son ressort territorial. Elle se compose d'une équipe de direction, de services thématiques et ressources et de services locaux de solidarité dont les attributions sont les suivantes :

2-1 services thématiques

2-1.1 service développement social

- coordination et harmonisation des pratiques et des modes de fonctionnement des équipes en cohérence avec les orientations départementales relevant de la thématique action sociale,
- expertise et soutien technique aux personnels des services locaux de solidarité sur les missions relevant de leur responsabilité,
- élaboration et suivi du budget global concernant l'action sociale,
- conduite des missions action sociale non déconcentrées sur les services locaux de solidarité : équipe dédiée publics spécifiques, instance de coordination hébergement-logement, référent lodas, animation de la mission politique de la ville.

- coordination et harmonisation des pratiques et des modes de fonctionnement des équipes en cohérence avec les orientations départementales relevant de la thématique insertion,
- expertise et soutien technique aux personnels des services locaux de solidarité sur les missions relevant de leur responsabilité,
- gestion globales des dispositifs insertion et élaboration et suivi des budgets y compris de l'enveloppe FAJ,
- animation des Corti, des plateformes d'orientation, des équipes pluridisciplinaires et des relations institutionnelles avec les partenaires externes.

2-1.2 service enfance et famille

- coordination et harmonisation des pratiques et des modes de fonctionnement des équipes en cohérence avec les orientations départementales relevant de la thématique aide sociale à l'enfance,
- expertise et soutien technique aux personnels des services locaux de solidarité sur les missions relevant de leur responsabilité,
- élaboration et suivi du budget global concernant l'ASE,
- conduite des missions ASE non déconcentrées sur les services locaux de solidarité : participation au contrôle des équipements et services habilités ASE, mineurs étrangers isolés, référent accueil familial,
- suivi des dossiers prévention spécialisée et prévention de la délinquance,
- coordination et harmonisation des pratiques et des modes de fonctionnement des équipes en cohérence avec les orientations départementales relevant de la thématique protection maternelle et infantile,
- expertise et soutien technique aux personnels des services locaux de solidarité sur les missions relevant de leur responsabilité,
- élaboration et suivi du budget global concernant la PMI,
- conduite des missions PMI non déconcentrées sur les services locaux de solidarité : création, extension et contrôle des structures petite enfance, liaison maternité en lien avec le médecin départemental, relais assistantes maternelles, traitement des recours relatifs aux agréments des assistants maternels et familiaux, rattachement des sages-femmes et participation aux études épidémiologiques et aux actions de santé publique.

2-1.3 service aménagement

- maîtrise d'ouvrage des aménagements routiers, du pilotage de l'exploitation et de l'entretien routier,
- relais territorial pour d'autres compétences d'aménagement en matière de déplacements, de transport, d'économie, d'environnement, d'eau, d'agriculture et forêt, d'urbanisme et de logement
- gestion des aides à l'investissement des communes et des intercommunalités : contrat territorial de l'agglomération grenobloise,
- relais territorial en matière de culture et de patrimoine.

2-1.4 service autonomie

- coordination et harmonisation des pratiques et des modes de fonctionnement des équipes en cohérence avec les orientations départementales relevant de la thématique autonomie,
- expertise et soutien technique aux personnels des services locaux de solidarité sur les missions relevant de leur responsabilité,
- instruction administrative et médico-sociale des demandes APA, PCH et aide sociale,
- gestion globale des dispositifs autonomie,

- animation de la Corta, de ses commissions sectorielles et des relations institutionnelles avec les partenaires externes.

2-1.5 service éducation

- maîtrise d'ouvrage des aménagements des collèges : plan pluriannuel de modernisation, construction et plan pluriannuel de maintenance amélioration,
- maîtrise d'ouvrage des aménagements sur les bâtiments départementaux,
- suivi des postes budgétaires et des quotités des agents des collèges (recrutement et remplacement),
- pilotage du contrat éducatif isérois,
- instruction des demandes du fond départemental des collégiens,
- pilotage du plan informatique et bureautique des collèges,
- relais territorial des compétences à caractère éducatif tel le sport, la jeunesse, la vie associative et culturelle.

2-2 services ressources

2-2.1 service finances et logistique

- élaboration, suivi et exécution budgétaire,
- mise en œuvre d'un contrôle de gestion et définition d'une stratégie financière,
- définition et mise en œuvre de la politique d'achat, passation, conseil et contrôle de la régularité juridique des marchés publics,
- gestion de l'ensemble des moyens (mobiliers, fournitures, reprographie, petits équipements, nettoyage, parc auto),
- suivi de la maintenance quotidienne et des contrats d'entretien.

2-2.2 service ressources humaines et informatique

- suivi des postes budgétaires et des quotités, élaboration et mise à jour des profils de poste,
- stratégie de recrutement, mise en œuvre de la partie administrative du recrutement, gestion du vivier d'agents non titulaires et vacataires et suivi du budget remplacements,
- élaboration et mise en œuvre du plan de formation du territoire :
- suivi des conditions de travail
- mise en œuvre des actions de communication interne
- pilotage du plan informatique (hors collèges) et de la téléphonie.

2-3 services locaux de solidarité

Ils sont au nombre de 12 répartis sur l'ensemble du territoire de l'Agglomération grenobloise. Au sein de chaque SLS sont regroupés les agents en charge de l'action sociale, l'aide sociale à l'enfance et la protection maternelle et infantile ainsi que l'encadrement et les moyens logistiques.

Les missions assurées sont les suivantes :

En matière d'insertion :

- insertion des adultes : revenu de solidarité active, contrats aidés
- insertion des jeunes ;

En matière d'aide sociale à l'enfance :

- actions de prévention et de protection de l'enfance ;

En matière de protection maternelle et infantile :

- suivi médico-social prénatal et postnatal,

- planification familiale,
- accueil de la petite enfance (agrément des assistants maternels et familiaux) ;

En matière d'action sociale :

- actions sociales polyvalentes,
- accès au logement, hébergement social ;

En matière de ressources humaines et informatiques, finances et logistique :

- gestion des décisions et organisation des moyens relatifs au fonctionnement quotidien du service : continuité du service, engagement juridique des dépenses, vérification du service fait, ressources humaines, immobilier, logistique et informatique.

Article 3 :

Les attributions décrites dans l'article 2 prennent effet au **1^{er} juin 2016**.

Article 4 :

Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Délégation de signature pour la direction territoriale de Voironnais Chartreuse

Arrêté n° 2016-3218 du 9 mai 2016

Date d'affichage : 12/05/2016

Date de dépôt en Préfecture : 11/05/2016

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2016-2162 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2013-6773 du 16 août 2013 relatif aux attributions de la direction territoriale de Voironnais Chartreuse,

Vu l'arrêté n° 2016-952 portant délégation de signature pour la direction territoriale de Voironnais Chartreuse,

Vu l'arrêté nommant Madame Christine Guichard, chef du service protection maternelle et infantile à compter du 17 mai 2016,

Sur proposition du Directeur général des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à **Madame Chantale Brun**, directrice du territoire de Voironnais Chartreuse, et à **Madame Gaëlle Yeretjian**, directrice adjointe, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction territoriale à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe adressées, notamment, aux élus,

- des arrêtés portant tarification,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de mission lorsque le moyen de transport est l'avion,
- des conventions avec incidence financière et de leurs avenants, à l'exception des marchés publics.

Article 2 :

Délégation est donnée à :

Monsieur Pierre Bonnardon, chef du service aménagement, et à

Monsieur Mickaël Richard, adjoint au chef du service aménagement,

Monsieur François Balaye, chef du service éducation,

Madame Nathalie Delclaux, chef du service aide sociale à l'enfance, et à

Madame Mélanie Monnier, responsable accueil familial,

Madame Christine Guichard, chef du service PMI,

Madame Hélène Ribeiro, chef du service autonomie, et à

Madame Nathalie Vacher, adjointe au chef du service de l'autonomie,

Madame Laurence Bessières-Rebillon, chef du service développement social et à

Madame Brigitte Ailloud-Betasson, adjointe au chef du service développement social,

Madame Nadine Gervasoni, chef du service ressources,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions du territoire, y compris les sections au titre du traitement aux limites.

Sont exclus de leur domaine de compétence les actes visés à l'article 1 ci-dessus et les actes suivants :

- marchés (à l'exception des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- demandes et déclarations réglementaires liées à l'acte de construction.
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine.

Article 3 :

Délégation est donnée à **Madame Marie Lefebvre**, chargée de mission « prévention jeunesse », pour signer les actes relatifs au dispositif de la protection de l'enfance sur le territoire de Voironnais Chartreuse.

Article 4 :

Délégation est donnée à **Madame Karine Geneaux**, chargée de mission « insertion logement » service développement social, pour signer les actes relatifs aux dispositifs relevant des thématiques logement et insertion sur le territoire de Voironnais Chartreuse.

Article 5 :

En cas d'absence simultanée de

Madame Chantale Brun, directrice du territoire, et de

Madame Gaëlle Yeretzián, directrice adjointe,

la délégation qui leur est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'un autre territoire.

Article 6 :

En cas d'absence d'un chef de service, d'un adjoint au chef de service ou d'un responsable de service, la délégation qui leur est conférée par l'article 2 peut être assurée par l'un des chefs de service, adjoints au chef de service ou responsables de service de la direction territoriale de Voironnais Chartreuse.

En cas d'absence du responsable accueil familial, la délégation qui lui est conférée par l'article 2 peut être assurée par le chef de service ASE ou par l'un des chefs de service ou adjoints au chef de service de la direction territoriale de Voironnais Chartreuse.

En cas d'absence du chargé de mission « prévention jeunesse », la délégation qui lui est conférée par l'article 3 peut être assurée par le chef du service aide sociale à l'enfance.

En cas d'absence du chargé de mission « insertion logement », la délégation qui lui est conférée par l'article 3 peut être assurée par le chef du service développement social ou par l'adjoint au chef de ce même service.

Article 7 :

L'arrêté n°2016-952 est modifié à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 8 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Délégation de signature pour la direction territoriale de la Porte des Alpes

Arrêté n° 2016-3604 du 19 mai 2016

Date affichage : 23/05/2016

Date de dépôt en Préfecture : 20/05/2016

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2016-2162 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2016-2163 relatif aux attributions de la direction territoriale de la Porte des Alpes,

Vu l'arrêté n° 2016-2164 du 5 avril 2016 portant délégation de signature pour la direction territoriale de la Porte des Alpes,

Vu l'arrêté portant nomination de Monsieur Christophe Sauer, en qualité de chef du service ressources, à compter du 1^{er} mai 2016,

Vu l'arrêté portant nomination de Madame Claire Jarrige, en qualité de responsable accueil familial, à compter du 1^{er} juin 2016,

Sur proposition du Directeur général des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à **Madame Corine Brun** directrice du territoire de la Porte des Alpes, et à **Monsieur Sébastien Goethals**, directeur adjoint, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction territoriale, à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,

- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe adressées, notamment, aux élus,
- des arrêtés portant tarification,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de mission lorsque le moyen de transport est l'avion,
- des conventions avec incidence financière et de leurs avenants, à l'exception des marchés publics.

Article 2 :

Délégation est donnée à :

Monsieur Daniel Dumont, chef du service aménagement et à

Monsieur Laurent Bonnaire, adjoint au chef du service aménagement,

Monsieur Lyonel Richard, chef du service éducation et à

Monsieur Yves Reverdy, adjoint au chef du service éducation,

Madame Myriam Bouzon, chef du service ASE empêchée et remplacée par

Monsieur Patrick Garel, chef du service ASE par intérim et à

Madame Sylvie Kadlec, adjointe au chef du service ASE par intérim et à

Madame Claire Jarrige, responsable accueil familial,

Madame Anne Charron, chef du service autonomie, et à

Madame Florence Gayton, adjointe au chef du service autonomie,

Madame Marie-Annick Vandamme, chef du service action médico-sociale Est, et à

Madame Marie-Laure Moussier, adjointe au chef du service action médico-sociale Est,

Madame Dominique Veyron, chef du service action médico-sociale Ouest, et à

Madame Marie-Cécile Sourd, adjointe au chef du service action médico-sociale Ouest,

Monsieur Christophe Sauer, chef du service ressources,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions du territoire, y compris les sections au titre du traitement aux limites.

Sont exclus de leur domaine de compétence les actes visés à l'article 1 ci-dessus et les actes suivants :

- marchés (à l'exclusion des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- demandes et déclarations réglementaires liées à l'acte de construction,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine .

Article 3 :

En cas d'absence simultanée de

Madame Corine Brun, directrice du territoire, et de

Monsieur Sébastien Goethals, directeur adjoint,

la délégation qui leur est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'un autre territoire.

Article 4 :

En cas d'absence d'un chef de service ou d'un adjoint au chef de service, la délégation qui lui est confiée par l'article 2 peut être assurée par l'un des chefs de service ou adjoints au chef de service, de la direction territoriale de la Porte des Alpes.

En cas d'absence du responsable accueil familial, la délégation qui lui est confiée par l'article 2 peut être assurée par le chef de service ASE ou l'adjoint au chef de service ASE ou par l'un des chefs de service ou adjoints au chef de service de la direction territoriale de la Porte des Alpes.

Article 5 :

L'arrêté n° 2016-2164 du 5 avril 2016 est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 6 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Délégation de signature pour la direction des systèmes d'information

Arrêté n° 2016-3618 du 19 mai 2016

Date affichage : 23/05/2016

Date dépôt en Préfecture : 20/05/2016

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2016-2162 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2012-360 du 3 février 2012 relatif aux attributions de la direction des systèmes d'information,

Vu l'arrêté n° 2015-2268 portant délégation de signature pour la direction des systèmes d'information,

Vu la note de service informant que Madame Valérie Michaud assure l'intérim du chef de service ressources, à compter du 12 mai 2016,

Sur proposition du Directeur général des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à **Monsieur Rémy Klein**, directeur des systèmes d'information, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction des systèmes d'information, à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe adressées, notamment, aux élus,

- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de mission lorsque le moyen de transport est l'avion.

Article 2 :

Délégation est donnée à :

- **Monsieur Lucien Bernaz**, chef du service outils collaboratifs et de communication,
- **Monsieur Emmanuel Gillard**, chef du service équipements et liaisons,
- **Madame Véronique Colmagne**, chef du service assistance,
- **Madame Rose Emmanuelle Cadet-Laveille**, chef du service progiciels thématiques,
- **Monsieur Luc Hablot**, chef du service progiciels ressources,
- **Madame Claire Ogier-Bunel**, chef du service ressources, empêchée et remplacée par **Madame Valérie Michaud**, chef du service ressources par intérim,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans leurs attributions, à l'exclusion des actes visés à l'article 1 ci-dessus et des actes suivants :

- marchés (à l'exclusion des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- conventions avec incidence financière et de leurs avenants,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine.

Article 3 :

En cas d'absence de **Monsieur Rémy Klein**, directeur, la délégation qui lui est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'une autre direction.

Article 4 :

En cas d'absence d'un chef de service, la délégation qui lui est conférée par l'article 2 peut être assurée par l'un des chefs de service de la direction des systèmes d'information.

Article 5 :

L'arrêté n° 2015-2268 est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 6 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Délégation de signature pour la direction territoriale de Bièvre Valloire

Arrêté n° 2016-3668 du 19 mai 2016

Date de dépôt en Préfecture : 20/05/2016

Date d'affichage : 23/05/2016

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2016-2162 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2012-1463 du 6 mars 2012 relatif aux attributions de la direction territoriale de Bièvre Valloire,

Vu l'arrêté n° 2016-3668 portant délégation de signature pour la direction territoriale de Bièvre Valloire,

Vu l'arrêté nommant Madame Julie Ladret, responsable accueil familial au service ASE, à compter du 1^{er} mai 2016,

Sur proposition du Directeur général des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à **Monsieur Gilles Laperrousaz**, directeur du territoire de Bièvre Valloire, et à **Monsieur Didier Balay**, directeur adjoint, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction territoriale, à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe adressées, notamment, aux élus,
- des arrêtés portant tarification,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de mission lorsque le moyen de transport est l'avion,
- des conventions avec incidence financière et de leurs avenants, à l'exception des marchés publics.

Article 2 :

Délégation est donnée à :

Monsieur Frank Stefanini, chef du service aménagement, et à

Monsieur Dominique Savignon, adjoint au chef du service aménagement

Madame Estelle Faure, chef du service éducation,

Monsieur Laurent Fournier, chef du service aide sociale à l'enfance, et à

Madame Isabelle Richard, adjointe au chef de service aide sociale à l'enfance, et à

Madame Armelle Sertorio, responsable accueil familial empêchée , et remplacée par **Madame Julie Ladret**, responsable accueil familial par intérim,

Madame Nathalie Chatenay, chef du service PMI,

Madame Laurence Rienne-Grisard, chef du service autonomie,

Madame Agnès Coquaz, chef du service développement social, et à

Madame Isabelle Tixier, adjointe au chef du service développement social,

Madame Pascale Bruchon, chef du service ressources,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions du territoire, y compris les sections au titre du traitement aux limites.

Sont exclus de leur domaine de compétence les actes visés à l'article 1 ci-dessus et les actes suivants :

- marchés (à l'exclusion des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- demandes et déclarations réglementaires liées à l'acte de construction,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine .

Article 3 :

En cas d'absence simultanée de

Monsieur Gilles Laperrousaz, directeur du territoire, et de

Monsieur Didier Balay, directeur adjoint,

la délégation qui leur est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'un autre territoire.

Article 4 :

En cas d'absence d'un chef de service ou d'un adjoint au chef de service, la délégation qui lui est confiée par l'article 2 peut être assurée par l'un des chefs de service ou adjoints au chef de service de la direction territoriale de Bièvre Valloire.

En cas d'absence du responsable accueil familial, la délégation qui lui est confiée par l'article 2 peut être assurée par le chef de service ASE ou l'adjoint au chef de service ASE ou par l'un des chefs de service ou adjoints au chef de service de la direction territoriale de Bièvre Valloire.

Article 5 :

L'arrêté n° 2016-3668 est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 6 :

Le Directeur général des services du département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

DIRECTION DES SYSTEMES D'INFORMATION

Désignation de l'autorité d'homologation de sécurité des échanges dématérialisés dans le cadre du comité d'homologation RGS.

Arrêté n° 2016/3418 du 11 mai 2016

Dépôt en Préfecture le : 12 mai 2016

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu l'arrêté du 6 mai 2010 portant approbation du référentiel général de sécurité et précisant les modalités de mise en œuvre de la procédure de validation des certificats électroniques,

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

Le Correspondant Informatique et Libertés (CIL) est désigné en tant qu'autorité d'homologation de sécurité des échanges dématérialisés du Département de l'Isère

Article 2 :

L'autorité d'homologation mentionnée à l'article 1er s'appuie sur l'expertise d'un comité d'homologation.

Dans le cadre d'un projet d'échange dématérialisé à destination des usagers, partenaires ou autres autorités administratives, le comité d'homologation se réunit au moins deux fois sur convocation de son président :

- lors de la mise à l'étude du projet pour évaluer les enjeux et fixer les objectifs de sécurité ;
- avant l'homologation du système d'information pour s'assurer du respect de la démarche de sécurisation programmée et évaluer les risques résiduels identifiés

Article 3 :

Le comité d'homologation comprend les membres suivants :

- Le Correspondant Informatique et Libertés, président, ou son représentant ;
- Le directeur responsable de la maîtrise d'ouvrage du projet, ou son représentant ;
- Le directeur des systèmes d'information, ou son représentant ;

Article 4 :

Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Dépôt légal : Mai 2016

Hôtel du Département de l'Isère - BP 1096 - 38022 GRENOBLE CEDEX - Tél : 04.76.00.38.38

Directeur de la publication : Vincent Roberti

Rédaction et abonnement : service prospective et documentation